

F&D

FINANCES & DÉVELOPPEMENT FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL

POINT DE VUE

*Le rôle
de la politique*

HISTOIRE

*L'évolution
des modèles*

TECHNOLOGIE

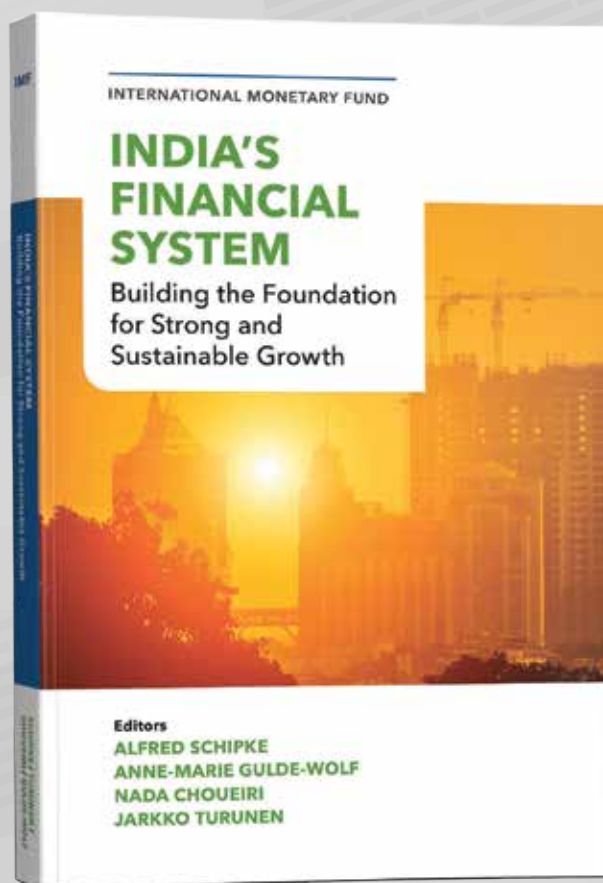
*Limiter les paniques
bancaires*

MARS 2024



LES SCIENCES ÉCONOMIQUES

Que doit-on changer ?



- Une analyse exhaustive des structures économiques et des sources de vulnérabilité du secteur des entreprises.
- Des propositions de réformes dans divers domaines pour renforcer la gestion de l'épargne et de l'investissement dans le secteur privé.
- Comment l'Inde peut-elle s'appuyer sur ses réussites en matière d'inclusion financière pour renforcer encore le numérique et le financement de l'action climatique ?

« Une lecture indispensable à l'heure de la montée en puissance de l'Inde sur la scène économique mondiale ! »

VIRAL V. ACHARYA

Professeur d'économie à l'Université de New York



PUBLICATIONS

L'économie mondiale à portée de main

[IMF.org/pubs](https://www.imf.org/pubs)

Table des matières

Finances & Développement

Publication trimestrielle du Fonds monétaire international
Mars 2024 | Volume 61 | Numéro 1

Réinventer l'économie

18

Repenser ma science économique

Six éminents économistes réfléchissent à ce qui manque à la profession
Angus Deaton, Jayati Ghosh, Diane Coyle, Atif Mian, John H. Cochrane et Michael Kremer

32

Place à la politique

La politique est souvent brouillonne, mais elle permet à la société d'attribuer une valeur à des éléments que les économistes ne peuvent pas mesurer
Jeffrey Frieden

36

Les nouveaux enseignements de la science économique comportementale

Le long parcours de l'expérience de vie influence les résultats économiques du monde réel, pour les décideurs autant que pour les consommateurs
Ulrike Malmendier et Clint Hamilton

40

Évolution des modèles

Les économistes ont transformé l'économie politique classique, basée sur les mots, en une discipline mathématique
Niall Kishtainy

Aussi dans ce numéro

44

Payer la facture climatique de l'Afrique

Les ressources financières du secteur privé sont indispensables à la lutte mondiale contre le changement climatique
Michael Olabisi

48

Limiter les paniques bancaires liées aux technologies

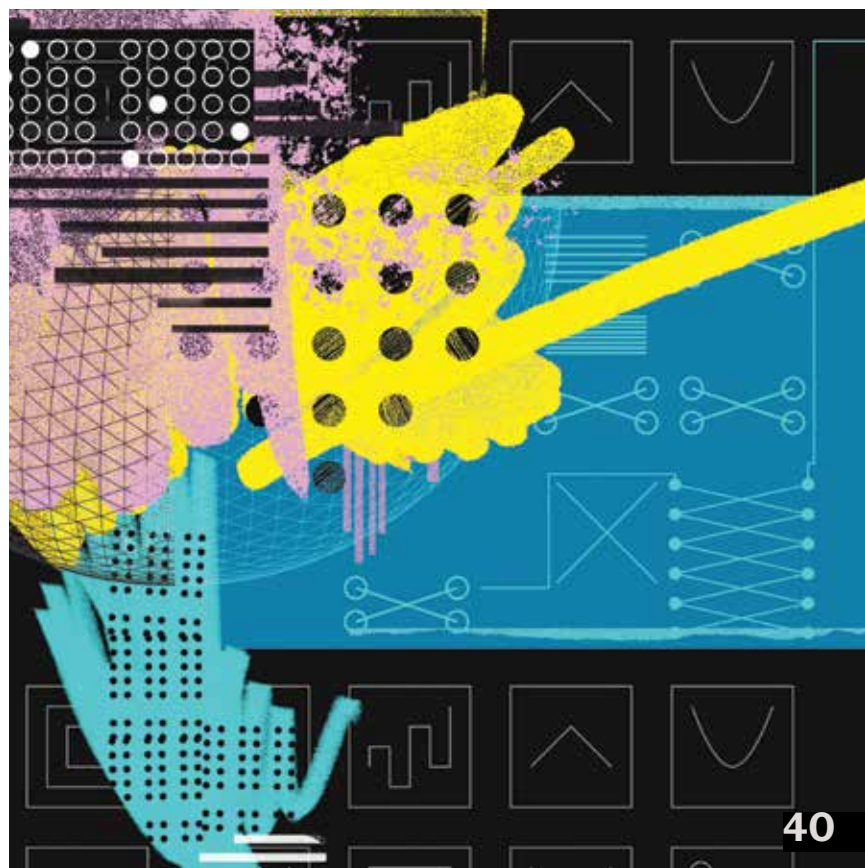
L'IA, les réseaux sociaux et la banque mobile pourraient provoquer de nouvelles ruées sur les guichets bancaires ; les mécanismes de sauvegarde d'hier ne suffisent peut-être plus demain
Signe Krogstrup, Thomas Sangill et Mette von Sicard

52

Une image incomplète

Le modèle économique conventionnel de fixation des salaires ne correspond pas à la réalité
Suresh Naidu

Un consensus se dégage de plus en plus autour du fait que la profession doit rester ouverte aux idées nouvelles et aux cadres innovants.



Rubriques

6

Kaléidoscope

Un aperçu global et succinct

8

L'ABC de l'économie

Définir la croissance inclusive

Ses partisans veulent créer des sociétés libres, égalitaires et prospères

Ruchir Agarwal

10

Point de vue

Relever les défis de la nouvelle ère

Nos problèmes économiques les plus urgents réclament des réponses pragmatiques bien adaptées au contexte

Dani Rodrik

Une nouvelle boussole pour l'économie

Le renouveau économique doit avoir pour point de départ l'objectif de l'épanouissement de l'être humain sur une planète vivante et prospère

Kate Raworth

Les coûts sociaux de la règle du prix

Le prix d'une politique fait abstraction de ce qui compte pour les gens

Katharina Pistor

16

Pleins feux

Il n'y a pas que le PIB dans la vie

Le rapport annuel sur le bonheur est le fer de lance de la recherche d'indicateurs plus larges du bien-être

Andrew Stanley

58

Paroles d'économistes

Betsy Stevenson, économiste championne de l'intelligibilité

Bob Simison brosse le portrait de *Betsy Stevenson*, économiste à l'Université du Michigan et figure du mouvement visant à repenser l'économie

62

Café de l'économie

Transformer l'enseignement de l'économie

Wendy Carlin : repenser l'enseignement de l'économie aiderait à résoudre des problèmes sociétaux urgents

64

Notes de lecture

Réchauffement climatique, ralentissement de la croissance

Slow Burn: The Hidden Costs of a Warming World, R. Jisung Park

Questions fiscales

A Taxing Journey: How Civic Actors Influence Tax Policy, Paolo de Renzio (dir. publ.)

Partenaires commerciaux

Made in China: When US-China Interests Converged to Transform Global Trade, Elizabeth O'Brien Ingleson

68

Histoires d'argent

À la poursuite de la liberté

De nouvelles pièces commémoratives célèbrent la vie et le legs de l'abolitionniste Harriet Tubman

Melinda Weir

58



68



En couverture

Notre numéro de mars 2024 porte sur la manière dont l'économie doit changer pour suivre le rythme auquel évoluent les défis mondiaux. Représentée en couverture par l'illustrateur Tyler Comrie, la célèbre sculpture d'Auguste Rodin, *Le Penseur*, dont on dit qu'elle incarne à la fois le rêve et l'action, symbolise bien cette idée.

Abonnez-vous : www.imfbookstore.org/f&d

Disponible en ligne : www.imf.org/fandd

Connectez-vous : facebook.com/FinanceandDevelopment

Rapport AREAER en ligne

Pour tout savoir sur les régimes
et les restrictions de change



UNE BASE DE DONNÉES PRATIQUE



CLASSIFICATION DES TAUX DE CHANGE

Accès aux régimes de change officiels et aux régimes de change *de facto* des pays membres du FMI.



RÈGLES ET RESTRICTIONS

Recensement des exigences et des limitations liées aux recettes et paiements internationaux et aux activités de transfert en cours.



CONTRÔLES DES CAPITAUX

Description des réglementations applicables aux entrées (par des non-résidents) et aux sorties de capitaux (par des résidents).



RECHERCHES PERSONNALISÉES

Analyse de multiples catégories de données internationales remontant à 1999.



PUBLICATIONS



Scannez ce code pour
un accès **immédiat**



PODCASTS DU FMI

D'éminents experts de l'économie et du développement présentent leurs plus récents travaux de recherche et décortiquent les tendances économiques mondiales. Les podcasts du FMI sont gratuits pour les enseignants, journalistes radio et télévision, et membres d'institutions.

**ABONNEZ-VOUS
AUJOURD'HUI !**



**REJOIGNEZ-NOUS
SUR LES PRINCIPAUX
RÉSEAUX SOCIAUX**

APPLE
GOOGLE
LIBSYN
SOUNDCLOUD
SPOTIFY



F&D FINANCES & DÉVELOPPEMENT
Publication trimestrielle du
Fonds monétaire international

RÉDACTRICE EN CHEF
Gita Bhatt

ÉDITRICE EN CHEF
Maureen Burke

RÉDACTEURS PRINCIPAUX
**Marjorie Henriquez, Jeff Kearns,
Nicholas Owen, Peter Walker**

ASSISTANTS À LA RÉDACTION
Smita Aggarwal, Andrew Stanley

RESPONSABLES DE LA STRATÉGIE PRODUITS NUMÉRIQUES
Rose Kouwenhoven, Marta Doroszczyk

RÉDACTRICE EN LIGNE
Rekia Ennaboulssi

RESPONSABLE DE PRODUCTION
Melinda Weir

CORRECTRICE
Lucy Morales

DIRECTION ARTISTIQUE ET MAQUETTE
Point Five

CONSEILLERS DE LA RÉDACTION

**Bernardin Akitoby
Steven Barnett
Helge Berger
S. Pelin Berkman
Yan Carrière-Swallow
Oya Celasun
Martin Čihák
Era Dabla-Norris
Mame Astou Diouf
Rupa Duttagupta**

**Davide Furceri
Kenneth Kang
Subir Lall
Raphael Lam
Malhar Nabar
Papa N'Diaye
Mahvash Qureshi
Uma Ramakrishnan
Elizabeth Van Heuvelen
Daria Zakharova**

© 2024 Fonds monétaire international. Tous droits réservés. Pour reproduire le contenu de ce numéro de F&D, quelle qu'en soit la forme, veuillez remplir en ligne le formulaire accessible à www.imf.org/external/terms.htm, ou envoyer votre demande à copyright@imf.org. L'autorisation de reproduction à des fins commerciales s'obtient en ligne auprès du Copyright Clearance Center (www.copyright.com) contre paiement d'une somme modique.

Les opinions exprimées dans la revue n'engagent que leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement la politique du FMI.

Abonnement, changement d'adresse et publicités :

IMF Publication Services
Finance & Development
PO Box 92780
Washington, DC 20090, USA
Telephone: (202) 623-7430
Fax: (202) 623-7201
E-mail: publications@imf.org

Postmaster: send changes of address to *Finance & Development*, International Monetary Fund, PO Box 92780, Washington, DC 20090, USA.

The English edition is printed at Dartmouth Printing Company, Hanover, NH.

Finance & Development is published quarterly by the International Monetary Fund, 700 19th Street NW, Washington, DC 20431, in English, Arabic, Chinese, French, Russian, and Spanish. French edition 0430-473X



FSC FPO

Lettre de la rédaction

Une économie plus humaine

JOHN MAYNARD KEYNES, commémorant la mort de son mentor Alfred Marshall il y a un siècle, a écrit que « le maître en économie doit posséder une rare combinaison de qualités... Il doit être mathématicien, historien, homme d'État, philosophe... » Keynes dressait-il son autoportrait ? Il estimait que l'économie était une science morale qui devait s'appuyer sur une vaste culture générale et qui nécessitait de garder « l'esprit ouvert à l'évolution de l'expérience ».

Aujourd'hui, le monde a besoin de toute urgence de cet ensemble de qualités décrites par Keynes pour naviguer à travers les perturbations liées au changement climatique, à l'intelligence artificielle, à l'évolution démographique, aux inégalités sociales et économiques et aux conflits géopolitiques. Cette assertion est particulièrement vraie au regard du désenchantement croissant ressenti à l'égard de la profession d'économiste et des appels à faire évoluer cette discipline pour mieux correspondre aux valeurs individuelles et sociétales.

Depuis la crise financière mondiale de 2008, une profonde introspection de la profession s'est concentrée sur la manière dont l'économie pourrait mieux intégrer les sciences sociales et traiter de la question du bien-être et des problèmes de répartition. La macroéconomie et les approches en matière de politiques économiques ont été largement remises en question. Un consensus se dégage de plus en plus autour du fait que la profession doit rester ouverte aux idées nouvelles et aux cadres innovants si elle espère résoudre les plus grands problèmes de ce monde.

Ce numéro du magazine *Finances & Développement* porte un nouveau regard sur la discipline. Nous avons invité d'éminents économistes à partager leurs opinions et à nous expliquer comment la profession peut mieux répondre aux défis du XXI^e siècle.

Bien entendu, d'autres courants de pensée ont déjà su séduire les économistes, comme le démontre la révolution keynésienne d'ailleurs. L'auteur Niall Kishtainy livre un récit fascinant des forces qui ont façonné cette discipline depuis *La Richesse des nations* d'Adam Smith, l'ouvrage du XVIII^e siècle qui a largement contribué à la naissance de l'économie moderne.

Angus Deaton, lauréat du prix Nobel, décrit comment son point de vue sur différents sujets, tels que les syndicats, le libre-échange et l'immigration, a évolué au cours des 50 dernières années. Il écrit que les économistes traditionnels doivent revoir leurs hypothèses, porter un regard plus critique sur l'influence du pouvoir, cesser de privilégier l'efficacité par-dessus tout et gagner en humilité.

Jayati Ghosh, de l'Université du Massachusetts à Amherst, déplore le manque de diversité dans la profession, qu'elle soit ethnique, raciale ou de genre. D'après elle, cette carence prive l'économie d'idées nouvelles, de problèmes inédits sur lesquels travailler et de nouveaux talents.



« La science économique doit refléter la complexité de la réalité économique et les valeurs de notre époque. »

Dani Rodrik, professeur à Harvard, nous met en garde contre les principes empiriques dans le domaine de l'économie. Il soutient que les modèles existants de politiques économiques sont inadéquats face à certains enjeux, comme le changement climatique, l'inclusion et le développement économique. L'économie doit développer son imagination collective pour adapter des solutions aux différents contextes économiques et politiques. Par exemple, Atif Mian, de l'Université de Princeton, démontre en quoi de nouvelles approches sont nécessaires pour briser le supercycle de la dette, qui constitue un grave danger pour l'économie mondiale.

La manière dont l'économie est enseignée est primordiale. Le programme doit être plus adapté aux problèmes de la vie réelle, et aller bien au-delà de la question traditionnelle de l'efficacité, affirme Wendy Carlin, de l'University College London, faisant écho à Angus Deaton. On ne doit pas passer à côté des considérations éthiques, notamment celles liées à l'équité et à la solidarité, précise-t-elle.

Bien évidemment, tout le monde ne s'accorde pas à dire que nous avons besoin d'idées novatrices dans le domaine de l'économie. John Cochrane, de l'Université de Stanford, soutient que la solution aux défis actuels est de remettre au goût du jour des idées impérissables, notamment des incitations du côté de l'offre et des réformes de la politique budgétaire.

Ce numéro vous invite à explorer bien d'autres sujets, notamment grâce à ses articles sur l'économie comportementale, l'économie politique et la fixation des salaires. Nous broissons également le portrait de Betsey Stevenson, une éminente économiste du travail qui a contribué à repenser l'économie.

Ce que l'on retient de toutes ces contributions, c'est que l'économie doit être ouverte aux diverses possibilités institutionnelles et à l'expérimentation, tout en reflétant la complexité de la réalité économique et des valeurs de notre époque. Comme Keynes l'a lui-même observé : « la difficulté n'est pas de comprendre les idées nouvelles, mais d'échapper aux idées anciennes ». **F&D**

Gita Bhatt, rédactrice en chef

Kaléidoscope

Un aperçu global et succinct



ARRÊT SUR IMAGE : Pendant des siècles, l'Asie centrale a été un important carrefour international emprunté par beaucoup de monde, des peuples nomades des steppes aux commerçants de la Route de la Soie. L'année dernière, le FMI a ouvert un nouveau centre régional de développement des capacités à Almaty, au Kazakhstan. Au service d'une région de près de 100 millions d'habitants, qui comprend également le Caucase et la Mongolie, le centre aide ses utilisateurs à perfectionner leurs compétences en matière de prévisions macroéconomiques et d'analyse de scénarios, mais aussi dans de nouveaux domaines, tels que les monnaies numériques de banques centrales et la transition vers une économie verte. *Ci-dessus, une femme marche dans une rue bordée d'arbres à Astana, au Kazakhstan. Photo du FMI/G-Jun Yam*

Nouvelle étude du FMI sur l'IA

L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE (IA) a amené notre monde à l'aube d'une révolution qui pourrait revigorer la productivité, stimuler la croissance économique et augmenter les revenus. Elle pourrait aussi menacer des emplois et creuser les inégalités. Les services du FMI évaluent ces perspectives dans une nouvelle étude sur la manière dont l'IA peut affecter les marchés du travail, notamment en rendant des emplois obsolètes dans certains domaines, tout en complétant le travail

humain dans d'autres. « Gen-AI: Artificial Intelligence and the Future of Work » montre que l'IA a une incidence sur près de 40% des emplois dans le monde, pourcentage qui monte à environ 60% dans les pays avancés. Parmi les emplois exposés, environ la moitié pourrait bénéficier de l'intégration de l'IA, ce qui pourrait engendrer un gain de productivité. Pour l'autre moitié, les applications de l'IA pourraient exécuter des tâches essentielles actuellement assurées par des êtres humains, ce qui pourrait diminuer la demande de main-d'œuvre. Certains de ces emplois pourraient être amenés à disparaître. Cependant, à l'heure où l'ère de l'IA s'ouvre à nous, nous avons encore les moyens de veiller à ce qu'elle apporte de la prospérité à l'ensemble de la population.

«
40 % des emplois dans le monde peuvent être affectés par l'IA. »

— Gita Gopinath, première directrice générale adjointe du FMI, au Forum économique mondial de Davos, en Suisse



Verbatim



« Les économistes savent et comprennent bien des choses. Toutefois, nous sommes aujourd'hui en proie à un certain désarroi. Nous n'avons pas collectivement prédit la crise financière et, pire encore, nous y avons peut-être contribué en croyant avec trop d'enthousiasme en l'efficacité des marchés, en particulier des marchés financiers dont nous avons moins bien compris que nous ne le pensions la structure et les incidences. »

— Angus Deaton, Université de Princeton (voir « Comment l'économie doit changer » dans ce numéro de F&D)



« [Les économistes] sont les scientifiques les plus tribaux auxquels on puisse penser ; ils se citent les uns les autres, les hommes plus que les femmes d'ailleurs. Ils ne sortent pas de ce monde parce qu'ils s'y sentent à l'aise, et peut-être que leurs modèles y sont pour quelque chose. Nous devons faire venir des gens qui ne sont pas membres de cette tribu. »

— Christine Lagarde, présidente de la Banque centrale européenne, au Forum économique mondial de Davos, en Suisse



DANS L'ACTUALITÉ : Un jour de pluie, rare et bienvenu, aux Émirats arabes unis, où la Directrice générale du FMI, Kristalina Georgieva, s'est rendue en février pour assister au Sommet mondial des gouvernements. À Dubaï, elle a aussi prononcé un discours lors du Forum arabe des finances publiques sur le thème de la résilience : « En cette période de difficultés économiques, de tensions géopolitiques et de guerre, il est primordial de semer dès aujourd'hui les graines de la croissance et de la coopération, de la paix et de la prospérité. » *Photo du FMI/Christophe Viseux*



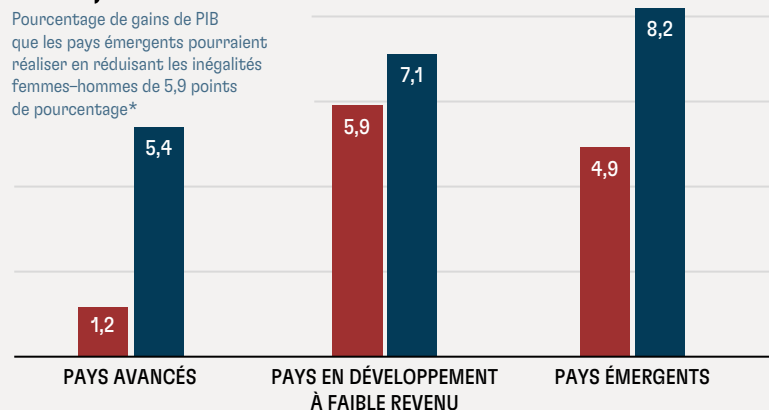
En chiffres

La réduction des inégalités femmes-hommes en matière de participation au marché du travail pourrait plus que compenser les séquelles de la pandémie et offrir de nouvelles sources de croissance.

8,2 %

Pourcentage de gains de PIB que les pays émergents pourraient réaliser en réduisant les inégalités femmes-hommes de 5,9 points de pourcentage*

- Gains de PIB générés par la réduction des inégalités femmes-hommes (%)
- Perte de production liée à la pandémie (%)



SOURCE : calculs des services du FMI.

NOTE : *Taux d'amélioration atteint par les 5 % des pays émergents les plus riches au cours de la période 2014-19.

L'ABC de l'économie

Définir la croissance inclusive

Ses partisans veulent créer des sociétés libres, égalitaires et prospères

Ruchir Agarwal

QUEL EST LE RÔLE DE L'ÉTAT dans les économies modernes ? Est-il possible de créer une société plus juste sans sacrifier la liberté ou la prospérité économique ? Devrions-nous privilégier l'égalité des chances ou l'égalité des résultats ? La notion de « croissance inclusive » vise à trouver cet équilibre.

Comme l'expression est sujette à interprétation, permettez-moi d'en proposer une définition : la croissance inclusive cherche à stimuler la richesse et le bien-être nationaux tout en luttant contre la pauvreté, en assurant l'équité intergénérationnelle et en protégeant les libertés économiques.

Il existe différentes interprétations de la liberté. Les libertariens prônent une ingérence minimale de l'État dans la sphère privée et la liberté des marchés. En revanche, la démarche axée sur les capacités que défend le chercheur nobélisé Amartya Sen ne se concentre pas seulement sur l'absence de restrictions, mais s'intéresse aussi aux possibilités d'être en bonne santé, instruit et en sécurité. Chaque interprétation définit un modèle différent de « bonne société » et envisage un rôle particulier de l'État à cet égard.

Même des partisans célèbres de la liberté, de John Locke à Adam Smith et John Stuart Mill, ont reconnu la nécessité d'une intervention des pouvoirs publics. Leurs points de vue différents nous amènent au cœur du débat sur ce qu'est une société libre et égalitaire. Imaginez que vous ayez le pouvoir de créer une société. Comment concilieriez-vous ces principes ? Tout choix politique suppose un arbitrage.

Redistribution de la richesse

Pour commencer, évaluons vos préférences en matière de redistribution des

richesses. Comment garantiriez-vous une amélioration des niveaux de vie sans attenter à la liberté et la croissance économiques ? Imaginons un impôt sur le revenu forfaitaire de 30 % applicable à tous. À présent, examinons la proposition de relever le taux à 50 % pour les plus riches. Y êtes-vous favorable ?

Si vous y êtes opposé, car vous considérez que les plus riches contribuent à leur juste part et qu'une fiscalité plus lourde pourrait freiner la croissance, vous avez une vision plus conservatrice de la croissance inclusive, qui donne la priorité à la liberté et la croissance économiques en favorisant un taux d'imposition uniforme pour tous les contribuables.

Si vous approuvez la hausse de taux pour les riches sous réserve que le supplément de recettes finance la lutte contre la pauvreté, vous adoptez une vision plus large de la croissance inclusive, en étant prêt à sacrifier un peu de liberté économique au profit d'initiatives anti-pauvreté ciblées.

Si vous êtes favorable à l'augmentation de l'impôt pour réduire les inégalités de revenu, sans chercher à savoir si les recettes produites financeront des programmes anti-pauvreté, vous vous situez dans le camp progressiste, au-delà des frontières traditionnelles de la croissance inclusive.

Certains économistes progressistes comme Dani Rodrik s'intéressent à la concentration de la richesse et de l'innovation dans certaines entreprises et villes, et pas uniquement au niveau des individus. Ils observent que cela se traduit pour beaucoup par une exclusion économique. Leurs solutions passent par davantage de droits liés au travail, des lois antitrust, le relèvement du salaire minimum, des

subventions et d'autres politiques industrielles destinées à contrer la domination des entreprises, ainsi que des investissements publics visant à créer des emplois dans des secteurs délaissés. D'autres économistes, dont je suis, s'inquiètent des effets sur la croissance de ces politiques industrielles et s'interrogent sur la capacité des pouvoirs publics à les appliquer, en redoutant une dérive mondiale vers un commerce protectionniste.

Génération futures

Réfléchissons ensuite à l'incidence de nos actions présentes sur les générations futures, y compris les générations à naître, et sur les autres espèces.

Jusqu'où l'État devrait-il intervenir pour garantir la prospérité de nos enfants, petits-enfants et au-delà ? Devrions-nous étendre cette intervention à la préservation de l'environnement et de la faune, même si l'humanité n'en retire aucun avantage direct ? Les réponses à ces questions vont dessiner les contours du monde que nous laisserons et définir le rôle de l'État dans notre écosystème planétaire.

Examinons cet aspect sous l'angle du changement climatique. Prenons la proposition d'instaurer une taxation du carbone à hauteur de 35 dollars la tonne en vue de réduire notablement les futures émissions de carbone. Une telle taxe ferait augmenter les prix de l'électricité, du carburant et du chauffage d'environ 20 % pour tous les ménages. Êtes-vous pour ?

Si vous y êtes opposé, vous accordez sans doute la priorité à la croissance et aux libertés économiques actuelles, car vous doutez de l'opportunité de sacrifier les ressources présentes pour des avantages futurs incertains. Cette façon de voir privilégie les effets économiques immédiats, en particulier sur les ménages modestes, comme le font certains pays en développement qui hésitent actuellement à augmenter les taxes sur le carbone.

Si vous soutenez cette taxe, vous vous souciez peut-être du bien-être des générations à venir. Cette position correspond aux mesures existantes de tarification du carbone qu'envisagent plusieurs pays avancés, préférant protéger les libertés et les choix de ceux qui viendront après nous, plutôt que notre confort économique actuel.

Approuver cette taxe peut traduire un engagement pour la santé de la planète au sens large, tenant compte de la valeur intrinsèque de la nature et de la biodiversité. Cette conception, souvent associée au militantisme écologique, ne se limite pas aux seuls bénéfices pour l'humanité.

Ces options soulignent également la complexité de la croissance inclusive, qui vise à concilier les besoins des générations actuelles et futures. Même pour les adversaires habituels du relèvement des taxes, les préoccupations liées aux menaces existentielles et à la viabilité à long terme peuvent faire bouger les points de vue. Il s'agit alors moins d'éviter certaines conséquences écologiques que de préserver des ressources essentielles et un environnement sain pour la postérité.

Biens publics

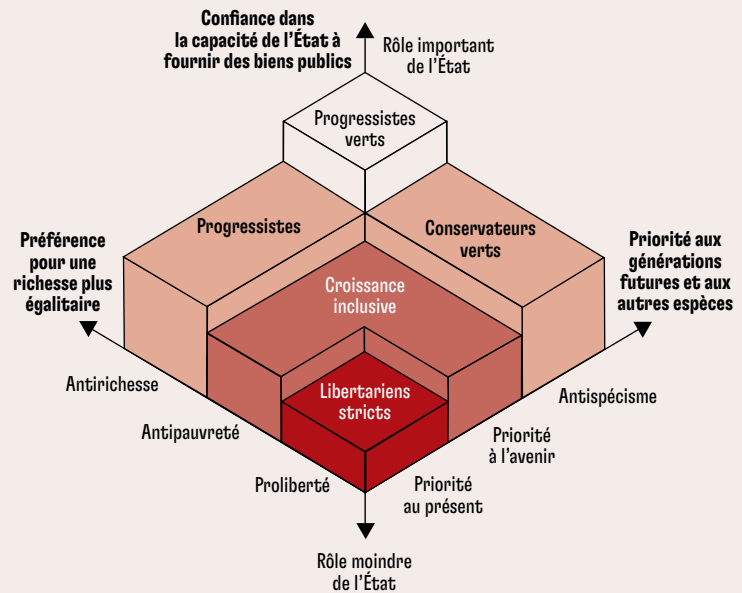
Examinons à présent le rôle de l'État comme fournisseur de biens publics tels que l'éducation, les soins de santé et le bien-être non marchand, lequel englobe des aspects indispensables à la qualité de vie (air pur, par exemple) et que le PIB ne reflète pas. Les économistes classiques concevaient que les marchés échouaient, les choix individuels ne permettant pas toujours à eux seuls d'obtenir des résultats optimaux, notamment en raison des externalités. C'est ainsi le cas quand les pollueurs ne paient pas pour les atteintes qu'ils infligent à l'environnement ou quand les investissements dans l'éducation et la santé ne sont pas suffisants pour que chacun en bénéficie. Dans les pays en développement, du fait de la médiocrité des infrastructures et du plus grand nombre de personnes sans accès à un enseignement et des soins de santé de qualité, l'intervention des pouvoirs publics peut se révéler encore plus nécessaire.

Certains font confiance à l'État pour fournir ces biens publics, le jugeant plus compétent que les marchés pour gérer certains problèmes. D'autres en revanche doutent de la pertinence d'une participation excessive et craignent les risques de faillite et de corruption de l'État. Ils font valoir qu'une bonne politique budgétaire doit être formulée par des responsables rationnels et non partiaux, ce qui n'est pas toujours le cas. Les critiques portent aussi sur l'éventualité que les efforts de l'État

GRAPHIQUE 1

Valeurs économiques

Des visions différentes d'une société libre, égalitaire et prospère.



SOURCE : Ruchir Agarwal (2023).

soient contreproductifs et aggravent les problèmes au lieu de les atténuer. Certains proposent même des solutions fondées sur le jeu du marché, à l'instar de Ronald Coase, ce lauréat du prix Nobel pour qui des droits de propriété clairs et des coûts de transaction minimums peuvent aboutir à des résultats efficaces sans que l'État ait à intervenir.

Où vous situez-vous ? Si vous êtes plutôt interventionniste, vous estimez que l'État peut corriger les déséquilibres du marché et atteindre les objectifs sociaux. Mais si vous craignez la faillite de l'État, vous préférez laisser le marché fonctionner en réduisant au maximum toute immixtion des pouvoirs publics, car vous doutez de leur efficacité et redoutez un contrôle excessif. Ce choix reflète votre degré de confiance d'une part dans l'État et d'autre part dans les solutions fondées sur le marché.

Comprendre ce qu'est la croissance inclusive

Contrairement aux politiques destinées à combler directement les inégalités entre

individus ou entre régions, souvent associées aux idéologies progressistes, la croissance inclusive a surtout vocation à créer des règles du jeu équitables. Elle souligne l'idée que notre avenir devrait dépendre de notre talent et de nos efforts, et ne pas être prédéterminé par notre histoire. Dans la société telle que l'envisage cette approche, la réussite dépend du mérite et des capacités de l'individu, plutôt que des hasards de sa naissance.

En bref, la croissance inclusive consacre le principe selon lequel création de richesse, liberté économique et égalité des chances peuvent coexister. Elle promeut l'idée qu'une société peut être libre et égalitaire tout en recherchant la croissance et le bien-être économiques à long terme. Le rôle de l'État dans cet équilibre dépendra de valeurs individuelles, de la confiance dans les acteurs politiques et des réalités locales. **F&D**

RUCHIR AGARWAL est chargé de recherche à la Harvard Kennedy School et cofondateur du Global Talent Network et du Global Talent Lab.

Point de vue

Relever les défis de la nouvelle ère

Dani Rodrik



Nos problèmes économiques les plus urgents réclament des réponses pragmatiques bien adaptées au contexte



Depuis quelques décennies, l'économie orthodoxe est étroitement associée à un ensemble de politiques estampillées « néolibérales ». Le paradigme néolibéral favorise l'élargissement du champ d'action des marchés (y compris mondiaux) et la réduction de celui des pouvoirs publics. Il est aujourd'hui largement admis que cette vision pêche à plusieurs égards importants. Elle a accentué les inégalités au sein des pays, peu contribué à promouvoir la transition climatique et créé une série d'angles morts qui va de la santé publique mondiale à la résilience des chaînes d'approvisionnement.

Certes, l'ère néolibérale a été marquée par des avancées majeures. La croissance économique record constatée dans bon nombre de pays en développement, y

compris les plus peuplés, a permis un recul massif de l'extrême pauvreté dans le monde. Néanmoins, les pays qui ont le mieux réussi à cet égard, comme la Chine, n'adhéraient pas vraiment aux règles néolibérales. Ils se sont appuyés sur les politiques industrielles, les entreprises publiques et la réglementation des mouvements de capitaux autant que sur une relative libéralisation des marchés. Dans le même temps, parmi les pays respectant le plus strictement la doxa néolibérale, certains, comme le Mexique, ont vu leurs résultats s'effondrer.

L'économie a-t-elle été responsable du néolibéralisme ? La plupart d'entre nous sait que l'économie est plus une façon de penser qu'une série de recommandations politiques. Les outils de l'économie contemporaine produisent

très peu de généralisations fournissant des lignes directrices immédiates aux pouvoirs publics. Les principes directeurs (raisonnement à la marge, conciliation des incitations privées et des coûts et avantages sociaux, viabilité budgétaire, solidité monétaire, etc.) sont essentiellement des abstractions, auxquelles ne correspond aucune solution unique.

C'est la Chine elle-même qui illustre le mieux la plasticité des principes économiques. Il est à peu près incontestable que l'État chinois a tiré parti des marchés, des incitations privées et de la mondialisation. Mais il l'a fait au travers d'innovations non conventionnelles (système de responsabilité des ménages, régime de doubles prix, entreprises de bourgs et de villages, zones économiques spéciales) que l'on ne retrouverait pas dans les recommandations de politique économique typiques des pays occidentaux, mais qui étaient nécessaires pour assouplir les contraintes de politique intérieure et de second rang.

En économie, la réponse à pratiquement n'importe quelle question est « cela dépend ». L'analyse économique prend tout son sens quand elle examine cette dépendance au contexte, c'est-à-dire quand elle cherche à savoir comment et pourquoi les différences d'environnement économique font varier les résultats, par exemple les conséquences des politiques. Le péché originel du paradigme néolibéral a été de croire en quelques règles empiriques simples et universelles applicables partout. Si le néolibéralisme était l'économie à l'œuvre, il faut croire que de mauvais choix économiques avaient été pris.

À nouveaux défis nouveaux modèles

Pour être plus probante, l'économie doit partir de l'hypothèse que nos modèles existants sont insuffisants face à la diversité et à l'ampleur des défis qui nous attendent. Les économistes devront les relever en faisant preuve d'imagination et utiliser leurs outils en tenant compte

des différences de contexte économique-politique dans le monde.

Le défi le plus fondamental est la menace existentielle que représente le changement climatique. Dans le monde idéal de l'économiste, la solution résiderait dans une coordination mondiale articulée autour de trois axes : un prix mondial du carbone assez élevé (ou un système équivalent de plafonnement et d'échange d'émissions), des subventions mondiales aux technologies vertes innovantes et un flux substantiel de ressources financières dirigé vers les pays en développement. Le monde réel, organisé autour de nations souveraines, est très peu susceptible de produire quoi que ce soit se rapprochant de cette solution optimale.

Comme en témoigne l'histoire récente, l'adoption de politiques écologiques passera par des négociations de politique intérieure complexes. Chaque pays donnera la priorité à ses propres intérêts commerciaux en associant au débat les adversaires et les perdants potentiels de ces mesures vertes. Les politiques industrielles chinoises de promotion du solaire et de l'éolien ont été amplement moquées par la concurrence, mais ont rendu un immense service en faisant chuter le prix mondial des énergies renouvelables. La loi sur la réduction de l'inflation aux États-Unis et le Mécanisme d'ajustement carbone aux frontières dans l'Union européenne reposent l'une et l'autre sur des négociations politiques intérieures prévoyant de transférer une partie des coûts à d'autres pays. Néanmoins, ces deux instruments ont plus de chances de faire davantage pour la transition écologique que n'importe quel accord international. Pour être utiles, les économistes vont devoir cesser d'être des puristes défendant des solutions optimales ou de se contenter de présenter les coûts d'efficacité de ces politiques. Ils devront être créatifs et imaginer des solutions à la crise climatique qui tiennent compte des contraintes de second rang et des contraintes politiques.

Si le changement climatique est la plus grave menace pour notre environnement physique, l'érosion de la classe moyenne est la plus grave menace pour notre environnement social. Les

sociétés et les régimes politiques sains s'appuient sur une vaste classe moyenne. Historiquement, des emplois bien rémunérés et sûrs dans le secteur manufacturier et les services y afférents constituaient le socle d'une classe moyenne en expansion. Mais les dernières décennies n'ont pas été clémentes pour les classes moyennes des pays avancés. Les effets conjugués de l'hypermondialisation, de l'automatisation, d'un progrès technologique favorisant les plus qualifiés et des politiques d'austérité sont à l'origine d'une polarisation du marché du travail ou d'une pénurie d'emplois de qualité.

Pour y remédier, il faudra d'autres politiques que celles de l'État-providence traditionnel. La création d'emplois de qualité doit être l'alpha et l'oméga de notre démarche, l'accent étant mis sur la demande (entreprises et technologies) ainsi que sur l'offre (compétences, formations). Les politiques devront cibler plus particulièrement les services, puisqu'ils seront la première source de débouchés professionnels dans le futur. Elles devront aussi être orientées sur la productivité, car les gains de productivité sont la condition *sine qua non* d'emplois de qualité pour les travailleurs les moins qualifiés et un complément indispensable au salaire minimum et à la réglementation du travail. Une telle approche exige d'expérimenter de nouvelles politiques, de concevoir effectivement des politiques industrielles pour des services à forte intensité de main-d'œuvre.

Les pays en développement ont leur propre version du problème, sous la forme d'une désindustrialisation prématurée. Pour être compétitif sur les marchés mondiaux, il faut disposer de technologies utilisant de plus en plus de compétences et de capitaux. De ce fait, les niveaux maximums d'emplois formels dans le secteur manufacturier sont atteints à des niveaux de revenus bien plus bas, et la désindustrialisation de l'emploi commence bien plus tôt dans le processus de développement. Cette désindustrialisation prématurée est problématique non seulement du point de vue social, mais aussi du point de vue de la croissance. Elle empêche les pays à faible revenu actuels de reproduire les stratégies d'industrialisation du passé, qui

étaient axées sur l'exportation. La croissance économique par l'intégration dans les marchés mondiaux ne fonctionne plus quand les secteurs exportateurs utilisent énormément de main-d'œuvre qualifiée et de capitaux.

Dans le futur, les pays en développement devront donc s'appuyer moins sur l'industrialisation que sur les emplois de services productifs, tout comme les pays avancés. Nous bénéficions d'une expérience considérable en matière de promotion de l'industrialisation. Les stratégies de développement axées sur les services, surtout en ce qui concerne les services non exportateurs dominés par de très petites entreprises, devront reposer sur des politiques entièrement nouvelles, encore jamais expérimentées. Une fois de plus, les économistes doivent faire preuve d'ouverture d'esprit et innover.

L'avenir de la mondialisation

Pour finir, il nous faut un nouveau modèle de mondialisation. Les problèmes de répartition, l'accent mis récemment sur la résilience et la compétition géopolitique croissante entre les États-Unis et la Chine ont affaibli l'hypermondialisation. Il était inévitable que nous nous retrouvions à rechercher un nouvel équilibre entre ce qu'exige l'économie mondiale et les différents impératifs économiques, sociaux et politiques de nos économies nationales. Bien que l'éventualité d'une nouvelle poussée de protectionnisme et la perspective d'un environnement mondial hostile suscitent de nombreuses craintes, le résultat ne sera pas nécessairement tout à fait négatif. Au moment des accords de Bretton Woods, la gestion des économies nationales était beaucoup moins entravée par des règles mondiales et les exigences de la mondialisation. Cela n'a pas empêché l'essor du commerce et de l'investissement à long terme, et les pays qui ont mené des stratégies économiques appropriées, comme les tigres asiatiques, s'en sont exceptionnellement bien sortis malgré le relèvement des niveaux de protection dans les pays avancés.

Nous pourrions arriver à un résultat similaire aujourd'hui aussi, sous réserve que les grandes puissances ne donnent pas la priorité à la géopolitique au point

de commencer à ne voir dans l'économie mondiale qu'un simple jeu à somme nulle. Là encore, l'économie peut jouer un rôle constructif. Au lieu d'être nostalgiques d'une période révolue qui a produit des résultats mitigés et n'a jamais été viable, les économistes peuvent contribuer à définir une nouvelle série de règles pour l'économie mondiale qui contribueraient à l'exercice de rééquilibrage. Ils peuvent notamment formuler des politiques afin d'aider les gouvernements nationaux à s'atteler à leur agenda économique, social et environnemental tout en évitant les politiques explicitement préjudiciables aux autres pays. Ils peuvent élaborer de nouveaux principes délimitant clairement la frontière entre les domaines où la coopération mondiale est nécessaire et ceux où l'action nationale devrait avoir la priorité.

Un bon point de départ est l'arbitrage à faire entre les avantages retirés du commerce et ceux que procure la diversité institutionnelle nationale. Quand les uns sont maximisés, les autres décroissent. En économie, les « solutions en coin » sont rarement optimales : pour obtenir des résultats raisonnables, il faut forcément faire une croix sur une partie des deux types d'avantages. Comment ménager ces objectifs concurrents dans le commerce, la finance et l'économie numérique ? Il s'agit là d'une question difficile sur laquelle les économistes pourraient vraiment nous éclairer.

Ceux qui veulent être pertinents et utiles doivent proposer des solutions concrètes aux grands défis de notre temps : accélération de la transition climatique, création d'économies inclusives et promotion du développement économique des pays pauvres. Mais il faudra éviter les solutions à l'emporte-pièce proposées dans les cours pour débutants. L'économie nous propose bien autre chose que des règles empiriques. Elle n'est utile qu'à condition de stimuler, et non de brider, notre imagination collective. **F&D**

DANI RODRIK est professeur d'économie politique internationale titulaire de la chaire de la Fondation Ford à la John F. Kennedy School of Government de l'Université Harvard et l'ancien président de l'International Economic Association.

Une nouvelle boussole pour l'économie



Kate Raworth

Le renouveau économique doit avoir pour point de départ l'objectif de l'épanouissement de l'être humain sur une planète vivante et prospère



Le renouveau de l'économie, si celle-ci doit servir d'outil pour éloigner les sociétés humaines des crises endémiques et les conduire vers un avenir résilient et prospère, commence par l'adoption d'une nouvelle boussole et d'une nouvelle carte adaptées à notre époque.

Comme l'a écrit John Maynard Keynes en 1938, « l'économie est une science qui pense en termes de modèles, associée à l'art de choisir entre ces modèles ceux qui sont pertinents par rapport au monde contemporain ». Il est ironique de constater que certains des modèles dont l'influence est la plus profonde et qui continuent à structurer la pensée économique aujourd'hui ont été mis au point à l'époque même de Keynes. Si ce dernier était encore en vie au siècle présent, au vu de l'ampleur des crises sociales et écologiques auxquelles nous sommes actuellement confrontés, il exhorterait sans nul

doute ses collègues économistes à établir de nouveaux modèles tenant compte des connaissances, des réalités et des valeurs de notre époque. Il aurait raison.

Au siècle dernier, après l'adoption par la pensée économique d'après-guerre de la croissance comme objectif de fait, le PIB est devenu la boussole de l'économiste : il représentait le progrès comme une courbe exponentielle, mesurée uniquement à l'aune de la valeur monétaire dans une quête d'augmentation sans fin, peu importe le niveau de richesse déjà atteint par le pays. L'impact du maintien de la priorité accordée par les pays riches à la croissance du PIB au détriment de la lutte contre les inégalités et de la protection du monde vivant n'est que trop manifeste de nos jours.

Au XXI^e siècle, nous avons besoin d'un objectif beaucoup plus ambitieux et global : l'épanouissement de l'être humain sur une planète vivante

et prospère. Il se trouve que l'une des boussoles susceptibles de nous guider a la forme d'un anneau (voir graphique 1). Cet anneau donne la priorité aux besoins et aux droits essentiels de chaque personne, qu'il s'agisse de l'alimentation, de l'eau, de la santé, du travail décent ou de l'égalité entre les sexes. Il reconnaît en même temps que la santé de toute vie dépend de la protection des systèmes vitaux de la Terre : un climat stable, des sols fertiles, des océans sains et une couche d'ozone protectrice. En termes très simples, l'anneau favorise l'épanouissement de l'humanité entre une base sociale et un plafond écologique — autrement dit, la satisfaction des besoins de tous dans les limites des moyens de la planète vivante.

L'adoption d'une telle boussole se traduit par le remplacement de la mesure unique du PIB par un tableau de bord de paramètres sociaux et écologiques diversifiés. Elle nécessite de redéfinir le succès en termes non pas de croissance infinie, mais plutôt d'épanouissement en équilibre entre les frontières sociales et écologiques. Pour ce faire, un profond changement de paradigme s'impose. Aucune économie au monde n'ayant répondu aux besoins de l'ensemble de sa population dans les limites des moyens de la planète vivante (le Costa Rica en est le plus proche), aucune économie ne devrait encore se considérer comme « développée ».

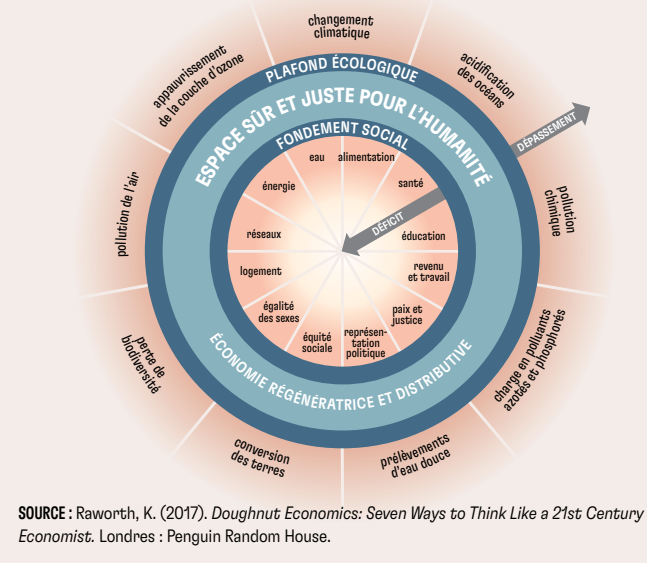
Si le progrès au XXI^e siècle se mesure au moyen de l'anneau, quel type de vision macroéconomique du monde donnerait à l'humanité la possibilité de le réaliser ? Dans les années 40, lorsque Paul Samuelson a dessiné pour la première fois l'emblématique diagramme circulaire — illustrant les flux monétaires qui circulent entre les ménages et les entreprises, les banques et les administrations publiques —, il a essentiellement défini le modèle de la macroéconomie qui allait dominer la pensée économique du XX^e siècle. Ce modèle est encore utilisé aujourd'hui comme une carte conceptuelle fondamentale des systèmes économiques.

Pourtant, pour citer le penseur systémique John Sterman, « les suppositions les plus importantes d'un modèle se trouvent non pas dans les équations, mais dans ce qui *n'y figure pas* ; non pas dans les documents, mais dans ce qui n'est

GRAPHIQUE 1

Anneau des limites sociales et planétaires

L'économie doit répondre aux besoins de la population sans dépasser le plafond écologique de la Terre.



pas énoncé ; non pas dans les variables sur un écran d'ordinateur, mais dans les espaces vides qui les entourent ». Ce qui ne se voit pas dans les espaces vides autour du modèle de flux circulaire de Samuelson, ce sont les grandes quantités d'énergie, de matériaux et de déchets qui interviennent dans l'activité économique. Il s'est avéré hautement dangereux pour la vie sur Terre de laisser ces éléments invisibles.

Une carte du XXI^e siècle doit fournir un point de départ nettement plus global et biocentrique en reconnaissant que l'économie est à la fois intégrée dans le monde vivant et dépendante de celui-ci.

La démarche apparemment évidente qui consiste à décrire l'économie comme un sous-système de la biosphère terrestre constitue aussi l'un des actes les plus radicaux et les plus essentiels en matière de renouvellement de l'économie au cours du présent siècle. Elle requiert de toute analyse économique de reconnaître que l'économie est un système ouvert — caractérisé par d'importants flux entrants et sortants d'énergie et de matière — à l'intérieur de la biosphère unique et délicatement équilibrée de notre planète.

De ce point de vue, il apparaît clairement que l'énergie, et non l'argent, est la monnaie fondamentale de la vie, sur laquelle reposent tous les systèmes humains, écologiques et industriels. La dépendance énergétique est donc au cœur de la conception de l'économiste. Nous devons reconnaître que l'utilisation continue des ressources par l'humanité exerce des pressions intenses sur les limites de la planète, d'où un risque élevé d'ébranlement de la stabilité écologique dont dépendent fondamentalement la vie humaine et toutes les formes de vie.

Lorsque nous situons ainsi l'économie à l'intérieur du monde vivant, la quête d'une croissance sans fin au XX^e siècle se heurte de plein fouet aux preuves empiriques disponibles à ce jour. L'objectif de dissocier les émissions de carbone issues de la consommation et l'utilisation de matières premières associées à la croissance du PIB dans les économies à haut revenu d'aujourd'hui est loin de se réaliser à la vitesse et à l'échelle requises pour éviter les points de basculement critiques.

Dès lors, force est de s'interroger sur les limites de la croissance et d'étudier les possibilités économiques de

l'après-croissance, en particulier dans les économies riches. Faire face aux conséquences écologiques de l'activité économique est désormais une obligation morale essentielle.

L'adoption d'une nouvelle boussole en matière de pensée économique nécessite aussi d'envisager dans une perspective plus globale l'éventail des activités économiques qui répondent aux désirs et aux besoins essentiels des populations. Depuis plus d'un siècle, le courant principal de la pensée économique est dominé par un combat de boxe idéologique sur le rôle du marché et celui de l'État. L'un et l'autre camps ont perdu de vue deux autres sources cruciales d'approvisionnement : les ménages et les biens communs. Les deux sources produisent une valeur dont la plus grande partie n'est pas prise en compte dans le PIB, mais elles constituent un élément clé du modèle d'économie intégrée, car cette valeur est essentielle au bien-être de l'humanité.

C'est le cas, par exemple, des soins non rémunérés prodigués surtout par les femmes à domicile, qui sont essentiels au bien-être et qui subventionnent systématiquement le travail rémunéré. De même, les biens communs peuvent être un moyen très efficace de fournir des biens et services dont la valeur n'est pas prise en compte dans les échanges monétaires — qu'il s'agisse de logiciels libres, de Wikipédia ou de la gestion des bassins hydrographiques transnationaux.

Le renouveau économique doit avoir pour point de départ l'objectif de l'épanouissement de l'être humain sur une planète vivante et prospère. Pour espérer le réaliser, nous devons disposer de modèles macroéconomiques qui reconnaissent que l'économie est un sous-système du monde vivant. À l'intérieur de ce sous-système, il faut repenser la finance de façon à la mettre au service de l'économie réelle, au service de la vie. Cette démarche constitue une révolution conceptuelle, et elle est essentielle. **F&D**

KATE RAWORTH est l'auteurice de l'ouvrage à succès *Doughnut Economics: Seven Ways to Think Like a 21st Century Economist*. Elle enseigne à l'*Environmental Change Institute* de l'*Université d'Oxford*.

Les coûts sociaux de la règle du prix

Katharina Pistor



Le prix d'une politique fait abstraction de ce qui compte pour les gens

La règle du prix est actuellement prisée, non seulement des économistes, mais aussi des décideurs publics. Le prix que l'on accole à une politique, qui mesure les avantages que procure une unité pour les groupes cibles et le coût qui pourrait être payé par d'autres, confère une apparence d'objectivité et de transparence.

Il s'agit de permettre aux décideurs publics de faire un choix rationnel parmi les différentes solutions possibles à un problème et de comparer différents problèmes et leurs solutions uniquement sur la base de leur rapport coût-efficacité exprimé en dollars ou dans une autre monnaie. Lorsque tout est mesuré et comparable, la décision n'est pour ainsi dire plus politique.

Au lieu de se livrer à un jeu politique inextricable, qui donne lieu à des luttes incessantes visant à concilier des objectifs sans commune mesure, on peut utiliser une simple feuille de calcul pour choisir l'option la plus efficace par rapport aux coûts. Le gouvernement est en voie de faire place à une gestion guidée par le prix.

Le marché idéal, qui n'existe que dans les ouvrages théoriques, sert de modèle. Le commerce permet aux acheteurs et aux vendeurs de connaître la valeur des objets, et le prix contient donc toutes les informations pertinentes. Bien entendu, cela vaut uniquement pour les marchés efficaces, c'est-à-dire les marchés où les coûts informationnels et transactionnels sont nuls et où l'on ne peut réaliser une transaction qui avantagerait une personne sans en pénaliser une autre.

Cet équilibre, connu sous le nom d'efficacité de Pareto, ne peut être atteint dans le monde réel. C'est pourquoi, dans la plupart des cas, on effectue plutôt une simple analyse du bénéfice net. Si le bénéfice net est supérieur aux coûts nets, la politique mérite d'être appliquée. C'est cependant beaucoup demander que de mesurer tous les coûts et d'établir le prix de chaque avantage. Pour la plupart des activités et des ressources, les prix n'existent pas ou ne sont pas observables. Il convient de les construire à partir d'hypothèses qui sont nécessairement incomplètes, ou biaisées pour faciliter les mesures, et qui sont souvent totalement erronées.

Des hypothèses fausses

Même les marchés financiers, pour lesquels le paradigme de l'efficacité a été élaboré en premier lieu, sont tributaires d'une

infrastructure institutionnelle (règles de divulgation, agences de notation, analyses financières, réglementation et contrôle) pour se rapprocher de l'efficacité informationnelle. Tous les investissements publics dans la stabilité financière n'ont toutefois pas empêché la formation fréquente de bulles et les crises qu'elles provoquent inexorablement.

La diffusion d'une information auparavant ignorée suffit pour qu'un certain nombre d'investisseurs se ruent vers la sortie, et provoquent ainsi une chute en vrille des cours. Plus les cours se replient, plus les investisseurs vendent, et plus ils sont nombreux à suivre cette voie, plus les cours baissent. Cette dynamique, dans laquelle les cours (prix) sont à l'origine du mouvement et en subissent les contre-coups, ne peut être stoppée que par une intervention de l'État qui limite la chute des cours en agissant en tant que courtier ou prêteur en dernier ressort.

Même dans le meilleur des cas, le prix de l'actif financier ne nous renseigne guère sur ce dernier. Comme l'a fait observer John Maynard Keynes jadis, le prix d'un actif reflète ce que les investisseurs espèrent obtenir lorsqu'ils le vendront. Pensez à un concours de beauté où le vainqueur serait celui qui arrive à prévoir la plus belle personne aux yeux des autres. Ce n'est ni la beauté ni la « valeur fondamentale » de l'entreprise économique qui a émis les actifs qui compte.

Une organisation commerciale est peut-être moins complexe qu'un pays, mais peut difficilement être mesurée sur une seule échelle. Les entreprises étaient autrefois structurées pour produire des biens ou des services pour lesquels il existait une demande. À l'origine, les entreprises devaient préciser leur objectif afin d'obtenir le privilège de la constitution en société, pour exercer leurs activités en tant que personne morale distincte qui possède ses propres actifs, passe des contrats en son nom propre et peut exonérer ses actionnaires de toute responsabilité à l'égard de ses opérations.

De nos jours, les sociétés s'engagent, non plus à atteindre un objectif donné, mais plutôt à maximiser la valeur actionnariale. En conséquence, elles sont devenues des distributrices de billets. Leurs actifs servent de garanties, des régimes

de rachat d'actions assurent aux actionnaires des liquidités sur demande et les coûts de main-d'œuvre sont réduits ; la rémunération des administrateurs et des dirigeants fait cependant exception, leur intérêt devant être aligné sur l'intérêt des actionnaires pour que ce modèle fonctionne.

Des sociétés distributrices de billets

La transformation des sociétés en distributrices de billets pour les investisseurs a eu d'étranges répercussions. Par exemple, la société Boeing a fait la une des médias il y a plusieurs années lorsque deux de ses appareils 737 MAX se sont écrasés et, plus récemment, lorsqu'une porte a été perdue en plein vol. À la suite des deux crashes qui ont entraîné la mort de centaines de passagers, endeuillé leurs proches et cloué les avions au sol pendant des mois afin que des contrôles de sécurité soient effectués, des actionnaires ont poursuivi les administrateurs de la société, arguant que celle-ci devait leur verser des centaines de millions de dollars en dédommagement pour son incapacité à contrôler la sécurité de ses produits.

Le procès a démontré que le conseil d'administration n'avait pas contrôlé la sécurité des avions. Le conseil comptait sur un comité d'audit et sur un comité de rémunération, mais n'avait pas créé de comité chargé de la sécurité des produits. De même, aucun système n'avait été mis en place pour informer les administrateurs des préoccupations des ingénieurs concernant la sécurité des avions.

La société avait transféré son siège de Seattle, où étaient fabriqués les appareils, à Chicago, où se trouvent les investisseurs, et ensuite aux abords de Washington, vraisemblablement pour se rapprocher des politiciens qui la protègent. Les administrateurs n'avaient rien à se reprocher, estimant avoir répondu aux attentes des actionnaires en maximisant la valeur actionnariale.

La Chancery Court du Delaware, qui a pendant longtemps avalisé la maximisation de la valeur actionnariale, a tancé les administrateurs de Boeing : pour un avionneur, il est *crucial* de s'assurer que les avions qui sortent de ses usines peuvent voler en toute sécurité. L'absence

de système d'information et de contrôle permettant de détecter les problèmes de sécurité constituait un manquement aux obligations fiduciaires de la société.

Interrogée à ce sujet, Boeing a indiqué que depuis 2019, elle avait invité des spécialistes chevronnés de l'ingénierie et de la sécurité à siéger au conseil d'administration, créé un poste de responsable de la sécurité aérospatiale et mis en place des comités de contrôle de la fabrication et de la qualité.

Boeing ne constitue pas un cas unique. D'autres sociétés ont aussi fait courir des risques à leurs clients en cherchant à accroître la valeur actionnariale. Or, les enseignements tirés eu égard au risque lié à la gestion fondée sur le cours de l'action plutôt que sur la mission première de la société ont été largement ignorés. En fait, les fonds spéculatifs et les fonds de participation demeurent obnubilés par le rendement financier, la seule valeur qu'ils reconnaissent, quoi qu'il en coûte aux autres. Pire encore, la dictature du prix est en train de transformer le gouvernement et l'administration publique en calculatrices de prix.

La réflexion, le raisonnement et le jugement ont fait place à l'uniformisation, à la mesure et à la construction des prix. Les cotes de la bourse et les taux de croissance peuvent donner une indication de la situation économique, mais ne nous apprennent rien sur son incidence sur le bien-être des personnes ou l'environnement, et encore moins sur la santé du système politique et des relations sociales.

Pendant que les investisseurs recherchent des valeurs refuges pour leurs avoirs, les aidants ne sont généralement pas rémunérés ; la valeur de la créativité humaine est déterminée au box-office ; la nature n'est plus qu'une nouvelle catégorie d'actifs à exploiter à des fins lucratives ; et le reliquat de la communauté est récolté par des plateformes numériques en quête de bénéfices. Voilà les coûts sociaux du mécanisme de prix, qui fait abstraction de presque tout ce qui importe pour les gens. **F&D**

KATHARINA PISTOR est professeure de droit comparé, titulaire de la chaire Edwin B. Parker à la Faculté de droit de l'Université Columbia.

IL N'Y A PAS QUE LE PIB DANS LA VIE

Le rapport annuel sur le bonheur est le fer de lance de la recherche d'indicateurs plus larges du bien-être

IL Y A PLUS DE 50 ANS, le sénateur américain Robert F. Kennedy a lancé cette célèbre critique au sujet du PIB, déclarant qu'il « mesure tout ... sauf ce qui fait que la vie mérite d'être vécue ». Depuis, des efforts notables ont été déployés pour voir au-delà du PIB, en quête de moyens plus exhaustifs de mesurer le bien-être, et de participer ainsi à l'amélioration des conditions de vie de la population.

Le rapport annuel sur le bonheur (*World Happiness Report*) est une ressource essentielle dans cette recherche puisqu'il offre une vue d'ensemble exhaustive des notes que les populations des différents pays attribuent à leur satisfaction de vie (voir le graphique pour les critères de classement). Ce qui était considéré comme un concept novateur à sa création, il y a une décennie, est devenu un facteur influent dans la promotion de la prise en compte d'indicateurs du bien-être dans l'élaboration des politiques publiques.

En juxtaposant les PIB par habitant aux indices de bonheur tirés du rapport, on se rend compte que si le PIB par habitant est un critère important du bonheur, il n'en est pas l'unique facteur. Comme l'indique le rapport, d'autres variables, comme l'aide sociale, l'espérance de vie, la liberté, la générosité et l'absence de corruption, contribuent aussi à expliquer les différents niveaux de bonheur d'un pays à l'autre.

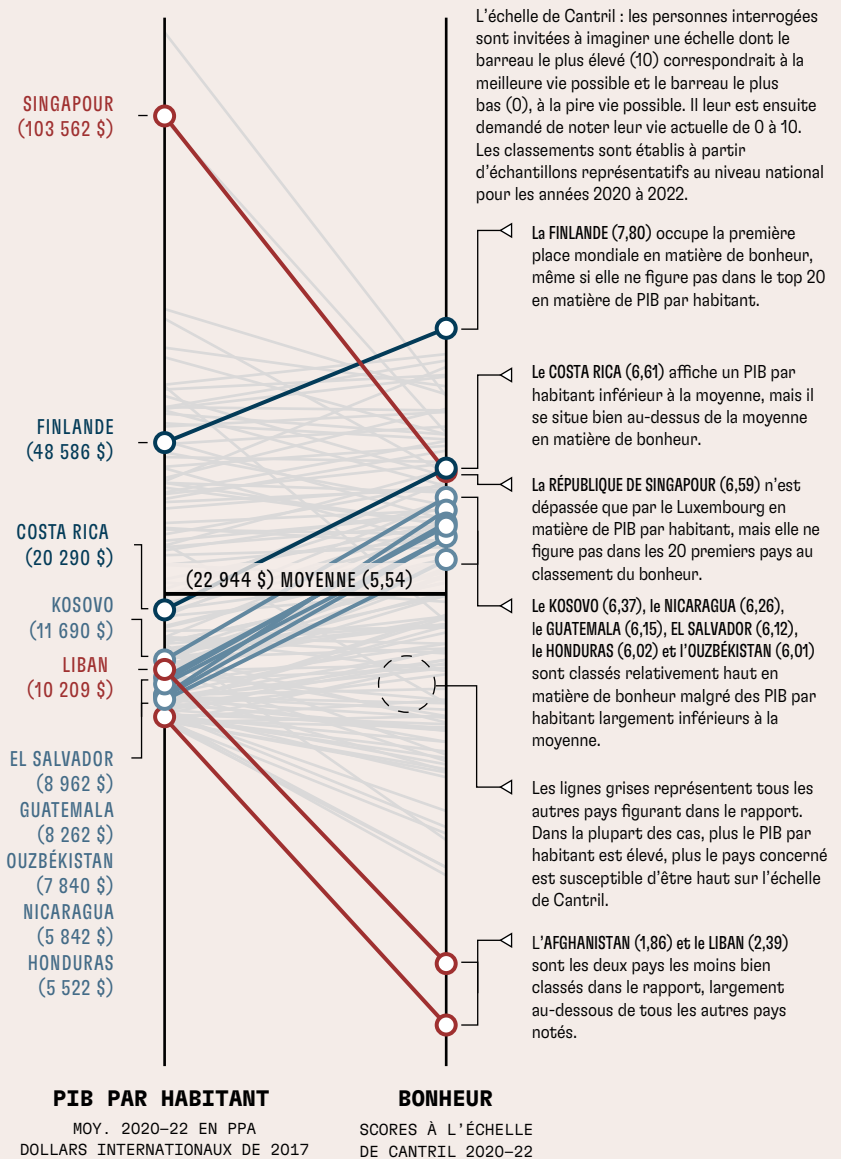
Le rapport prône une réévaluation de la réussite et des politiques publiques qui ne se contentent pas de promouvoir la croissance économique, mais améliorent aussi la qualité de vie. Les auteurs affirment qu'en élevant le bonheur au rang d'objectif capital, les pouvoirs publics peuvent adopter une approche plus large de l'élaboration des politiques publiques, en veillant à ce que le progrès ne soit pas uniquement mesuré à l'aune de la richesse matérielle, mais aussi du bien-être de la population.

Certains pays ont déjà lancé des initiatives en ce sens. En 2019, la Nouvelle-Zélande a ainsi instauré le budget du bien-être (*Wellbeing Budget*), ciblant par là des enjeux sociétaux essentiels tels que la santé mentale et le bien-être des enfants. **F&D**

ANDREW STANLEY est membre de la rédaction de Finances & Développement.

L'argent fait-il le bonheur ?

Si un PIB par habitant plus élevé va de pair avec une satisfaction de vie plus élevée, d'autres facteurs viennent expliquer les différences frappantes entre certains exemples mis en lumière ci-dessous.



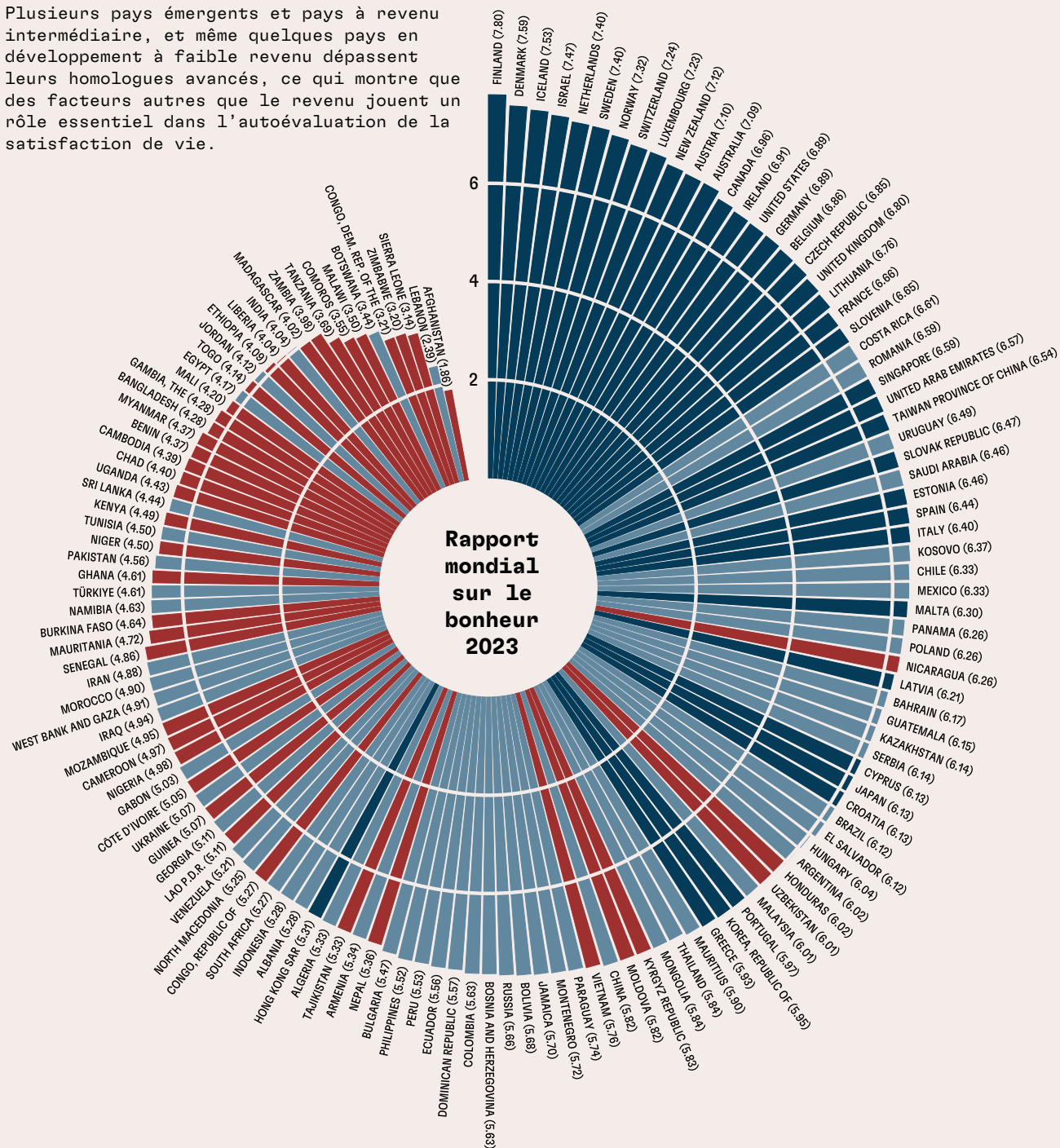
SOURCES : FMI, base de données des *Perspectives de l'économie mondiale*, octobre 2023 ; *World Happiness Report* 2023.

NOTE : MOY. = moyenne ; PPA = parités de pouvoir d'achat.

Le spectre du bonheur

Les classements sont fondés sur les notes que les individus attribuent à leur vie à l'aune de la question de la satisfaction de vie mesurée par l'échelle de Cantril. Dans l'ensemble, les pays avancés obtiennent les scores les plus élevés, mais les données révèlent aussi des exceptions. Plusieurs pays émergents et pays à revenu intermédiaire, et même quelques pays en développement à faible revenu dépassent leurs homologues avancés, ce qui montre que des facteurs autres que le revenu jouent un rôle essentiel dans l'autoévaluation de la satisfaction de vie.

- PAYS AVANCÉS
- PAYS ÉMERGENTS ET PAYS À REVENU INTERMÉDIAIRE
- PAYS EN DÉVELOPPEMENT À FAIBLE REVENU



SOURCES : Helliwell, J. F., R. Layard, J. D. Sachs, L. B. Aknin, J.-E. De Neve et S. Wang (dir. publ.). 2023. *World Happiness Report 2023*, 11^e éd., New York : Sustainable Development Solutions Network ; Leo, O., Towards Data Science.

NOTE : Les pays sont classés en fonction de l'édition d'octobre 2023 du Moniteur des finances publiques du FMI.

REPENSER MA SCIENCE ÉCONOMIQUE

Il y a 15 ans, la crise financière mondiale a bouleversé le consensus intellectuel dominant après la Guerre froide. Depuis lors, les économistes n'ont pas réussi à prédire avec précision les chocs successifs ni à s'accorder sur un modèle durable de développement mondial. Plus fondamentalement, il semblerait que la discipline de la science économique ait besoin de se renouveler : est-elle suffisamment représentative de la diversité des agents et des enjeux économiques étudiés ? Est-elle trop éloignée des soucis des gens ordinaires ? Donne-t-elle une définition trop étroite du bien-être économique ?

Nous avons posé la question suivante à six économistes de tous horizons idéologiques : comment la profession doit-elle évoluer pour mieux répondre aux défis du XXI^e siècle ? Voici leurs réponses.



Angus Deaton

Il peut être judicieux de remettre en question son point de vue face à l'évolution de la situation

Les accomplissements de la science économique sont nombreux : il existe de vastes corpus de connaissances théoriques souvent énigmatiques et de preuves empiriques approfondies et parfois incontestables. Les économistes savent et comprennent bien des choses. Toutefois, nous sommes aujourd'hui en proie à un certain désarroi. Nous n'avons pas collectivement prédit la crise financière et, pire encore, nous y avons peut-être contribué en croyant avec trop d'enthousiasme en l'efficacité des marchés, en particulier des marchés financiers dont nous avons moins bien compris que nous ne le pensions la structure et les incidences. Les récents événements macroéconomiques, certes inhabituels, ont donné lieu à des querelles d'experts qui ne s'accordent essentiellement que pour dire que les autres ont tort. Des lauréats du prix Nobel d'économie se sont distingués en dénonçant les travaux de leurs confrères lors des cérémonies à Stockholm, à la grande consternation des lauréats d'autres disciplines scientifiques, convaincus que les prix récompensent ceux qui trouvent des solutions.

Comme beaucoup d'autres, je me suis récemment retrouvé à changer d'avis, processus déconcertant pour quelqu'un qui pratique l'économie depuis plus d'un demi-siècle. Je reviendrai sur un certain nombre de thèmes de fond, mais je commencerai par quelques faiblesses d'ordre général. Je n'inclus pas les allégations de corruption devenues courantes dans certains débats. Néanmoins, les économistes, qui ont majestueusement prospéré ces 50 dernières années, pourraient être accusés à juste titre d'avoir un intérêt personnel dans le fonctionnement actuel

ANGUS DEATON est professeur émérite de science économique et d'affaires internationales, titulaire de la chaire Dwight D. Eisenhower, à la School of Public and International Affairs et au département de science économique de l'université de Princeton. Il a reçu le prix Nobel d'économie en 2015.



du capitalisme. Je dois également préciser que je parle d'un courant dominant (quoique peut-être nébuleux) et qu'il existe bon nombre d'économistes qui n'en font pas partie.

- **Pouvoir.** En vantant les mérites des marchés libres et concurrentiels et des évolutions technologiques exogènes, nous ne nous rendons pas toujours compte de l'importance du pouvoir dans la fixation des prix et des salaires, dans le choix de l'orientation de l'évolution technologique et dans l'influence exercée sur le monde politique pour changer les règles du jeu. Sans une analyse du pouvoir, il est difficile de comprendre les inégalités ou bien d'autres aspects du capitalisme moderne.
- **Philosophie et morale.** Contrairement à des économistes comme Adam Smith, Karl Marx, John Maynard Keynes, Friedrich Hayek et même Milton Friedman, nous avons généralement arrêté de nous interroger sur la morale et sur ce qui constitue le bien-être humain. Nous sommes des technocrates axés sur l'efficacité. Nous sommes peu formés aux finalités de la science économique, à la signification du bien-être — l'économie du bien-être a d'ailleurs depuis longtemps disparu des programmes d'études — ou à ce que les philosophes entendent par égalité. S'il nous faut parler philosophie, nous nous replions généralement sur un utilitarisme fondé sur le revenu. Nous assimilons souvent le bien-être à l'argent ou à la consommation, en oubliant ce qui compte vraiment pour les personnes. Dans la pensée économique actuelle, l'individu a nettement plus d'importance que les relations entre les personnes au sein des familles ou des communautés.

« Lorsque l'efficacité s'accompagne d'une redistribution de la richesse vers le haut, nos recommandations sont interprétées comme une autorisation de piller. »

- **Efficacité.** Elle a son importance, mais nous lui en accordons trop au détriment d'autres objectifs. Nombreux sont ceux qui souscrivent à la définition de Lionel Robbins pour qui la science économique est la répartition de ressources rares entre des objectifs concurrents, ou à la version plus stricte qui veut que les économistes se concentrent sur l'efficacité et laissent l'équité à d'autres, aux politiciens ou aux administrateurs. Mais ces « autres » ont régulièrement tendance à ne pas se manifester, si bien que lorsque l'efficacité se traduit par une redistribution vers le haut — ce qui est fréquent, mais pas inévitable — nos recommandations sont interprétées comme une autorisation de piller. Pour Keynes, le problème de la science économique était de concilier efficacité économique, justice sociale et liberté individuelle. Nous réussissons bien en matière d'efficacité, et la tendance libertaire de la discipline encourage constamment la liberté individuelle, mais souvent la justice sociale passe au second plan. Une fois que les économistes de gauche ont adhéré au respect de l'école de Chicago pour les marchés et à la pensée friedmanienne, la justice sociale est devenue subordonnée aux marchés et le souci de la distribution a été supplanté par l'attention portée à la *moyenne*, souvent décrite de manière absurde comme l'« intérêt national ».
- **Méthodes empiriques.** La révolution de la crédibilité en économétrie était une réaction compréhensible à des affirmations, souvent controversées et parfois incroyables, qui prétendaient identifier des mécanismes de cause à effet. Mais les méthodes actuellement approuvées, les essais contrôlés randomisés, les doubles différences ou les modèles de discontinuité de la régression, ont pour effet de centrer l'attention sur des effets *locaux* et de la détourner de mécanismes qui pourraient avoir leur importance, mais qui agissent lentement, avec des décalages longs et variables. Les historiens, qui maîtrisent les notions de contingence et de causalité multiple et multidirectionnelle, parviennent souvent mieux que les économistes à identifier des mécanismes essentiels qui sont plausibles, intéressants et dignes d'intérêt, même s'ils ne répondent pas aux normes d'inférence de la science économique appliquée contemporaine.

- **Humilité.** Nous sommes souvent trop sûrs d'avoir raison. La science économique dispose d'outils puissants qui peuvent apporter des réponses claires, mais les hypothèses sur lesquelles ils reposent ne sont pas valables dans toutes les circonstances. Il conviendrait d'admettre qu'il y a presque toujours plusieurs façons d'envisager une situation, entre lesquelles il faut apprendre à choisir.

Changer d'avis ?

Comme la plupart des personnes de ma génération, j'ai longtemps considéré les syndicats comme un obstacle à l'efficacité économique (et souvent personnelle) et je me suis réjoui de leur lent effondrement. Mais aujourd'hui, les grandes entreprises ont trop de pouvoir sur les conditions de travail, les salaires et les décisions prises à Washington, où les syndicats ont actuellement bien peu d'influence face aux groupes de pression des entreprises. Autrefois, les syndicats obtenaient des hausses de salaires pour leurs membres et les non-membres, ils constituaient un élément vital du capital social un peu partout et donnaient un pouvoir politique aux travailleurs sur le lieu de travail, ainsi qu'au sein des administrations locales, des États et fédérale. Leur déclin contribue à la baisse de la part des salaires, au creusement du fossé entre les cadres et les travailleurs, à la destruction des collectivités et à la montée du populisme. Daron Acemoglu et Simon Johnson ont récemment affirmé que l'orientation de l'évolution technologique a toujours dépendu de ceux qui ont le pouvoir de décider ; les syndicats doivent pouvoir influencer sur les décisions sur l'intelligence artificielle. L'enthousiasme des économistes pour l'évolution technologique comme instrument d'enrichissement universel n'est plus défendable (s'il l'a déjà été).

Je suis beaucoup plus sceptique à l'égard des bienfaits du libre-échange pour les travailleurs américains et j'ai même des doutes sur l'affirmation, que j'ai partagée avec d'autres par le passé, selon laquelle c'est la mondialisation qui a contribué à réduire considérablement la pauvreté dans le monde au cours des 30 dernières années. Je ne défends plus non plus l'idée que les préjudices subis par les travailleurs américains en raison de la mondialisation aient été un prix raisonnable à payer pour réduire la pauvreté

dans le monde sous le prétexte que les travailleurs américains sont bien mieux lotis que les pauvres du monde entier. À mon avis, la réduction de la pauvreté en Inde n'a pas grand-chose à voir avec le commerce mondial, et la pauvreté en Chine aurait pu être réduite avec moins de dégâts pour les travailleurs des pays riches si les mesures prises par la Chine l'avaient poussée à moins épargner son revenu national et avaient permis à sa croissance manufacturière d'être plus largement absorbée par la demande intérieure. J'avais aussi sérieusement sous-estimé mes jugements éthiques sur les arbitrages entre les travailleurs nationaux et étrangers. Nous avons certainement le devoir d'aider ceux qui sont dans la détresse, mais nous avons aussi des obligations envers nos compatriotes que nous n'avons pas envers les autres.

J'avais coutume d'adhérer au quasi-consensus des économistes selon lequel l'immigration aux États-Unis est une bonne chose, avec beaucoup d'avantages pour les migrants et peu ou pas de coûts pour les travailleurs américains peu qualifiés. Ce n'est plus ma position aujourd'hui. Les convictions des économistes ne sont pas unanimes sur ce point, mais elles sont forgées par des modèles économétriques qui sont peut-être crédibles, mais qui reposent souvent sur des résultats à court terme. Une analyse à plus long terme portant sur les 150 dernières années révèle une situation bien différente. Les inégalités étaient prononcées lorsque les États-Unis étaient un pays ouvert, elles l'étaient beaucoup moins lorsque les frontières étaient fermées, et elles se sont de nouveau accentuées après la loi Hart-Celler (loi sur l'immigration et la nationalité de 1965), lorsque la proportion de personnes nées à l'étranger est revenue à ses niveaux de la fin du XIX^e siècle. Et selon une théorie plausible, la grande migration de millions d'Afro-Américains des régions rurales du Sud du pays vers les usines du Nord n'aurait pas eu lieu si les patrons des usines avaient pu embaucher les migrants européens qu'ils préféraient.

Les économistes gagneraient à s'intéresser davantage aux idées des philosophes, des historiens et des sociologues, tout comme Adam Smith l'avait fait. Les philosophes, les historiens et les sociologues y gagneraient probablement aussi.



Jayati Ghosh

La science économique a besoin d'une plus grande dose d'humilité, d'un sens plus aigu de l'histoire et d'un vif encouragement à la diversité

Il n'a jamais été aussi urgent de procéder à une transformation radicale de la science économique. L'humanité est confrontée à des crises existentielles, dominées par la santé de la planète et les enjeux environnementaux. L'économie mondiale était déjà instable et fragile avant la pandémie ; en se redressant, elle a mis en évidence la profondeur et l'aggravation des inégalités, non seulement en matière de revenus et d'actifs, mais aussi de réponses aux besoins humains fondamentaux. Les tensions sociopolitiques et les conflits géopolitiques qui en découlent créent des sociétés risquant vite de devenir dysfonctionnelles au point d'être invivables. De nouvelles stratégies économiques sources de transformations sont donc impératives, et pourtant, le courant dominant de cette discipline persiste à faire comme si de rien n'était, comme s'il suffisait de bricoler quelques petits changements pour vraiment changer la donne.

Le problème n'est pas nouveau : la plupart des préceptes présentés comme la sagesse économique sur le fonctionnement des économies et sur les incidences des mesures prises sont au mieux trompeurs et au pire tout simplement faux. Depuis des décennies, des groupes de pression puissants et influents au sein de la discipline colportent des demi-vérités, voire des mensonges, sur de nombreux enjeux fondamentaux, à savoir notamment le fonctionnement des marchés

JAYATI GHOSH
est professeure de
science économique
à l'Université du
Massachusetts à
Amherst.

financiers et la détermination de leur « efficacité » en l'absence de réglementation ; les conséquences macroéconomiques et redistributives des mesures budgétaires ; l'incidence de la déréglementation du marché du travail et des salaires sur l'emploi et le chômage ; les répercussions des modèles de commerce et d'investissement internationaux sur les moyens de subsistance des populations et les possibilités de diversification économique ; les réactions de l'investissement privé aux incitations des pouvoirs publics telles qu'allègements fiscaux et subventions, ainsi qu'aux déficits budgétaires ; les effets des investissements multinationaux et des chaînes de valeur mondiales sur les producteurs et les consommateurs ; les dégâts écologiques provoqués par les modes de production et de consommation ; la nécessité ou non de durcir les droits de propriété intellectuelle pour promouvoir l'invention et l'innovation.

Pourquoi en est-il ainsi ? Le péché originel a peut-être été d'avoir exclu le concept de pouvoir de la réflexion, ce qui renforce effectivement les structures et les déséquilibres existants en la matière. Les conditions sous-jacentes sont ignorées ou dissimulées, telles que la supériorité du pouvoir du capital sur celui des travailleurs, l'exploitation insoutenable de la nature, le traitement différentiel des travailleurs selon la segmentation sociale du marché du travail, l'abus individuel du pouvoir de marché et le comportement de recherche de rente, l'utilisation du pouvoir politique pour promouvoir des intérêts économiques privés au sein des pays et entre eux, et les incidences distributives des politiques budgétaire et monétaire. Les enjeux profonds et persistants du PIB en tant que mesure du progrès sont ignorés ; malgré ses nombreux défauts conceptuels et méthodologiques, il demeure l'indicateur fondamental, ne serait-ce que parce qu'il existe.

« L'application de strictes hiérarchies de pouvoir au sein de la discipline a empêché l'apparition et la diffusion d'autres théories, explications et analyses. »

Des vérités qui dérangent

Tout cela s'accompagne d'une tendance à minimiser l'importance fondamentale des hypothèses dans l'obtention de résultats analytiques et dans leur intégration aux débats de politiques publiques. La plupart des théoriciens du courant économique dominant diront qu'ils se sont beaucoup éloignés des premières hypothèses néoclassiques telles que la concurrence parfaite, les rendements d'échelle constants et le plein emploi, qui n'ont aucun rapport avec le fonctionnement réel de l'économie où que ce soit. Mais ces hypothèses persistent dans les modèles qui sous-tendent explicitement ou implicitement nombre de mesures prescrites par les pouvoirs publics (notamment celles liées aux politiques commerciales et industrielles ou aux stratégies de « réduction de la pauvreté »), en particulier à l'intention du monde en développement.

Les structures de pouvoir *au sein* de la profession renforcent le courant dominant de différentes manières, notamment par la tyrannie des revues professionnelles et des postes d'universitaires et d'experts en apparence prestigieux. Ces pressions et ces incitations détournent bon nombre des esprits les plus brillants d'une véritable étude de l'économie (pour essayer de comprendre ses rouages et ses incidences sur les populations) vers ce qu'il convient d'appeler des « activités triviales ». Trop de revues universitaires prestigieuses publient des contributions ésotériques qui n'ajoutent de la valeur qu'en assouplissant une hypothèse mineure au sein d'un modèle ou en utilisant un test économétrique légèrement différent. Les éléments qui sont plus difficiles à modéliser ou qui génèrent des vérités gênantes sont tout simplement exclus, même s'ils pourraient contribuer à une meilleure compréhension de la réalité économique. Les contraintes ou les résultats fondamentaux sont présentés comme des « externalités » plutôt que comme des conditions à considérer. Les économistes qui débattent essentiellement entre eux, puis se contentent de faire du prosélytisme auprès des décideurs, sont rarement contraints de remettre en question cette démarche.

Il en résulte que les forces économiques qui sont nécessairement complexes — obscurcies par les effets de nombreuses variables différentes —, car elles sont les reflets de l'histoire, de la société et de la politique, ne sont pas étudiées à la lumière de cette complexité. Au lieu de cela, elles sont prises dans l'état de modèles mathématiquement accommodants, même si cela leur enlève toute ressemblance avec la réalité économique. Pour être juste, un certain nombre d'économistes très en vue du courant traditionnel se sont élevés contre cette tendance, mais sans grand effet jusqu'à présent sur les gardiens de la profession.

Hiérarchie et discrimination

L'application de strictes hiérarchies de pouvoir *au sein* de la discipline a empêché l'apparition et la diffusion d'autres théories, explications et analyses. Ces éléments s'ajoutent aux autres formes de discrimination (selon le sexe, la race/l'origine ethnique, la situation géographique) pour exclure ou

marginaliser toute autre perspective. La situation géographique a une incidence considérable : le courant principal de la discipline est totalement dominé par la région de l'Atlantique Nord — en particulier les États-Unis et l'Europe — en matière de prestige, d'influence et de capacité à déterminer le contenu et l'orientation de la discipline. Les considérables connaissances, idées et contributions à l'analyse économique de la part d'économistes situés dans les pays de la grande majorité du monde sont en grande partie ignorées, car il est implicitement reconnu que les « réelles » connaissances proviennent de l'hémisphère Nord pour être disséminées vers le reste du monde.

L'arrogance à l'égard d'autres disciplines est un inconvénient majeur : elle s'exprime notamment par l'absence d'un sens aigu de l'histoire qui devrait imprégner toute l'analyse sociale et économique actuelle. Les économistes ont récemment suivi la mode de s'intéresser à la psychologie, avec l'essor de l'économie comportementale et des « coups de pouce » visant à induire certains comportements. Mais là encore, cette démarche est souvent présentée hors de tout contexte historique, sans tenir compte des différentes situations sociales et politiques. Les évaluations aléatoires fondées sur le point de vue du ver de terre, par exemple, si répandues désormais en économie du développement, poussent à abandonner l'étude des processus évolutifs et des tendances macroéconomiques, pour se concentrer sur les inclinaisons microéconomiques qui effacent effectivement le cadre et le contexte à l'origine des comportements et des réponses économiques. Les fondements sous-jacents et très problématiques de l'individualisme méthodologique persistent, en grande partie parce que peu d'économistes contemporains tentent une évaluation philosophique de leurs propres démarche et travail.

Ces failles ont considérablement appauvri la science économique et, sans surprise, réduit sa crédibilité et sa légitimité auprès du grand public. La discipline dominante a cruellement besoin d'une plus grande dose d'humilité, d'un meilleur sens de la perspective historique et de la reconnaissance des inégalités de pouvoir, ainsi que d'un vif encouragement à la diversité. Il est évident que la science économique doit profondément se transformer si elle veut vraiment devenir suffisamment pertinente et utile pour relever les grands défis de notre époque.

Diane Coyle

Des évolutions économiques fondamentales obligent à s'écarter d'une science économique simplificatrice

L'économie des années 2020 est à des années-lumière de celle du milieu du XX^e siècle, lorsqu'ont été mis au point la plupart des outils habituels encore utilisés par les économistes.

L'institutionnalisation de la science économique dans les années 50 et 60 s'est faite dans un contexte où le secteur manufacturier était le moteur de la croissance et de l'emploi et produisait des biens standardisés, et où le commerce était dominé par des produits finis plutôt que par des composants. Les principes économiques keynésiens ont déterminé les catégories de statistiques recueillies dans le système de comptabilité nationale et dans les modèles linéaires d'entrées-sorties, ainsi que dans les modèles macroéconomiques nouvellement élaborés par les économétristes.

Nombre de ceux qui occupent aujourd'hui des fonctions publiques de premier plan se sont formés à la science économique dans des manuels et des cours fondés sur cette économie relativement ordonnée. Plus précisément, le cadre d'évaluation des politiques publiques reposait sur les théorèmes fondamentaux de « l'économie du bien-être », cette branche de la discipline qui s'interroge sur le caractère souhaitable ou non des résultats économiques. Selon cette théorie, les résultats du marché sont les meilleurs qui puissent être atteints — à condition que se vérifient certaines hypothèses fondamentales.

Inutile de dire que c'est rarement le cas. Pour que la théorie soit valable, par exemple, les personnes doivent avoir des préférences immuables — même pour des choses qui n'existent pas encore. Tous les biens doivent être « rivaux », c'est-à-dire ne pouvoir être consommés que par une seule personne, alors que nombre d'entre eux sont non rivaux, qu'il s'agisse de l'atmosphère, des voies publiques ou des films numériques. Il ne doit pas y avoir d'externalités telles que la pollution ou les émissions de CO₂. Aucune entreprise ne peut avoir de pouvoir de marché — la concurrence doit être parfaite — et les rendements d'échelle doivent être constants à mesure que les niveaux de production augmentent. Par ailleurs, dans les années 70, le lauréat du prix Nobel Kenneth Arrow a démontré son « théorème de l'impossibilité », selon lequel il n'est jamais possible (à partir d'hypothèses très raisonnables) de déterminer le bien-être de la société dans son ensemble en additionnant le bien-être de chacun de ses individus.

Il est temps de changer

Ainsi, depuis au moins 40 à 50 ans, l'absence d'une théorie économique du bien-être solidement ancrée constitue un vide embarrassant en science économique. Les décideurs doivent choisir ce qui leur paraît la meilleure ligne de

DIANE COYLE
est professeure
titulaire de la
chaire Bennett de
politique publique
à l'université de
Cambridge.



conduite pour leur société, en recourant aux meilleurs outils mis à leur disposition par la science économique. L'un de ces outils, très utilisé, est l'analyse des coûts et des avantages ; un autre consiste simplement à avoir pour objectif d'accélérer la croissance économique, car elle permet d'élever le niveau de vie. Pour reprendre une vieille plaisanterie, les outils économiques fonctionnent en pratique, même s'ils ne fonctionnent pas en théorie.

Mais ils ont atteint leurs limites. Il est temps de remettre à plat l'économie du bien-être. Il convient pour cela de s'écarter des hypothèses simplistes qui ont forgé la vision du monde inculquée à des générations de décideurs économiques. Le moment est venu, parce que l'économie a connu des transformations si fondamentales que la science économique doit suivre le mouvement.

Parmi les évolutions les plus évidentes, il est urgent de s'attaquer à la crise environnementale. Le changement climatique et la perte de biodiversité sont deux facteurs qui mettent en péril la prospérité économique future, sans parler de la menace potentielle pour notre existence. Au milieu du XX^e siècle, la contrainte réelle à laquelle était soumise la croissance économique était la pénurie de capital physique et humain, qui dans les deux cas a nécessité des investissements considérables après la guerre. Au milieu du XXI^e siècle, c'est la nature qui sera la contrainte réelle. Les économistes doivent s'efforcer sans tarder d'établir des statistiques sur le capital naturel, d'élaborer de nouvelles méthodes pour mesurer le coût social des services de la nature et, surtout, d'intégrer judicieusement la question de la nature dans nos analyses de l'économie humaine plutôt que de la reléguer au niveau d'« externalités » isolées.

Le modèle de pensée par défaut qui prévaut actuellement, celui d'une économie manufacturière concurrentielle à rendements constants, est tout autant mis à mal par une autre évolution moins évidente, celle de la structure de la production. La

« Il est temps de remettre à plat l'économie du bien-être. Il convient pour cela de s'écarter des hypothèses simplistes qui ont forgé la vision du monde inculquée à des générations de décideurs économiques. »

production d'aujourd'hui est extrêmement mondialisée, même après les chocs subis ces dernières années. Elle est de plus en plus immatérielle (même si en valeur économique ajoutée, les intrants matériels restent tout aussi déterminants). La production mondiale est rendue possible grâce à la communication et à la logistique numériques, et les plateformes numériques deviennent le modèle commercial dominant.

Cela signifie que les économies d'échelle sont omniprésentes, encore plus intenses que dans des secteurs plus anciens tels que la sidérurgie et la construction aéronautique. Dans de nombreux pays et de nombreux secteurs, un petit nombre d'entreprises détiennent un pouvoir de marché considérable. Il est pratiquement impossible de localiser avec précision le lieu de création de valeur, compte tenu de la circulation phénoménale de données et d'idées le long des câbles de fibres optiques. Le développement rapide et continu de l'intelligence artificielle signifie que cette transition technologique va perdurer. Il n'existe pas de définitions ni de statistiques pour surveiller l'économie, et les gouvernements éprouvent des difficultés à collecter les impôts et à réglementer les activités des entreprises.

La nouvelle science économique

Les économistes universitaires se rendent bien compte que l'économie est en pleine mutation, et de nombreux travaux de recherche passionnants sont en cours. Mais il n'existe pas encore d'équivalent au XXI^e siècle de la vision de Keynes sur le fonctionnement de l'économie dans son ensemble, ni de statistiques permettant de la mesurer et de prévoir son évolution. Et donc les économistes — surtout s'ils travaillent sur les politiques publiques et leurs exigences pratiques — s'en tiennent à l'ancien modèle de pensée.

Tel est donc le défi que doit relever la profession d'économiste (comme je l'explique dans mon livre *Cogs and Monsters*). Comment les économistes doivent-ils analyser une économie mondiale nettement non linéaire, interdépendante et immatérielle, qui concentre le pouvoir de marché et fait apparaître de nouvelles inégalités ? Qu'entend-on par « bons résultats » dans cette économie numérique et immatérielle, mais limitée par la nature ? Que faut-il mesurer pour pouvoir le déterminer ? Surtout, si la science économique se veut utile, quels nouveaux outils peuvent apporter les économistes pour aider les pouvoirs publics à prendre leurs décisions ?



Atif Mian

Dépendre du crédit pour stimuler la demande met en péril l'économie mondiale : il faut corriger les déséquilibres sous-jacents

La nature a besoin d'équilibre — entre les prédateurs et les proies dans la jungle, entre la poussée et la traction des planètes en orbite, etc. Le système économique n'est pas différent : il a besoin d'un équilibre à long terme entre ce que gagnent les agents économiques et ce qu'ils dépensent. La perte de cet équilibre a entraîné un supercycle d'endettement considérable qui menace l'économie mondiale. L'un des défis les plus urgents du XXI^e siècle consiste à briser ce cycle.

Ce supercycle d'endettement est le résultat d'une accumulation implacable d'emprunts par les consommateurs et les gouvernements. Le total de la dette représentait environ 140% du PIB entre 1960 et 1980 aux États-Unis, par exemple, mais il a plus que doublé depuis, pour atteindre 300% du PIB. La même tendance se vérifie à l'échelle mondiale. En fait, même la Grande Récession — qui, à bien des égards, a été le résultat d'excès d'emprunts — n'a pas pu enrayer l'inexorable montée en flèche de la dette. Il serait faux de penser que 2008 n'a été que le reflet d'une malheureuse erreur de politique publique. L'accumulation de la dette qui a conduit à la crise de 2008 a découlé de profonds déséquilibres structurels de l'économie. Ces déséquilibres persistent, tout comme les dangers qui y sont associés.

ATIF MIAN est professeur d'économie, de politique publique et de finance à l'Université de Princeton, titulaire de la chaire John H. Laporte Junior, promotion de 1967.

L'origine des déséquilibres

Deux forces principales sont à l'origine des déséquilibres croissants qui ont engendré ce supercycle d'endettement : l'excès d'épargne des riches et l'excès d'épargne dans le monde. L'excès d'épargne des riches est une conséquence du creusement des inégalités. La part du revenu disponible revenant aux très riches (1% de la population) n'a cessé d'augmenter depuis 1980. Dans la mesure où les riches ont également tendance à épargner une proportion beaucoup plus élevée de leur revenu disponible, le creusement des inégalités a entraîné un fort excédent d'épargne accumulé par les très riches. L'excès d'épargne dans le monde s'explique par un groupe de pays, notamment la Chine, qui en réalité reproduit le phénomène d'excès d'épargne des riches. Ces pays touchent une part plus élevée du revenu mondial et épargnent également à un taux nettement supérieur par le biais de diverses institutions gouvernementales, notamment les banques centrales et les fonds souverains. La conséquence conjuguée de ces deux déséquilibres est une hausse des excédents financiers, qui ont financé le supercycle de la dette mondiale.

Le secteur financier joue un grand rôle d'intermédiation : il récupère les excédents financiers des individus et des pays riches, et les prête à divers segments de l'économie. Lorsqu'il fonctionne bien, le secteur financier peut acheminer les excédents financiers vers des investissements productifs, notamment la construction et l'entretien d'infrastructures, et le développement de technologies. Les dettes résultant de tels prêts productifs sont naturellement viables, car elles peuvent être remboursées par les retours sur investissements. Malheureusement, le supercycle d'endettement s'est notamment caractérisé par son incapacité à financer des investissements productifs. Bien que le total de la dette ait plus que doublé en pourcentage du PIB, par exemple, l'investissement réel en pourcentage du PIB a stagné, voire chuté, au cours des quarante dernières années.

Au lieu de financer l'investissement, le supercycle de la dette a surtout financé la consommation improductive des ménages et des gouvernements. Savoir si la dette finance la consommation ou l'investissement ne pose pas de problème à court terme, car les deux contribuent de la même manière à la demande globale. Toutefois, la consommation financée par la dette, ou la « demande endettée », a des

« Les déséquilibres croissants imputables aux très riches et à certains pays ont engendré un supercycle de la dette mondiale qui finance essentiellement une demande endettée improductive. »

conséquences différentes à long terme lorsque les consommateurs endettés remboursent leurs créanciers. Les emprunteurs ne peuvent rembourser leur dette qu'en réduisant leur consommation, ce qui freine la demande globale, car les épargnants sont moins disposés à consacrer les fonds remboursés à la consommation.

Pousser les taux à la baisse

La demande endettée tire donc la demande globale vers le bas à long terme. L'économie tente de compenser cette pression à la baisse en faisant aussi reculer les taux d'intérêt. La baisse des taux permet d'alléger la charge du service de la dette pour les emprunteurs et de faire repartir la demande globale à la hausse. En conséquence, l'essor du supercycle de la dette est également associé au recul persistant des taux d'intérêt à long terme. Le taux d'intérêt réel à 10 ans aux États-Unis, par exemple, est passé d'environ 7% au début des années 80 à des valeurs nulles, voire négatives, ces dernières années. L'une des conséquences malheureuses de la baisse des taux à long terme est que les valorisations des actifs ont tendance à augmenter, ce qui aggrave encore les inégalités.

En bref, les déséquilibres croissants imputables aux très riches et à certains pays ont généré un supercycle de la dette mondiale qui finance essentiellement une demande endettée improductive. Cette caractéristique essentielle du supercycle de la dette pousse les taux d'intérêt à long terme à la baisse, ce qui ne fait qu'exacerber les inégalités croissantes de richesse. Un aspect tout aussi troublant du supercycle de la dette est que l'investissement réel n'a pas augmenté malgré la forte baisse des taux d'intérêt et l'abondance des excédents financiers. Les supercycles d'endettement reflètent des problèmes du côté de la demande, avec l'accentuation des inégalités et la surabondance d'épargne des riches, et des problèmes du côté de l'offre, avec une réponse très restrictive en matière d'investissement malgré des taux d'intérêt extrêmement bas et un financement abondant.

Les facteurs de vulnérabilité de l'économie mondiale

Quels sont les dangers posés par le supercycle de la dette pour l'économie mondiale ? Une économie qui repose sur une offre constante de nouvelles dettes pour générer de la demande est toujours susceptible de subir des perturbations sur les

marchés financiers, qui peuvent entraîner de graves ralentissements. C'est ce qui s'est produit en 2008 avec l'endettement des ménages. Depuis lors, l'économie s'appuie davantage sur la dette publique pour générer de la demande. Les gouvernements des pays avancés peuvent souvent emprunter à un taux inférieur à leur taux de croissance, ce qui leur permet de soutenir plus facilement le supercycle d'endettement et de maintenir l'économie à flot. Mais il est politiquement risqué de dépendre en permanence d'emprunts publics, car cela suppose la stabilité continue des marchés financiers. Les récentes hausses de taux observées dans de nombreux pays montrent que cette dépendance ne peut être considérée comme acquise.

En fin de compte, l'économie doit trouver un moyen de se rééquilibrer et d'inverser le supercycle d'endettement. Cela impose des changements structurels pour que la croissance soit plus équitable, ce qui réduirait naturellement les risques de déséquilibres. La politique fiscale a aussi un rôle logique à jouer dans le rééquilibrage de l'économie. Un impôt sur la fortune s'appliquant au-delà d'un certain seuil peut encourager les très riches à dépenser davantage, ce qui permettrait de réduire l'excès d'épargne des riches qui finance le cycle improductif de la dette. Enfin, des réformes du côté de l'offre, telles que la suppression des restrictions sur les nouvelles constructions, la promotion de la concurrence et l'augmentation des investissements publics, peuvent contribuer à élargir les possibilités d'investissement, de sorte que la dette puisse financer des investissements productifs plutôt qu'une demande endettée improductive.

Les gouvernements du monde entier réagissent aux défis du supercycle d'endettement au moyen d'outils budgétaires et monétaires traditionnels. Il est bien connu toutefois que ces outils ne sont conçus que pour résoudre des problèmes cycliques temporaires, et non des problèmes structurels tels que des déséquilibres à long terme. Un assouplissement de la politique monétaire, par exemple, peut contribuer à stimuler la demande à court terme en permettant aux emprunteurs d'emprunter davantage. Mais en fin de compte, une telle demande endettée tirera à nouveau l'économie vers le bas. Au mieux, nous aurons botté en touche, et au pire, nous aurons continué d'empêcher de résoudre le problème ultime du supercycle de la dette.

« Les mantras de la décennie 2010, selon lesquels il suffisait pour assurer la prospérité que les pouvoirs publics empruntent ou battent monnaie sans compter et distribuent cet argent, sont à la poubelle. »

John H. Cochrane

La crise de l'inflation montre que c'est l'offre, et non la demande, qui restreint la capacité économique et que l'État ne peut emprunter indéfiniment

La résurgence inattendue de l'inflation fait l'effet d'une gifle : les idées qui font consensus en matière de politique économique sont fausses et doivent changer. Heureusement, les « nouvelles » idées dont nous avons besoin ont déjà fait leurs preuves et n'attendent qu'à être utilisées.

L'inflation survient lorsque la demande globale excède l'offre globale. Il n'est pas difficile de trouver la source de la demande : face aux perturbations induites par la pandémie, le gouvernement américain a distribué environ 5 000 milliards de dollars aux ménages et aux entreprises, dont 3 000 milliards de monnaie nouvellement battue, sans en prévoir le remboursement. D'autres pays ont adopté des expansions budgétaires de ce type, et l'inflation a suivi proportionnellement. La question de l'offre est plus complexe. L'offre a effectivement diminué pendant la pandémie, mais l'inflation s'est envolée alors que la pandémie était pour l'essentiel terminée, et de nombreux secteurs frappés par le « choc de l'offre » produisaient autant qu'avant sans toutefois pouvoir suivre la demande.

Mais que l'inflation soit due davantage à la demande induite par un assouplissement des politiques budgétaire ou monétaire ou à la réduction de l'offre importe peu. La conclusion est la même : *la crise de l'inflation nous oblige à accepter que « l'offre », c'est-à-dire la capacité productive de l'économie, est bien plus limitée que ce que la plupart imaginaient.* Les mantras de la décennie 2010 (« stagnation séculaire », « théorie monétaire moderne », « relance budgétaire »), selon lesquels il suffisait pour assurer la prospérité que les pouvoirs publics empruntent ou battent monnaie sans compter et distribuent cet argent, sont à la poubelle. Mises en pratique,



JOHN H. COCHRANE est titulaire principal de la chaire Rose-Marie et Jack Anderson à la Hoover Institution (Université Stanford), chercheur adjoint au Cato Institute, et auteur de *The Fiscal Theory of the Price Level*.

ces idées populaires ont entraîné l'inflation, pas la croissance.

Pour croître, une économie caractérisée par une offre limitée nécessite une politique axée sur l'offre, et non sur la relance budgétaire. À l'heure actuelle, les « emplois » représentent un coût plutôt qu'un gain. Avec un taux de chômage à 3,7% aux États-Unis, tout travailleur embauché dans un programme d'activation pourrait être employé à des choses plus importantes. Les réglementations rendent le logement bien trop coûteux et freinent la construction. Un régime d'immigration cohérent permet l'arrivée de personnes qui

travaillent, produisent et paient des impôts. Nous avons besoin d'infrastructures publiques, mais le niveau inouï de dépenses inutiles est un gaspillage que nous ne pouvons plus nous permettre. Les droits d'importation qui nous obligent à payer plus cher des produits que des sociétés étrangères pourraient fournir plus aisément ponctionnent l'économie. Les politiques privilégiant tel ou tel opérateur économique doivent laisser la place à des *mesures d'incitation*, qui sont la clé de la croissance.

Le cancer de la stagnation

La stagnation est aujourd'hui un cancer qui ronge silencieusement et insidieusement l'économie. La croissance aux États-Unis a diminué de moitié après 2000, et la stagnation est encore plus marquée en Europe et au Royaume-Uni. En Italie, le taux de croissance par habitant est nul depuis 2007. Relancer la croissance à long terme est plus important que toute autre chose, et seule une stratégie axée sur l'offre, l'efficacité, la productivité et les mesures d'incitation y parviendra.

L'idée selon laquelle la demande de titres de dette publique serait illimitée, sous prétexte qu'il y aurait un « excès d'épargne » ou une « pénurie d'actifs sûrs », s'est elle aussi révélée fautive. Il apparaît que les États-Unis, le Royaume-Uni et l'Europe ont une capacité d'emprunt d'environ 100 % de leur PIB. Un endettement plus élevé se traduit par des taux d'intérêt en hausse, des difficultés à emprunter et une augmentation de l'inflation, car les consommateurs préfèrent dépenser ce crédit supplémentaire que l'épargner sous forme d'un investissement avisé.

Dorénavant, si les États dépensent de l'argent, ils doivent partir du principe qu'ils devront augmenter l'impôt pour rembourser leur dette tôt ou tard. Ils n'ont pas le choix : les projections selon lesquelles la dette continuerait tranquillement d'augmenter pour atteindre 200 % du PIB avec des déficits primaires qui restent éternellement à 5 à 10 % du PIB sont tout simplement irréalistes. Pire encore, nous avons perdu notre capacité budgétaire à réagir aux chocs. Si les 5 000 milliards de dollars investis en réponse à la pandémie ont dépassé le montant de dette que la population est prête à détenir et ont engendré de l'inflation, que se passera-t-il si le double est englouti par la prochaine crise ?

Ici, la gauche veut dépenser des milliers de milliards de dollars en subventions climatiques inefficaces, notamment pour que des voitures électriques démesurées puissent être construites aux États-Unis, par des ouvriers syndiqués et avec des pièces américaines. La droite veut dépenser autant en subventions industrielles et en mesures protectionnistes dans l'espoir vain (et malavisé) de ressusciter le secteur manufacturier des années 50. Cette politique industrielle sera aussi inefficace pour le secteur électronique que le Jones Act (Merchant Marine Act of 1920, qui favorise les opérateurs américains) l'a été pour le transport maritime. Maintenant que l'argent n'est plus gratuit, nous ne pouvons nous permettre que les dépenses vraiment utiles.

Que nous enseigne la crise de l'inflation ?

Tirons deux grandes leçons de l'inflation actuelle pour les politiques monétaire et financière. Premièrement, les banques centrales ne contrôlent pas entièrement l'inflation. La maîtrise de l'inflation passe aussi par la discipline budgétaire. Deuxièmement, la manne budgétaire constituait en partie un sauvetage financier, puisqu'elle a servi à renflouer les caisses de l'État, des villes et des entreprises, des fonds communs de placement monétaires, des compagnies aériennes et d'autres acteurs. La promesse de l'élimination des sauvetages, au cœur de la réforme Dodd-Frank du secteur financier, a fait long feu. Je pense que d'innombrables réglementations échoueront encore et que la seule réponse, c'est le principe simple et classique d'un système bancaire reposant sur le financement par émission d'actions.

Cette idée n'est pas neuve, mais là est sa force. En matière d'économie, le progrès n'a jamais été le fait de petits génies qui incitent à ajouter des ingrédients à la soupe — « les gens d'abord », « penser psychologique », « combiner politique et économie », incorporer les difficultés de « la vraie vie » et des idées « hétérodoxes » — et à mélanger en espérant que le tout reste mangeable. En économie, le progrès est toujours venu de réponses élaborées patiemment, vérifiées empiriquement et qui simplifient la réalité en une série de liaisons causales pouvant être mises en pratique. L'élaboration de la politique économique est mise à mal par les exigences de trop nombreux experts autoproclamés qui réclament des milliards à Washington et interviennent comme jamais dans les affaires des autres, sur la base d'une bouillie d'idées du moment. Or la politique économique doit s'appuyer sur des notions éprouvées. Quand des économistes proposent des idées à la demande du monde politique en se souciant de se démarquer par leur modernité, ils ne rendent service ni à l'économie, ni à la politique. Et ce qui nous semble ancien peut paraître moderne aux autres : la plupart des politiciens n'ont jamais entendu parler des idées formulées par Adam Smith il y a 250 ans.

Michael Kremer

Les économistes peuvent jouer un rôle déterminant dans la conception d'innovations répondant à des besoins sociaux, environnementaux ou autres

Nous savons que l'innovation est un moteur essentiel de la croissance économique, mais les innovations techniques et sociales ont également entraîné des améliorations en matière de santé, de lutte contre les inégalités et de relations sociales. Les innovations actuelles dans les domaines de la biologie et de l'intelligence artificielle (IA) présentent un formidable potentiel pour assurer la prospérité, améliorer la santé et l'éducation (y compris pour les populations les plus défavorisées), et relever des défis mondiaux tels que les pandémies et le changement climatique.

Toutefois, nombreux sont ceux qui craignent que ces innovations mettent encore plus en péril l'environnement, creusent les inégalités et exacerbent la polarisation politique. En tant qu'économistes, nous pouvons contribuer à la mise en place de mécanismes pour mieux concilier les déterminants de la cadence et du sens de l'innovation dans le secteur privé et les besoins de la société et de l'environnement. Nous pouvons aussi contribuer directement au processus d'innovation en facilitant l'élaboration et l'évaluation rigoureuse d'innovations sociales.

Resserrer les écarts

Plus de 5 000 innovations ont été brevetées en lien avec la lutte contre la pyrale du maïs, un insecte ravageur d'origine européenne, mais seulement cinq pour la lutte contre *Busseola fusca*, insecte qui s'attaque principalement à la production en Afrique subsaharienne. L'analyse économique peut aider à repérer ces situations où les besoins de la collectivité sont très différents des incitations commerciales à investir dans l'innovation, dans le cadre institutionnel existant. Elle peut également orienter la conception de politiques et d'institutions destinées à resserrer ces écarts. Je citerai ici des exemples ayant trait aux problèmes étroitement liés du changement climatique, de l'insécurité alimentaire et de la productivité agricole dans les pays à faible revenu ou à revenu intermédiaire. Comme l'illustre l'exemple des insectes ravageurs, c'est un domaine où l'écart entre les incitations sociales et les incitations commerciales à l'innovation est particulièrement frappant.

Sans surprise peut-être, les innovations liées à l'atténuation des effets du changement climatique ont de grands avantages externes (qui profitent à d'autres qu'au consommateur de l'innovation), et le secteur privé est donc peu incité à y investir. Par exemple, le méthane produit par le bétail représente près de 15% des émissions anthropiques de gaz

à effet de serre, alors que des additifs alimentaires innovants pourraient en théorie réduire ces émissions de méthane de 98%. Mais comme les agriculteurs n'ont pas grand intérêt à acheter de tels additifs, les sociétés qui pourraient innover dans cette direction n'ont que peu d'intérêt à investir dans la recherche.

D'autres innovations constituent des biens publics que le marché ne fournira pas en suffisance. Ainsi, le changement climatique perturbe les conditions météorologiques. Or les avancées de l'IA améliorent l'exactitude des prévisions météo, prévisions sur lesquelles les agriculteurs se basent. Rien qu'en Inde, lors des moussons, des prévisions plus précises pourraient engendrer pour les agriculteurs des gains supérieurs à 3 milliards de dollars sur cinq ans, soit près de cent fois le coût de cette innovation. En outre, les services d'information ne profitent pas uniquement à leurs clients, car les agriculteurs qui ne s'y abonnent pas ont toujours la possibilité d'obtenir cette information auprès d'abonnés.

Les innovations dans le domaine de la fourniture de services publics, telles que de nouvelles technologies pour la formation agricole numérique, se heurtent à un problème de monopsonie, l'État étant l'acheteur le plus plausible. Les innovateurs peuvent aussi se montrer réticents à investir dans des produits où les obstacles à l'entrée sont faibles, tels que des variétés résistantes aux conditions météorologiques que les agriculteurs pourraient replanter pendant les saisons suivantes sans racheter de semences.

Des politiques porteuses d'innovation

La théorie économique et l'analyse empirique peuvent aussi intervenir dans la conception de systèmes de financement de la recherche. Comment allouer ou répartir les fonds entre recherche fondamentale et travaux plus concrets ? Quelles règles sont nécessaires pour assurer la sécurité ? Quand attribuer des

MICHAEL KREMER

est directeur du Development Innovation Lab et professeur au département d'économie « Kenneth C. Griffin » de l'Université de Chicago. Il est colauréat du prix Nobel d'économie de 2019.



fonds à des projets centralisés de grande échelle ? Quand les allouer par des appels à propositions de chercheurs individuels avec vérification par les pairs ? Y a-t-il de meilleurs moyens de repérer et de motiver des membres potentiels de la prochaine génération de chercheurs qui risqueraient de ne pas se lancer dans ce domaine ?

La science économique peut également orienter la conception de mesures d'incitation à l'innovation qui n'obligent pas les États à choisir des gagnants à l'avance. De nombreuses études se sont penchées sur les moyens d'organiser l'octroi de brevets de telle sorte à promouvoir l'innovation sans favoriser de pratiques tarifaires monopolistiques. Il est par ailleurs intéressant d'envisager d'autres approches pour récompenser l'innovation, telles que des concours ou encore des garanties de marché, au titre desquelles les promoteurs s'engagent à acheter une innovation future si elle répond à des critères techniques et tarifaires prédéterminés et suscite une demande. À la suite d'une garantie de marché d'un montant de 1,5 milliard de dollars pour un vaccin contre les infections à pneumocoques, trois sociétés ont conçu des vaccins efficaces contre les souches les plus répandues dans les pays en développement. Depuis, ces vaccins ont été administrés à des centaines de millions d'enfants, sauvant quelque 700 000 vies.

Les procédures de passation de marchés publics aussi peuvent stimuler l'innovation. Un exemple : le ciment est responsable d'environ 7 % des émissions de dioxyde de carbone. Les administrations publiques en étant le principal acheteur (c'est le cas pour la moitié du ciment utilisé aux États-Unis), elles pourraient encourager l'innovation dans un ciment moins polluant en tenant compte du coût du carbone pour la collectivité dans leurs marchés publics.

L'économiste innovateur

En plus d'éclairer la conception de politiques et d'institutions favorisant l'innovation, les économistes peuvent également

« En tant qu'économistes, nous pouvons contribuer à la mise en place de mécanismes pour mieux concilier les déterminants de la cadence et du sens de l'innovation dans le secteur privé et les besoins de la société et de l'environnement. »

prendre part directement au processus d'innovation. Ainsi, des théoriciens de l'économie se sont fondés sur des principes de conception de marchés pour créer des systèmes de mises en correspondance pour la transplantation de reins, et des économistes spécialisés dans le développement s'appuient sur des méthodes expérimentales non seulement pour mettre des innovations à l'épreuve, mais aussi pour participer à leur conception. Selon une analyse effectuée par Development Innovation Ventures (DIV), le fonds d'innovation sociale de l'agence des États-Unis pour le développement international (USAID), qui privilégie les résultats et octroie des financements par étapes, sur les innovations qui bénéficient de son soutien, 36% de celles conçues par des équipes comprenant des économistes spécialistes du développement ont touché plus d'un million d'utilisateurs, contre 6 % seulement pour les équipes n'en comptant pas.

En outre, 63% des innovations financées par DIV qui avaient fait l'objet d'essais randomisés contrôlés ont bénéficié à plus d'un million de personnes, contre 12 % seulement des innovations sans ces essais. Par exemple, des économistes ont participé à la conception d'une méthode d'évaluation de la solvabilité fondée sur la psychométrie (tests psychologiques) afin d'estimer le risque de défaut d'emprunteurs potentiels sans dossier de crédit, et cette méthode a été adoptée à grande échelle par des prêteurs privés.

Tout comme les biochimistes et les ingénieurs informaticiens conçoivent souvent des innovations pratiques dans leurs domaines, les économistes élaborent de plus en plus souvent des innovations sociales dans le leur. **F&D**

PLACE À LA POLITIQUE

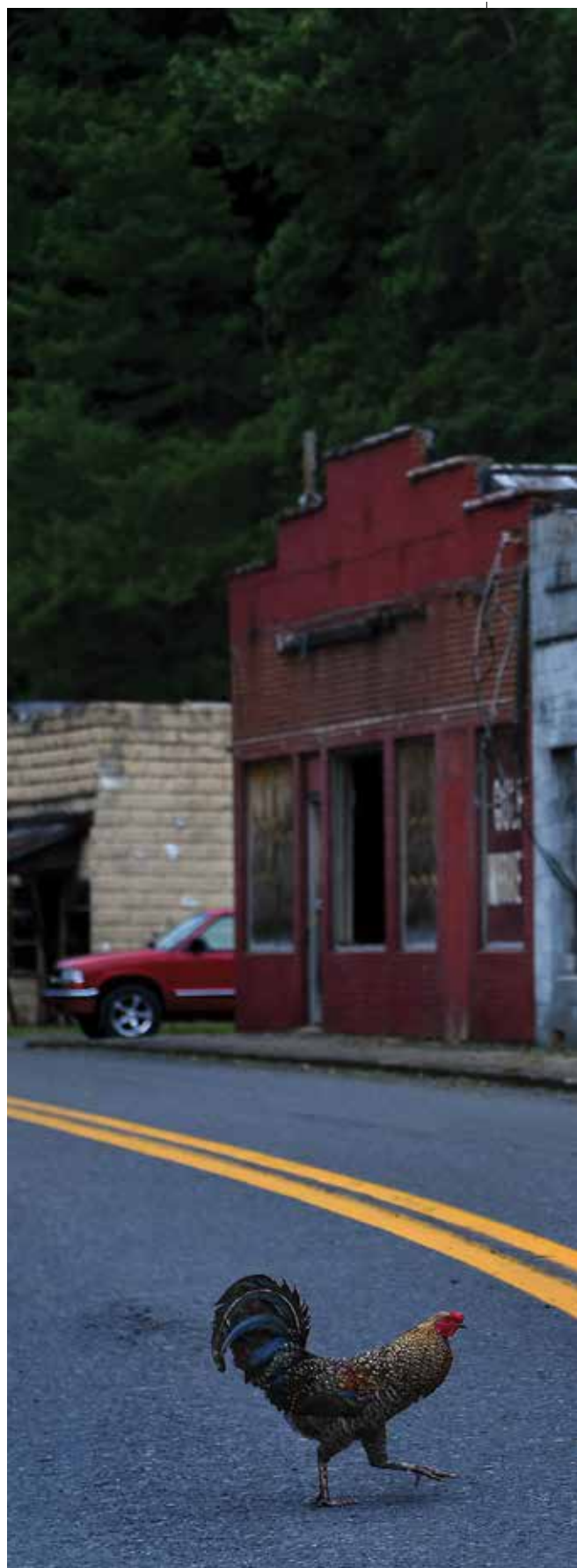
Jeffry Frieden

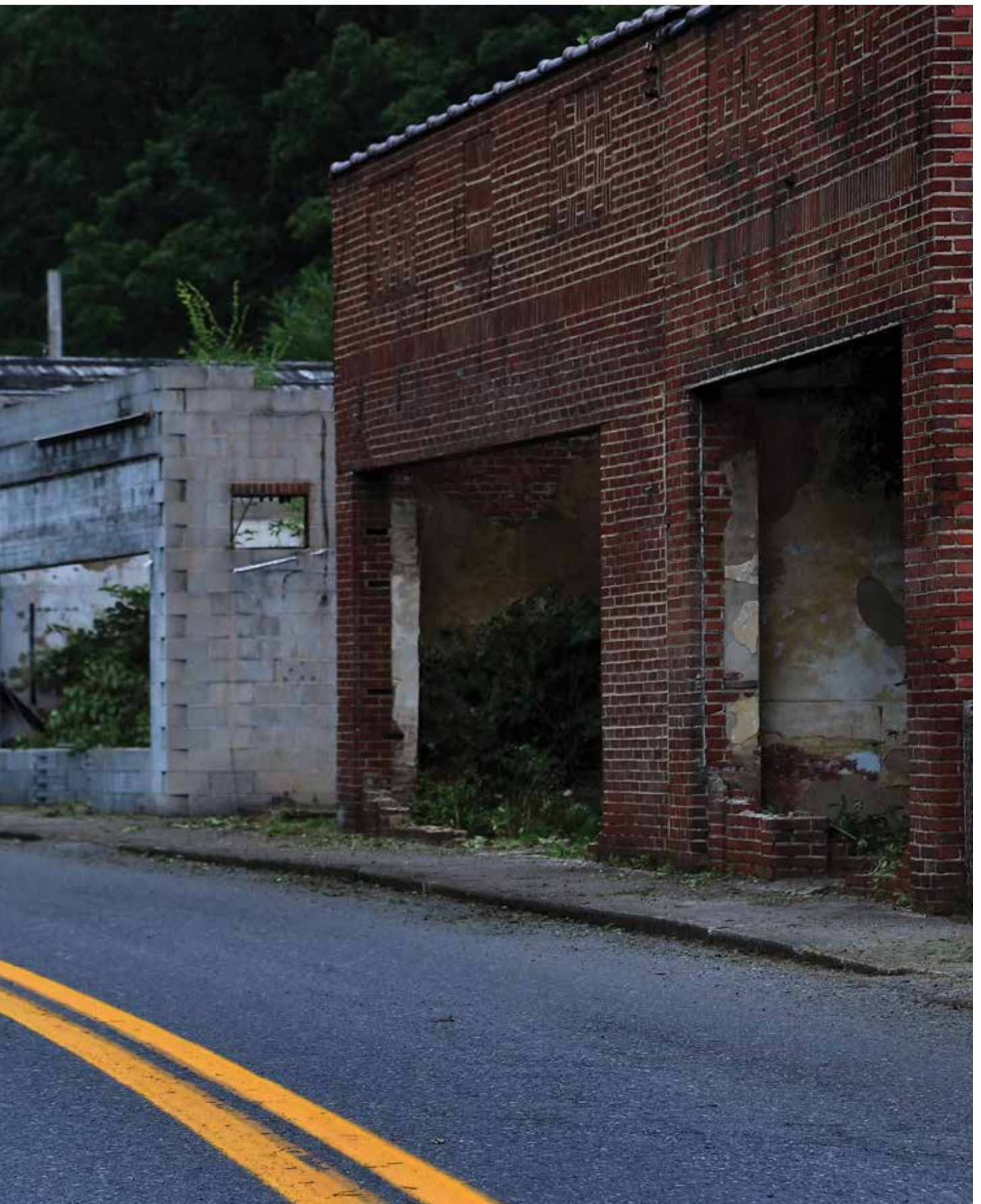
La politique est souvent brouillonne, mais elle permet à la société d'attribuer une valeur à des éléments que les économistes ne peuvent pas mesurer

Après la Seconde Guerre mondiale, alors même que les États-Unis s'imposaient comme la première puissance économique mondiale, les industries manufacturières ont fui les villes du Nord-Est et du Midwest, laissant derrière elles des aciéries rouillées et des communautés meurtries. Si la société dans son ensemble s'est enrichie à mesure que de nouvelles industries se développaient ailleurs, de nombreuses communautés de la ceinture de rouille subissent encore aujourd'hui les conséquences de cette désindustrialisation.

La transformation économique des États-Unis dans l'après-guerre est un exemple où des mesures et des tendances qui améliorent *le bien-être social dans son ensemble* ont entraîné des effets *redistributifs* négatifs et fait des gagnants et des perdants. Ces mesures ne font pas l'unanimité. Ce n'est pas pour autant qu'il faille renoncer à adopter une politique économique, surtout si celle-ci permet une amélioration sensible de la situation sociale. Les dirigeants peinent souvent à persuader la population d'accepter des politiques économiques destinées à améliorer le

Rue principale
d'une petite
ville minière.





bien-être. Ils devraient tenir compte du fait que les interventions et les tendances s'inscrivent dans un contexte social et politique plus large et que les mesures prises doivent impérativement recueillir l'assentiment des principaux acteurs sociaux et politiques.

La science économique sait identifier les politiques susceptibles d'accroître le bien-être social dans son ensemble, et le libre-échange en fait partie. Les économistes, dans leur grande majorité, sont d'avis que la suppression des barrières commerciales pourrait améliorer la situation économique de la plupart des pays. Aucun économiste ou responsable politique sensé ne peut prétendre que le libre-échange n'a aucun coût : les consommateurs et les exportateurs en profiteront peut-être, mais les entreprises et les secteurs ayant du mal à rivaliser avec les importations risquent d'en pâtir.

Une solution économique simple existe. Si une politique qui améliore le bien-être social fait des perdants, les bénéficiaires qu'elle génère pour la société peuvent servir à indemniser les personnes lésées. L'État peut prélever des taxes sur ceux qui sont favorisés par la libéralisation des échanges, c'est-à-dire les exportateurs et les consommateurs, afin d'aider ceux qui rencontrent des difficultés, les ouvriers de l'industrie de l'automobile par exemple. Puisque, par définition, la politique concernée accroît le bien-être social, la répartition des gains continuera d'améliorer les conditions sociétales, mais d'une manière plus équitable par rapport à une situation où les ouvriers de l'automobile ayant perdu leur emploi seraient abandonnés à leur sort.

Les inconvénients de l'indemnisation

Si l'indemnisation semble en théorie simple et efficace, elle n'est pas facile à mettre en œuvre dans la pratique. Les gagnants d'une nouvelle politique, comme les consommateurs et les exportateurs en cas de libéralisation des échanges, sont rarement enthousiastes à l'idée de voir une partie de leurs gains taxés. L'indemnisation peut être coûteuse et difficile à mettre en œuvre sur le plan politique et se pratique moins fréquemment que ne le préconisent les économistes.

La difficulté peut être due à d'autres raisons plus complexes. Il peut s'agir d'une question de calendrier : parfois, la mesure appropriée serait qu'une génération en indemnise une autre. On pourrait par exemple considérer qu'il serait équitable et mutuellement avantageux de demander aux générations futures de contribuer à indemniser la société de 2024, par exemple en compensant les pertes d'emplois dues à la transition écologique à condition que cette dernière assume le coût de la lutte contre le changement climatique. Mais comment faire payer « l'avenir » ? Une possibilité serait que l'État contracte des emprunts et que le service de la dette soit à la charge des générations futures. Même si cette idée semble judicieuse dans la pratique, le risque est de voir le poids de la dette s'alourdir de manière insoutenable. Aucun pays n'a vraiment intérêt, à long terme, à ce que les autorités actuelles mettent en faillite les gouvernements futurs, et les marchés financiers ne les laisseront peut-être pas faire, peu disposés à financer un endettement qu'ils jugent excessif.

En matière d'indemnisation, il est souvent difficile de cerner qui seront les bénéficiaires et les laissés-pour-compte d'une politique, car la façon dont une économie complexe réagira au changement est presque toujours incertaine. Les économistes font confiance à leurs modèles, mais il arrive que les travailleurs et les chefs d'entreprise doutent de leurs prévisions. Les dirigeants politiques peuvent hésiter à soutenir l'une ou l'autre mesure, car ils n'osent pas exposer leurs électeurs à des risques inconnus.

Le manque de crédibilité est un obstacle associé à l'indemnisation. Les pouvoirs publics peuvent promettre un redressement de la situation pour ceux qui risquent d'être lésés par la libéralisation du commerce ou l'action climatique, par exemple. Mais les gouvernements changent, tout au moins en démocratie. Les nouveaux élus, souvent parvenus au pouvoir en critiquant leurs prédécesseurs, ne sont pas toujours enclins à maintenir les mesures prises par ces derniers. Bien souvent, les administrations ne tiennent même pas leurs propres promesses, et encore moins celles des

autres. La prudence est de mise pour les perdants potentiels dans un monde où les conséquences et les politiques publiques peuvent changer.

Il se peut que les réserves les plus sérieuses concernant l'indemnisation ne relèvent pas de l'économie. L'analyse économique est axée sur les effets purement matériels ou pécuniaires des politiques et des tendances, ainsi que sur l'indemnisation éventuelle. Les citoyens peuvent toutefois s'inquiéter de conséquences moins matérielles et difficiles à chiffrer.

Ainsi, la libéralisation des échanges a contribué au déclin du secteur manufacturier traditionnel dans la ceinture industrielle des États-Unis, ainsi que dans le nord de l'Angleterre, le nord de la France, l'est de l'Allemagne et d'autres anciens bassins industriels. La disparition des emplois a un coût économique évident, en termes de chômage, de pertes de salaires, de recettes fiscales et d'activité économique en général.

Des régions en crise

Les régions touchées par la crise peuvent perdre quelque chose de tout aussi réel, bien que moins tangible, que des emplois bien rémunérés. Une petite ville où les usines ferment peut se retrouver dans une spirale socioéconomique défavorable : baisse des revenus, effondrement de la valeur des biens immobiliers et des taxes foncières, détérioration des services locaux et effritement du tissu social. Ce fut le prélude à une épidémie de « morts de désespoir » par alcoolisme, toxicomanie et suicide (Case et Deaton, 2020). Même lorsque les effets sont moins graves, l'extinction des principales activités économiques nuit à la qualité de vie de tous les habitants. L'effondrement d'une base économique stable fragilise les fondements de la communauté (Broz, Frieden et Weymouth, 2021).

Généralement, les personnes qui se retrouvent au chômage sont incitées à s'installer ailleurs, là où des emplois sont disponibles. Cette démarche peut se révéler difficile, voire impossible, pour des raisons économiques, car ceux qui souhaitent quitter des régions déprimées sont souvent confrontés à l'effondrement de la valeur de leur logement. Ils peuvent

aussi hésiter à déménager pour des raisons non pécuniaires. Ils ont parfois des parents et des proches dans la région, des amis et des voisins de longue date, ou sont attachés aux traditions locales. En crise ou non, cette région est celle qu'ils connaissent, et ils y sont chez eux.

La détérioration des bassins miniers en témoigne. Cela fait des années que l'industrie du charbon est en déclin en raison des préoccupations environnementales, des changements technologiques et, plus récemment, bien sûr, des politiques climatiques. Ce dépérissement a eu des effets dévastateurs, et pas seulement sur les mineurs (Blonz, Tran et Troland, 2023). Beaucoup de communautés minières étaient isolées et peu étaient économiquement diversifiées, de sorte qu'une fois la chute amorcée, rien ne pouvait l'arrêter. Selon une étude de la Banque mondiale, sur 222 comtés houillers des Appalaches, seuls quatre sont parvenus à rester « économiquement viables » (Lobao *et al.*, 2021). Peu de citoyens de la côte Est et de la côte Ouest le savent, mais des millions de personnes vivaient dans les comtés houillers, souvent dans des localités où leurs familles étaient présentes depuis des générations, fortement soudées sur les plans social, culturel et religieux.

Quitter le berceau de sa famille n'est pas seulement une question d'argent, cela signifie aussi de renoncer à tous ces liens personnels. Il est inutile de poser la question de ce qui motiverait un départ : la décision de chacun dépend de celle des autres. Pourquoi rester si tout le monde part ? Pourquoi partir si tout le monde reste ? L'avenir de la communauté peut dépendre de la capacité de ses membres à rester unis et à préserver au moins l'espoir de forger un avenir plus prometteur.

Dans ce contexte, comment la société peut-elle mettre en balance les avantages pour le consommateur de vêtements ou de voitures moins chers et le coût humain de l'effondrement de villes dans l'Ohio, la vallée de la Meuse ou le sud du Yorkshire ? Certains de ces coûts sont incontestablement économiques et pourraient faire l'objet d'une compensation financière. Certains sont d'une autre nature et ne peuvent être évalués avec précision. Quel est le prix de l'appartenance

à une communauté multigénérationnelle soudée ?

La valeur, mesurée par la politique

La société dispose en réalité d'un moyen pour tenter d'établir l'importance relative de ces valeurs difficilement quantifiables : la politique. Lorsque nous débattons des mérites du libre-échange par rapport aux usines locales, ou du charbon et du pétrole sur le vent et le soleil, nous parlons implicitement ou explicitement de l'importance à accorder aux intérêts des consommateurs et des producteurs, de ceux qui sont lésés et de ceux qui sont aidés, des générations actuelles et des générations futures.

Ainsi, la plupart des études sur les politiques commerciales montrent que les élus sont plus enclins à protéger (par des droits de douane et d'autres barrières commerciales) les industries employant des travailleurs à bas salaires que les industries où prédominent les ouvriers à hauts salaires. Il peut y avoir de nombreuses raisons à cette tendance, parmi lesquelles certainement le fait que les gens éprouvent plus de solidarité envers les travailleurs à bas salaires déplacés. Dans un autre contexte, les citoyens n'ayant jamais vécu dans une ferme semblent disposés à payer plus cher leur nourriture pour soutenir les agriculteurs familiaux, en grande partie par attachement nostalgique et sympathie pour le mode de vie rural.

La protection commerciale ou les subventions agricoles peuvent se justifier d'un point de vue politique, et être ainsi tout à fait défendables, même si elles ne se justifient pas d'un point de vue économique. Le processus politique prend en compte les valeurs des individus, y compris celles qui sont difficiles à évaluer. Dans cet équilibre, se soucier profondément d'un sujet a plus de valeur qu'accorder peu d'importance à quelque chose. Il est donc important que les consommateurs se préoccupent éventuellement peu du prix des jouets, alors que les habitants d'une ville industrielle sont très attachés à la cohésion de leur communauté. Dans l'arène politique, les convictions profondes ont plus d'importance que les opinions peu affirmées, et

c'est probablement ainsi que les choses doivent être.

La politique est le mécanisme qui permet aux sociétés de faire des choix difficiles entre des aspects qui sont souvent difficilement comparables. Les choix sont rarement parfaits et souvent controversés, mais c'est ainsi que les sociétés modernes mesurent la valeur que les citoyens accordent à *leurs propres* valeurs. C'est sur le plan politique que l'on peut mettre en balance, par exemple, la viabilité d'une petite ville d'un côté et les avantages pour les acheteurs de vêtements moins chers de l'autre. La croissance économique et le progrès sont très importants, mais les citoyens ont également d'autres préoccupations, et celles-ci méritent d'être prises en compte.

Oscar Wilde évoquait les personnes qui connaissent le prix de tout, mais ne savent la valeur de rien. Il serait plus juste, plus précis et surtout plus utile de noter que les économistes sont capables de donner un prix à beaucoup de choses, mais pas à tout ce qui a de la valeur. Une politique démocratique ne peut pas donner une idée universellement acceptée de la valeur d'éléments inestimables, tels que la communauté, la culture et la famille, mais elle peut nous renseigner sur ce qu'en pensent des membres de la société et sur le poids qu'ils leur accordent. **F&D**

JEFFRY FRIEDEN est professeur au département de gouvernement de l'Université Harvard.

BIBLIOGRAPHIE :

Blonz, Josh, Brigitte Roth Tran, and Erin E. Troland. 2023. "The Canary in the Coal Decline: Appalachian Household Finance and the Transition from Fossil Fuels." NBER Working Paper 31072, National Bureau of Economic Research, Cambridge, MA.

Broz, J. Lawrence, Jeffrey Frieden, and Stephen Weymouth. 2021. "Populism in Place: The Economic Geography of the Globalization Backlash." *International Organization* 75 (2): 464-94.

Case, Anne, and Angus Deaton. 2020. *Deaths of Despair and the Future of Capitalism*. Princeton, NJ: Princeton University Press.

Lobao, Linda, Mark Partridge, Oudom Hean, Paige Kelly, Seung-hun Chung, and Elizabeth Ruppert Bulmer. 2021. "Socioeconomic Transition in the Appalachia Coal Region: Some Factors of Success." World Bank report, Washington, DC.

LES NOUVEAUX ENSEIGNEMENTS DE LA SCIENCE ÉCONOMIQUE COMPORTEMENTALE

Ulrike Malmendier et Clint Hamilton

Le long parcours de l'expérience de vie influence les résultats économiques du monde réel, pour les décideurs autant que pour les consommateurs



Wall Street en 1929 : une foule de personnes est réunie pour suivre les nouvelles du krach boursier.

Le 29 octobre 1929, les folles années 20 s'arrêtent brutalement aux États-Unis avec le fameux « mardi noir », au cours duquel le marché boursier américain s'effondre. Il faudra attendre longuement, jusque dans les années 50, pour qu'il retrouve son niveau record de l'époque.

Cette crise de 29 n'a pas eu des répercussions que sur le marché boursier, elle a frappé aussi les populations obligées de grossir les rangs de la soupe populaire ou de dormir dans des taudis. Ceux qui ont grandi pendant cette crise de 29, les « bébés de la crise », se sont avérés être une génération incroyablement austère et peu disposée à prendre des risques, surtout en bourse. Le traumatisme subi a transformé toute une génération, dans ses croyances, dans sa vision du monde et dans ses choix économiques — sur les marchés financiers, sur les marchés du travail et dans tant d'autres aspects de la vie.

En science économique, ces enfants de la crise en sont venus à faire l'objet d'une nouvelle vague de recherche en économie comportementale : une recherche plus large, qui au-delà de ses fondements en psychologie et en économie, va puiser des connaissances et des méthodes dans les sciences sociales et naturelles avoisinantes. Nombre de nouveaux sujets et méthodes d'études sur les traumatismes, le stress, la dépendance, la santé mentale et le développement de l'enfant sont intrinsèquement axés sur cette démarche. Ils sont directement liés aux travaux menés par Anne Case et Angus Deaton sur ce qu'ils ont appelé les « morts du désespoir » au XXI^e siècle et à la persistance des rôles de genre et de la discrimination raciale.

Les débuts de la science économique comportementale

Revenons toutefois en arrière pour en retracer brièvement l'origine. Il y a plus de 50 ans, à la fin des années 60, la science économique reposait confortablement sur la rigueur et les modèles mathématiques, et les plus éminents économistes de l'époque, Paul Samuelson et

Milton Friedman, se sentaient plus apparentés aux physiciens qu'aux psychologues. Toutefois, à peu près à la même époque, deux psychologues israéliens, Daniel Kahneman et Amos Tversky, se sont rencontrés à l'Université hébraïque de Jérusalem et ont entamé une collaboration qui allait finir par bouleverser le *statu quo* en science économique. Leur recherche la plus célèbre, qu'ils présentent en 1979 dans leur théorie des perspectives, regroupe plusieurs principes pour décrire le processus de prise de décision face à des risques : des principes qui semblaient tout à fait plausibles et qui étaient également incompatibles avec la science économique traditionnelle. Selon l'un d'entre eux, les personnes sur-pondèrent les probabilités infimes et sous-pondèrent les événements probables (autrement dit, l'infime probabilité d'un accident d'avion nous perturbe-t-elle, par exemple ?). Selon un autre grand principe, les personnes attachent de l'importance à l'évolution de leur richesse relative et ont profondément horreur des pertes (elles peuvent être furieuses d'avoir perdu 20 dollars, même si cela n'a que très peu d'effet sur leur richesse totale). À elle seule, cette théorie des perspectives a été jugée digne du prix Nobel d'économie, mais Kahneman et Tversky ont apporté à la pensée économique bien d'autres contributions psychologiques sur les « heuristiques et stéréotypes ».

Une fois la flamme de la science économique comportementale allumée, le flambeau a été transmis aux chercheurs en économie et en finance pour poursuivre les travaux. Richard Thaler, lauréat du prix Nobel d'économie en 2017, a collaboré avec Kahneman et Tversky, et publié par la suite une série spéciale d'articles intitulée *Anomalies* sur des phénomènes que la science économique dénuée de psychologie ne pouvait pas expliquer, notamment la raison pour laquelle les cours des actions ont tendance à augmenter en janvier.

À cette époque, la science économique comportementale s'employait à détecter les anomalies et à les expliquer en proposant des solutions psychologiques.

Une fois les modèles théoriques en place, une deuxième vague d'économistes comportementaux ont commencé dans la première décennie 2000 à se consacrer à documenter empiriquement les biais comportementaux — avec souvent des effets considérables dans le monde réel — et à les intégrer dans d'autres domaines de la recherche économique. À titre d'exemple, l'une des grandes énigmes de l'économie du développement est de savoir pourquoi les possibilités d'investissement rentables, telles que l'épandage d'engrais, peuvent être si rarement adoptées : l'idée que les personnes attachent de l'importance à l'évolution de leur richesse relative et ont horreur des pertes (si l'engrais n'améliore pas le rendement de leur récolte, par exemple) peut contribuer à percer ce mystère.

En fait, la science économique comportementale s'est si bien intégrée dans presque tous les domaines de la science économique — finance, travail, secteur public, développement, macroéconomie — au cours de cette deuxième vague de recherche comportementale que certains auraient raisonnablement pu penser que « c'en était terminé ». Nous avons insufflé le réalisme psychologique à l'*Homo economicus* classique, cet agent économique qui procède toujours à ses choix de manière optimale et qui ressemble plus à un ordinateur qu'à un être humain.

Un esprit et un corps

Mais voici le problème : si nous considérons l'*Homo economicus* comme un ordinateur, la science économique comportementale a introduit l'idée que cet ordinateur peut avoir un logiciel défectueux et qu'il peut occasionnellement tomber en panne. Et pourtant, même avec de telles défaillances, l'agent comportemental est resté un ordinateur, même s'il fonctionne mal. Quel que soit le mode de programmation — avec une dose d'optimisme excessif, de biais de récence ou d'illusion quant au coût irrécupérable — c'est l'ordinateur qui dicte pour toujours le mode d'action de l'agent comportemental.

Et incontestablement, ce n'est pas ce qui s'est passé avec les enfants de la

crise de 29. Leur expérience les a profondément transformés. En fait, chaque génération ne partage-t-elle pas des expériences communes qui la transforment ? C'est pourquoi nous donnons des noms à ces générations, l'expression « baby-boomers » désignant notamment les personnes nées dans l'expansion de l'après-guerre.

Telle est la contribution que vise à apporter la vague la plus récente d'économie comportementale. L'être humain est bien plus qu'un ordinateur, même doté d'un logiciel défectueux. Il est un organisme vivant, qui respire et qui est influencé par son propre parcours de vie. Nombre de chercheurs en économie — en économie de la santé et en neuroéconomie, par exemple — expliquent depuis longtemps que nous ne pouvons pas ignorer les mécanismes biologiques qui régissent notre corps et recablent notre cerveau. Nous sommes maintenant en mesure de voir plus systématiquement les pièces manquantes : l'être humain a un esprit et un corps ; une science économique qui veut décrire le comportement humain doit tenir compte des deux.

Comment cette contribution peut-elle nous aider à améliorer la science économique ? Revenons aux bébés de la crise de 29 et à la manière dont la recherche économique a conceptualisé ce qui est arrivé à leur génération. Les recherches en neurosciences et en neuropsychiatrie nous apprennent que notre expérience personnelle antérieure modifie la façon dont nous sommes câblés. Des décennies de recherche en neuroplasticité montrent que le cerveau humain ne cesse de réorganiser ses parcours en fonction de nouvelles expériences. Plus certains parcours sont utilisés, plus ils se renforcent. En revanche, les parcours moins utilisés s'étiolent peu à peu. Ainsi, outre les effets de la faim et du stress, la crise de 29 a également eu une incidence continue sur le cerveau des personnes. Cette expérience leur a démontré que les marchés financiers présentent un danger pour la vie réelle et qu'ils peuvent les empêcher de nourrir leur famille. En conséquence, les adolescents et les jeunes adultes qui ont vécu la crise des années 30 ont été beaucoup moins tentés d'intervenir sur le marché boursier plus tard dans

leur vie : seuls 13% d'entre eux ont investi en bourse, soit moins de la moitié de ceux des générations suivantes.

Les effets de l'expérience

Le concept des effets de l'expérience démontre l'influence durable des expériences personnelles de la vie sur nos croyances et nos décisions. Ce concept remet en question la pensée économique traditionnelle selon laquelle nous utilisons toutes les informations disponibles pour nous forger une opinion. Il consiste notamment à modéliser la pensée humaine et la prise de décision face au risque en accordant davantage d'importance aux résultats que nous avons personnellement observés dans le passé. Si nous avons été témoins d'un krach boursier phénoménal, nous allons supposer que cela peut se reproduire et, par ailleurs, que ce risque est élevé. En fait, les données sur les investissements boursiers aux États-Unis le confirment depuis des décennies : les investisseurs ayant connu une baisse des rendements boursiers au cours des années antérieures sont moins susceptibles d'investir en bourse que ceux ayant eu une expérience positive.

Mais les effets de l'expérience ne se limitent pas aux événements récents. Il faut savoir que les différentes générations sont façonnées différemment, et peuvent donc aussi réagir différemment à un même événement récent. Une personne de 60 ans va réagir très différemment à une crise financière et à un krach boursier qu'une personne de 30 ans, tout simplement parce qu'elle a vécu beaucoup plus de choses au cours de sa vie et fait intuitivement la moyenne de toutes ces expériences. La personne de 30 ans en a vécu beaucoup moins, et une crise subie récemment va donc occuper une plus grande partie de sa vie et influencer davantage sa réflexion et sa prise de décision. Cela ne veut pas dire que Kahneman et Tversky se sont trompés sur le simple biais de récence, bien au contraire ! Nous faisons preuve d'un biais de récence évident, en accordant plus d'importance aux informations récentes qu'aux informations très anciennes. Mais seules les expériences personnelles de toute une vie comptent, et c'est par rapport à celles-ci que nous évaluons les nouvelles expériences.

Les données boursières révèlent d'autres aspects intéressants de la prise de décision par l'être humain, notamment que les effets de l'expérience sont « spécifiques à un domaine » : les expériences n'ont d'importance que pour les décisions prises dans ce même domaine. Par exemple, l'expérience du marché boursier ne semble pas influencer l'investissement sur le marché obligataire. La recherche révèle aussi que les expériences spécifiques à un domaine peuvent s'étendre au-delà des seuls rendements des actions ou des obligations. Des études connexes sur les investissements en bourse des Allemands de l'Est et de l'Ouest montrent que ceux qui ont vécu sous le communisme sont beaucoup moins susceptibles de faire confiance au marché boursier et d'investir dans des actions, même des années et des décennies après la réunification de l'Allemagne. Des années d'exposition à la propagande psychologique dénonçant le marché boursier comme le summum du capitalisme qui ne bénéficie qu'à une minorité, semblent avoir laissé des traces.

Les émotions, qui influencent nos perceptions, jouent également un rôle. Les Allemands de l'Est qui ont relativement bien vécu sous le régime communiste — même selon des critères non financiers, comme le fait de vivre dans l'une des célèbres villes vitrines du communisme — sont les plus virulents à dénoncer les méfaits du marché boursier et du capitalisme. En revanche, ceux qui ont souffert du régime communiste — de la grave pollution de l'air en Allemagne de l'Est, par exemple, ou de la répression religieuse — sont beaucoup plus disposés à adhérer à l'économie de marché post-communiste.

Ces concepts des effets de l'expérience semblent s'appliquer à presque tous les domaines de la vie. Les expériences de chômage laissent des séquelles et accentuent la prudence des consommateurs, même de nombreuses années plus tard, lorsqu'ils ont des emplois stables et bien rémunérés. Les banques sous-capitalisées ont des coefficients de fonds propres supérieurs aux autres. Les expériences vécues en matière de rendement sur le marché obligataire influencent l'investissement dans les obligations. Les personnes ayant

un statut socioéconomique plus élevé ont tendance à avoir des perspectives économiques plus optimistes.

L'inflation est une autre variable macroéconomique analysée fréquemment par les décideurs et, comme il faut s'y attendre, les expériences vécues en matière d'inflation semblent avoir une nette influence sur les opinions et les décisions des individus à cet égard. Selon des travaux de recherche sur plus de 50 ans de données d'enquête relatives aux anticipations d'inflation, l'inflation moyenne observée par les gens au cours de leur vie influence fortement leurs anticipations d'inflation réelles. Et ces anticipations fondées sur l'expérience influent sur des résultats essentiels dans le monde réel — par exemple, sur le choix d'acheter une maison. Il s'avère que l'achat d'un logement, plutôt que la location, est essentiellement motivé par le désir de se prémunir contre l'inflation. En conséquence, les personnes ayant connu une inflation plus élevée sont plus susceptibles de choisir l'accès à la propriété plutôt que la location et un prêt hypothécaire à taux fixe plutôt qu'un prêt à taux variable, toujours pour se protéger contre la hausse de l'inflation (et des taux d'intérêt).

Les effets de l'expérience vont même encore plus loin : l'une des énigmes de l'inflation, observée par la Réserve fédérale aux États-Unis et constatée dans nombre d'autres pays, est que les anticipations d'inflation sont systématiquement plus élevées chez les femmes que chez les hommes. Cette énigme a pu être percée grâce aux effets de l'expérience qui mettent en évidence une différence d'expérience fondamentale entre les hommes et les femmes : les courses d'épicerie. Ce n'est que dans les ménages où elles sont les principales responsables des courses que les femmes ont des anticipations d'inflation plus élevées que leurs partenaires masculins. Dans la mesure où les prix des denrées alimentaires ont connu une inflation plus élevée (ou du moins une volatilité plus prononcée — et, comme les recherches antérieures l'ont montré, les consommateurs retiennent davantage les hausses), les personnes chargées des courses ont des anticipations d'inflation plus élevées. Tant que les rôles de genres

attribueront à un plus grand nombre de femmes que d'hommes la responsabilité des courses d'épicerie, les expériences vécues continueront d'être différentes, de même que les croyances correspondantes.

Des décideurs partiaux

Même les décideurs de haut niveau se comportent en fonction des effets de l'expérience (ils ont un cerveau humain, après tout). Les prévisions d'inflation du conseil des gouverneurs de la Réserve fédérale ont tendance à être biaisées en fonction de l'inflation que ces personnes ont connue au cours de leur vie et à s'écarter des prévisions des analystes et des experts en la matière. Ce biais affaiblit la précision des prévisions des gouverneurs de la Réserve fédérale.

Henry Wallich, qui a grandi pendant l'hyperinflation des années 20 en Allemagne, puis est devenu gouverneur de la Réserve fédérale des États-Unis en 1974, représente un cas extrême. Au cours de son mandat, il a été en désaccord un nombre record de 27 fois avec ses collègues, car pour lui, l'inflation devait être la priorité absolue de la Réserve fédérale.

Les quatre caractéristiques essentielles des effets de l'expérience qui influencent les décideurs autant que le consommateur moyen sont exactement les mêmes :

- les effets durables de l'expérience,
- l'importance plus prononcée des événements plus récents,
- les effets de l'expérience spécifiques à un domaine,
- l'effet négligeable des connaissances acquises par rapport aux croyances fondées sur l'expérience, même faussée.

Les effets de l'expérience guident donc les interventions et les programmes de lutte contre les crises à plusieurs égards essentiels. Tout d'abord, les décideurs sont généralement obligés d'arbitrer entre la résolution rapide d'une crise et le coût que cela représente. Les répercussions durables des effets de l'expérience démontrent clairement qu'il est avantageux de résoudre rapidement une crise. Les répercussions de la récente période inflationniste sur les opinions, par

exemple, risquent d'influencer pendant longtemps les réactions des gens face aux fluctuations de prix. Plus la période est courte et modérée, moins il y a de séquelles à long terme. À l'inverse, plus l'expérience de la crise est traumatisante, plus elle hante les gens longtemps, même des années plus tard, comme ce fut le cas lors de la crise de 29.

Deuxièmement, les données sur les effets de l'expérience montrent que les décideurs doivent tenir compte des différentes expériences de leurs populations cibles. Une même intervention peut donner lieu à des réactions très différentes selon la manière dont les événements antérieurs ont forgé le comportement et les perspectives des gens. Idéalement, il conviendrait d'adapter toutes les mesures à chaque cohorte de pays/d'âge/de genre ou au moins de prendre en compte ses expositions aux différentes expériences tout au long de la vie.

Enfin, l'apprentissage par l'expérience détermine l'adhésion aux mesures prises, en offrant des possibilités beaucoup plus concrètes que de simples informations. La participation directe, par exemple sous forme d'une intervention pilote, peut nettement plus influencer les préférences que des explications théoriques. La loi sur les soins abordables aux États-Unis (« Obamacare ») en est un exemple. Les personnes bénéficiant d'une assurance maladie gouvernementale qui ont obtenu des prestations directes et immédiates ont été plus disposées à soutenir cette loi. Les républicains, sceptiques au départ, se sont montrés particulièrement disposés à la soutenir, démontrant clairement la supériorité de l'expérience sur l'esprit partisan. Les programmes pilotes permettent aux décideurs d'essayer de nouvelles mesures et d'évaluer la réaction de l'opinion publique. Les expériences personnelles positives des participants aux programmes pilotes peuvent favoriser et garantir une adhésion durable de l'opinion publique. **F&D**

ULRIKE MALMENDIER est professeur d'économie et de finance à l'Université de Californie à Berkeley, où **CLINT HAMILTON** est doctorant en finance à la Haas School of Business.

ÉVOLUTION DES MODÈLES

Niall Kishtainy

Les économistes ont transformé l'économie politique classique, basée sur les mots, en une discipline mathématique

Les économistes d'aujourd'hui consultent rarement l'ouvrage d'Adam Smith paru en 1776, *La Richesse des nations*, aussi réputé soit-il pour avoir mis en lumière le fonctionnement du marché. Les praticiens de notre époque sont souvent plus à l'aise avec des articles concis et truffés d'équations précises qu'avec l'imposant livre de Smith, un travail exhaustif d'analyse historique, sociale et économique, dont la lecture nécessite plus que quelques après-midis.

Smith est souvent considéré comme le père de l'économie moderne — et à la fin du XX^e siècle, son legs a été revendiqué par les défenseurs de l'économie de marché et du rôle restreint de l'État —, mais la boîte à outils de modélisation et de mathématiques des économistes actuels n'a guère à voir avec les méthodes littéraires et humanistes de Smith.

Les économistes ultérieurs ont souvent revendiqué la fameuse notion de « main invisible » de Smith dans leur théorie très abstraite de l'« équilibre général », qui explique les conditions nécessaires à une économie de marché socialement efficace. Il s'agissait d'une métaphore brumeuse de Smith exprimée en termes précis au moyen de formules mathématiques de pointe qui, pour être utilisables, devaient être appliquées à un modèle économique simplifié au point d'être difficilement reconnaissable par Smith.

Mais l'histoire de la transformation de l'« économie politique » verbale du XVIII^e siècle en la « science économique » matheuse du XX^e siècle est plus complexe qu'un récit centré sur Smith ne le laisserait supposer. Une première secousse du séisme de la modélisation qui allait plus tard transformer l'économie s'est produite en France dans les décennies



précédant la publication de l'œuvre principale de Smith. Au château de Versailles, à 60 ans, François Quesnay, médecin personnel de Madame de Pompadour, la maîtresse en titre de Louis XV, s'est mis à l'économie et a attiré des adeptes qui formeront la première école de penseurs économiques. Quesnay va s'inspirer de la circulation du sang dans un organisme pour créer le premier modèle économique, à savoir le Tableau économique de 1758, un diagramme composé de zigzags qui illustre la circulation de l'argent et des biens dans une économie.

La rationalité des Lumières

Quesnay, qui écrit à la veille de la révolution industrielle, pense que la source par excellence de la valeur économique réside dans l'agriculture, en particulier le « produit net », c'est-à-dire ce qui reste après que les cultivateurs ont pris ce dont ils ont besoin pour assurer leur subsistance. Lorsque les exploitants agricoles paient leur loyer, les propriétaires terriens se procurent des vêtements et des meubles, et les artisans achètent de la nourriture ; l'excédent circule dans l'économie et l'alimente (les zigzags représentent les cycles de dépenses connexes). Le Tableau préfigure ainsi la théorie du flux circulaire des revenus et du multiplicateur élaborée par John Maynard Keynes dans les années 30. Fervent adepte de René Descartes et de la pensée française des Lumières, Quesnay a tenté de recourir, pour analyser l'économie, aux principes de cohérence et de rationalité, mots d'ordre de l'économiste moderne ; à des époques antérieures, la pensée économique n'était pas systématique dans sa méthode et subissait fortement l'influence de la tradition et de la religion.

Un autre pas vers le style moderne de l'économie a été accompli au début du XIX^e siècle quand après lecture de *La Richesse des nations*, David Ricardo, un riche courtier en bourse, a eu l'idée de mettre au point son propre système économique et a instauré une nouvelle norme de rigueur et de logique dans la discipline. Il a imaginé l'économie comme une vaste exploitation agricole dont les terres varient en fertilité. En cas d'augmentation de la demande de

nourriture à la suite d'un accroissement démographique, les agriculteurs doivent planter leurs cultures sur des terres moins fertiles. Les agriculteurs qui cultivent des terres plus fertiles n'en tirent pas pour autant des profits plus élevés ; cette situation profite en revanche aux propriétaires terriens, car les agriculteurs se disputent les meilleures terres et sont prêts à les payer plus cher. Partant de quelques hypothèses, Ricardo a suivi sans relâche les implications logiques à travers de longues chaînes de raisonnement, pour conclure en définitive que les propriétaires terriens ont tendance à réaliser des gains aux dépens des travailleurs et des capitalistes.

Les efforts de Ricardo ont ravi l'un de ses lecteurs, l'essayiste Thomas De Quincey qui, jusqu'alors, en avait plus qu'assez de ce qu'il considérait comme l'ineptie de la plupart des économistes de l'époque (il affirmait que toute personne saine d'esprit pouvait facilement « réduire en poudre leurs têtes de champignon avec un petit coup d'éventail »). Lorsque l'on a remis à De Quincey un ouvrage de Ricardo et qu'il en a lu le premier chapitre, il s'est émerveillé. Ricardo avait enfin découvert de véritables lois économiques, pensait De Quincey. Il s'agissait d'un « rayon de lumière apporté au chaos encombrant de matériaux » dans lequel les économistes de moindre importance ne pouvaient que patauger en essayant, en vain, de donner un sens à la réalité désordonnée.

Les petits mondes économiques

En utilisant habilement la simplification et les suppositions, Ricardo a pu se concentrer sur l'essentiel du problème à résoudre, à savoir l'établissement d'un modèle de l'économie. Ricardo élaborait ses modèles principalement de façon verbale et Quesnay, au moyen de diagrammes ; ni l'un ni l'autre ne recourait aux mathématiques abstraites employées aujourd'hui. Mary Morgan, historienne contemporaine de la méthode économique, affirme que la discipline moderne est apparue lorsque les économistes ont commencé à imaginer des « petits mondes » : des ventilations de la réalité économique en modèles,

mathématiques ou autres, qui, au cours des XIX^e et XX^e siècles, sont devenues les fondements de la discipline. Tout comme le botaniste examine les caractéristiques des papillons, les économistes étudient le comportement d'un modèle et la façon dont il se compare à d'autres, en tenant parfois peu compte du monde global que le petit monde est censé représenter. En procédant de la sorte, les économistes « examinent » leurs modèles. Ils se servent aussi de leurs modèles comme d'un « outil d'examen », pour déterminer les conséquences concrètes à tirer d'un modèle relativement au monde global extérieur. Armé de son Tableau, Quesnay a soutenu que la forte imposition frappant la paysannerie française étouffait l'économie, car elle réduisait la taille du précieux produit net.

L'un des petits mondes les plus connus en économie est l'ingénieuse boîte d'Edgeworth que découvrent tous les étudiants en économie : un simple rectangle contenant des points qui représentent une paire de biens (des pommes et des bananes, par exemple) répartis entre deux personnes constituant l'économie. Au-dessus se trouvent des « courbes d'indifférence » superposées, qui représentent les préférences de chaque personne pour les deux biens. À partir d'une répartition initiale des pommes et des bananes entre les deux personnes, le diagramme montre comment des échanges de biens peuvent s'effectuer jusqu'à l'atteinte d'un résultat « socialement optimal » (point où aucune des deux personnes ne peut tirer profit d'un nouvel échange sans que l'autre y perde).

À partir de tout point initial à l'intérieur de la boîte, il est possible de procéder à des échanges en vue d'atteindre une position de rentabilité. Parmi les points de départ éventuels figure celui où chaque personne dispose d'une quantité similaire de biens ou alors une personne dispose de presque tout et l'autre n'a rien. De cette façon, la rentabilité et la répartition sont séparées : certains résultats peuvent être rentables, mais très inégaux. Le diagramme illustre avec élégance un résultat fondamental de l'économie — le premier théorème du bien-être, qui établit

l'efficacité des marchés concurrentiels —, et sa géométrie peut facilement être traduite dans le langage des mathématiques et dans la théorie complexe de l'équilibre général que d'aucuns considèrent comme l'incarnation moderne de l'économie de Smith.

La méthode mathématique

La boîte d'Edgeworth, du nom de Francis Edgeworth, mathématicien et théoricien de l'économie de la fin du XIX^e siècle, fait partie de ce que l'on appelle la révolution marginaliste en économie, qui a introduit le recours au calcul pour représenter les changements « marginaux » dans les variables, comme l'utilité marginale, c'est-à-dire la modification de l'utilité pour une personne à la suite d'un léger changement au niveau de la consommation d'un bien. À partir de là, les petits mondes de l'économie seront de plus en plus constitués d'équations. Au cours du XX^e siècle, la méthode mathématique s'est imposée dans divers domaines de l'économie, notamment la macroéconomie issue des travaux de Keynes, la théorie de la croissance lancée par Robert Solow et l'économie industrielle moderne fondée sur la théorie des jeux, ainsi que l'économétrie qui a relié les modèles théoriques aux données.

Le passage de l'approche classique à l'approche néoclassique moderne de l'économie n'était pas simplement une question de style, mais traduisait une nouvelle façon de voir le monde. Smith a décrit les individus comme étant animés par toutes sortes de motivations et de désirs. Lorsqu'ils effectuent des opérations commerciales, ils marchandent pour conclure une bonne affaire, mais ils sont aussi prudents, intègres et compatissants envers les autres — tout en étant capables de s'ennuyer et de se décourager. Pour intégrer le comportement économique dans ses modèles étroits, la discipline moderne a abandonné ces portraits complexes d'êtres humains au profit de portraits plus simples et très stylisés. À l'intérieur des boîtes d'Edgeworth vivent non pas des êtres humains passionnés, mais des « agents économiques » sans âme : des points de conscience autonomes qui ne se livrent

pas à des manigances ni à des ruses, ne sont pas jaloux ni découragés, mais opèrent calmement des choix cohérents parmi l'éventail des biens qui leur sont proposés. Leur identité réside uniquement dans leur capacité à effectuer des choix sur la base de préceptes rationnels, et en raison de leur détermination, il est facile de les enfermer dans un rectangle ou une équation simple.

Ricardo s'est servi de ses théories pour revendiquer l'abolition des Corn Laws britanniques et, en l'entendant défendre sa cause, un parlementaire a déclaré que Ricardo « argumentait comme s'il avait débarqué d'une autre planète ». De toute évidence, le style de raisonnement rigoureux de Ricardo semblait nouveau et étrange, mais le reproche fait aux économistes d'être d'un autre monde perdure. Joseph Schumpeter, grand penseur économique autrichien du début du XX^e siècle, a déploré quelques-unes des conséquences de la transformation de l'économie en une discipline de modélisation. Il s'en est pris en particulier à Ricardo pour avoir élaboré des théories qui ne tenaient pas compte d'aspects importants, mais gênants et compliqués, de la réalité sociale. Schumpeter a soutenu que pour former ses chaînes logiques, Ricardo avait procédé à des abstractions et à des simplifications si radicales que ses résultats étaient pratiquement des tautologies. Schumpeter a été trop sévère avec Ricardo, mais les critiques continuent d'accuser les économistes de se livrer à une sorte de « vice ricardien », c'est-à-dire de jouer perpétuellement avec des modèles économiques ingénieux et élégants, mais totalement irréalistes.

Durant les premières années du présent siècle, les économistes ont été fustigés pour n'avoir pas su prévoir la crise financière mondiale. Leur hypothèse d'« agents rationnels », a-t-on dit, les a rendus inconscients de l'irrationalité et de la malversation visibles dans les sphères de la haute finance. Ils n'avaient pas l'envergure des économistes classiques, et leur vision étroite les a empêchés de détecter les pathologies de l'économie réelle qui allaient plonger tant de personnes dans la misère

économique. De même, bien des économistes sont désormais conscients des conséquences négatives du creusement des inégalités, mais l'on ne saurait dire si cette reconnaissance s'est faite en dépit de leurs théories. Dans le petit monde de la boîte d'Edgeworth, la répartition des ressources est représentée par le placement d'un point dans un rectangle, une abstraction si radicale qu'elle occulte entièrement l'histoire chaotique des institutions et du pouvoir qui influencent les vainqueurs du combat pour la richesse.

Les économistes ont-ils consacré trop d'efforts à l'« examen » des modèles au détriment de leur utilisation comme « outils d'examen » ? Si c'est le cas, la solution ne consiste pas nécessairement à abandonner la modélisation et les mathématiques, mais à s'en servir plus délibérément pour soutenir les valeurs humanistes initiales de l'économie. Les ingrédients sont peut-être déjà disponibles. À côté de l'économie néoclassique, il a toujours existé des traditions non orthodoxes de pensée économique fondées sur des méthodes diverses, et récemment, la branche principale de la discipline a commencé à élargir son approche. En particulier, des modèles économiques plus réalistes faisant appel à des concepts psychologiques ont vu le jour dans le domaine en plein essor de l'économie comportementale. Par ailleurs, le succès de l'ouvrage de 700 pages de Thomas Piketty, *Le Capital au XXI^e siècle*, montre qu'il subsiste un appétit pour les gros livres qui présentent de grands récits historiques et de puissantes critiques du capitalisme contemporain.

Les bons économistes continueront probablement à recourir à de nouvelles théories qui offrent des simplifications utiles tout en trouvant un juste milieu entre les modèles en tant qu'objets fascinants en eux-mêmes et comme instruments permettant d'analyser le chaos encombrant de la réalité économique. **F&D**

NIAL KISHTAINY est l'auteur d'une (petite) histoire de l'économie, ouvrage traduit dans plus de 20 langues, et de *The Infinite City: Utopian Dreams on the Streets of London*.

Payer la facture climatique de l'Afrique

Michael Olabisi

**LES RESSOURCES FINANCIÈRES DU SECTEUR PRIVÉ SONT INDISPENSABLES
À LA LUTTE MONDIALE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE**



Les pays les plus pauvres du monde, et en particulier les pays africains, peinent à assumer le coût d'une crise climatique qu'ils ne peuvent pas se permettre.

Augmenter l'endettement public n'est pas la solution : les besoins en matière d'investissements climatiques dépassent la capacité de prêt des institutions financières multilatérales, et de nombreux pays africains sont déjà en proie à des difficultés de financement. Il faut trouver de nouvelles solutions, notamment accroître les investissements du secteur privé en faveur de l'action climatique dans les pays pauvres. Ces initiatives ne peuvent pas se limiter à l'échelle d'un pays et doivent viser la réalisation des objectifs mondiaux de zéro émission nette de gaz à effet de serre.

Les enjeux en Afrique sont considérables, car c'est le continent qui contribuera le plus à la croissance démographique au cours des prochaines décennies, et les besoins de financement pour réduire les émissions responsables du réchauffement climatique seront d'autant plus importants. Dans le même temps, l'agriculture dans la région sera de plus en plus exposée à des pertes de productivité liées au climat. Des millions de familles au Mali, au Niger et au Sénégal connaissent déjà les affres de la désertification, qui devrait s'aggraver si aucune action n'est entreprise pour lutter contre le changement climatique. Par ailleurs, les grandes villes côtières d'Afrique, comme Lagos, la métropole africaine la plus peuplée, ne disposent d'aucun moyen de défense efficace contre l'élévation du niveau de la mer.

Au vu de la taille de leur économie, les pays africains portent un fardeau disproportionné pour éviter les pires conséquences du changement climatique. Par exemple, alors que la Chine doit augmenter ses dépenses annuelles d'atténuation du changement climatique de 2% de son PIB jusqu'en 2030, le Cameroun doit accroître les siennes de 9%, selon les rapports nationaux 2023 de la Banque mondiale sur le climat et le développement. Les cinq pays du Sahel ouest-africain, à savoir le Burkina Faso, le Mali, la Mauritanie, le Niger et le Tchad, qui comptent parmi les plus pauvres du monde, doivent quant à eux augmenter leurs dépenses d'environ 8% du PIB en moyenne.

Le financement nécessaire de l'action climatique sur le continent vient s'ajouter aux besoins existants en matière de développement, ainsi qu'aux ressources financières requises pour se relever de la crise de la COVID-19. L'insuffisance ou l'absence de services publics dans les domaines de la santé, des transports et de l'éducation dans nombre de pays africains freinent la croissance économique, certains pays s'étant endettés pour combler le manque de fonds pour le développement.

Recourir à des emprunts supplémentaires pour financer l'atténuation du changement climatique n'est pas une bonne idée, et ce, pour au moins trois raisons.

Premièrement, les pays pauvres ont une capacité d'emprunt limitée. Ils doivent soit payer des taux supérieurs à ceux du marché pour emprunter sur les marchés internationaux de la dette (Olabisi et Stein, 2015), soit accepter de lourdes conditions de la part des organismes multilatéraux et des institutions de prêt pour le développement. Face à l'augmentation de la dette, le ratio du service de la dette par rapport aux recettes est source d'inquiétude pour de nombreux États. Parmi les principales économies du continent, la dette de l'Afrique du Sud représentait près de 70% du PIB en 2021 et celle du Nigéria, environ 40%. La pression exercée sur les dépenses et l'incapacité des autorités à y faire face sont à l'origine d'une crise qui n'est pas entièrement imputable aux pays concernés.

Deuxièmement, les besoins d'investissement dépassent les capacités des institutions multilatérales de prêt et de développement. Au niveau mondial, le besoin d'investissement pour contrer les effets les plus néfastes du changement climatique dépasse les 1 300 milliards de dollars par an pour la prochaine décennie. Ce montant ne permettra pas de résoudre tous les problèmes liés au climat, mais seulement d'éviter les répercussions les plus graves. Selon les estimations de la Banque africaine de développement, l'Afrique devra déboursier 3 000 milliards de dollars d'ici 2030. Pour remettre les choses en perspective, le PIB de l'ensemble de l'Afrique subsaharienne s'élevait à 2 000 milliards de dollars en 2022. Même en ajoutant toute la capacité de prêt de 1 000 milliards de dollars du FMI au portefeuille de prêts de 400 milliards de dollars de la Banque mondiale, il est évident que les institutions financières internationales n'ont pas la capacité de prêt nécessaire pour lutter contre le changement climatique à la vitesse et à l'échelle requises. Le volume de financement indispensable serait presque atteint si l'on y ajoutait la capacité de prêt des banques régionales de développement. Mais dans ce cas, les banques se limiteraient essentiellement à financer la transition verte et une adaptation impérative au changement climatique au cours des prochaines décennies.

Troisièmement, la dette publique n'est peut-être pas le mécanisme de financement le plus efficace pour certaines des initiatives les plus prometteuses en matière climatique. L'endettement ne permet pas toujours de déployer des technologies relativement récentes à grande échelle, souvent dans un contexte où ces technologies n'ont pas été mises à l'essai. Certaines des principales méthodes d'atténuation du changement climatique ou d'adaptation à ses effets, telles que l'irrigation des terres agricoles à l'aide de l'énergie solaire ou éolienne, ou la rénovation des habitations et des sites industriels, n'entrent pas dans le

Une voiture recouverte de sable à Boumdeid, un village proche de Kiffa, en Mauritanie.

Le parc
solaire
de Benban,
en Égypte.



cadre des projets publics généralement financés par l'emprunt. Une bonne partie des fonds nécessaires à la lutte contre le changement climatique est destinée à prévenir de graves pertes humaines et économiques. Le financement de l'action climatique a également pour objectif de renforcer la capacité d'adaptation des économies locales. En principe, améliorer la capacité d'adaptation ou éviter les pertes de biens ne semble pas être un projet susceptible d'être financé et de produire un flux de trésorerie régulier.

Un financement qui participe à la lutte contre le changement climatique

Compléter la dette par d'autres modalités de financement qui répondent au défi du changement climatique est une nouvelle idée.

L'Afrique est bien placée pour créer de nouvelles opportunités à partir de cette crise. Les besoins en énergie coïncident avec l'abondant potentiel en énergies renouvelables du continent. Le potentiel solaire de la région surpasse largement ses ressources en combustibles fossiles. Si les pays à revenu élevé sont en quête de marchés, l'Afrique devrait compter 2 milliards de consommateurs de nourriture, d'énergie et d'eau d'ici 2050. Si ce sont la main-d'œuvre et les idées nouvelles qui sont recherchées, la jeune population africaine aspire à des opportunités de travail.

La communauté mondiale peut choisir de sauter les étapes des multiples crises imminentes de financement de l'action climatique et du développement en créant les conditions nécessaires à une transition rapide vers une énergie durable et une consommation responsable des ressources naturelles en Afrique, tant que celle-ci ne compte que 1,2 milliard d'habitants.

Pour relever un tel défi, il est nécessaire d'adopter de nouvelles approches en matière de financement. Les dépenses liées à la lutte contre le changement climatique sont inévitables, compte tenu des graves pertes humaines et économiques associées aux émissions de gaz à effet de serre non maîtrisées. Beaucoup de pays africains ne disposent d'aucune marge de manœuvre budgétaire pour procéder à des ajustements structurels.

Mobiliser les marchés privés

Le secteur privé dispose de suffisamment de ressources pour financer les 1 300 milliards de dollars annuels nécessaires à l'adaptation au changement climatique. Prenons tout d'abord quelques chiffres approximatifs : les 500 plus grandes entreprises mondiales ont réalisé plus de 2 900 milliards de dollars de bénéfices au cours de l'exercice clos en mars 2023, pour un chiffre d'affaires d'environ 41 000 milliards de dollars. Rien qu'aux États-Unis, l'investissement intérieur privé brut s'élevait

à environ 5 000 milliards de dollars au troisième trimestre 2023. Si les entreprises qui réalisent ces investissements convergeaient toutes vers l'action climatique, le secteur privé américain à lui seul pourrait, en principe, financer 15 fois la transition vers les énergies renouvelables au niveau mondial.

Si la plupart des entreprises considéreraient la transition vers les énergies renouvelables comme leur principale opportunité commerciale et bénéficieraient d'incitations à investir, sans barrières nationales, l'action climatique connaîtrait un élan salutaire. Cette démarche pourrait venir compléter d'autres mesures visant la mise en place d'un mécanisme mondial de tarification du carbone si ces dispositifs comportaient de solides engagements à partager les recettes en faveur des pays en développement.

La grande question est la suivante : comment les États et les institutions internationales peuvent-ils inciter les entreprises à protéger les biens communs mondiaux en investissant dans les pays à faible revenu, qui sont ceux qui ont le plus grand besoin de financement pour lutter contre le changement climatique ?

D'une manière générale, les pouvoirs publics peuvent faire pression sur les entreprises pour qu'elles investissent dans une transition écologique en combinant plusieurs approches : réglementation, taxes assorties d'investissements publics

directs, ou plafonnement et échange de droits d'émission. Par exemple, les exigences relatives aux véhicules à énergie nouvelle en Chine et aux véhicules à zéro émission en Californie ont conduit les entreprises à investir massivement dans de nouveaux systèmes de production. Les mesures réglementaires semblent efficaces, mais il faut aller plus loin. Si le mécanisme mondial de tarification du carbone est un exemple de taxe, un système mondial de plafonnement et d'échange peut être défini pour fixer des limites à la production économique basée sur les combustibles fossiles, assorties de points échangeables pour la production basée sur les énergies renouvelables, entre autres options. La pertinence et l'efficacité de chaque approche dépendront respectivement du type d'investissement nécessaire et de l'économie politique en vigueur. Quelle que soit l'approche adoptée par chaque pays, une action climatique efficace gagnerait toutefois à s'appuyer sur les ressources financières du secteur privé lorsque le financement public est limité.

Les incitations publiques à l'investissement privé semblent particulièrement intéressantes pour relever certains des défis qui appellent une action rapide dans les pays à faible revenu, et en particulier dans les pays africains dont la marge de manœuvre budgétaire est étroite. Cependant, les programmes publics d'incitation actuels visent généralement à stimuler les dépenses en faveur de la réalisation d'objectifs climatiques qui lui sont propres. Ce décalage réside dans le fait que l'action climatique devrait reposer sur une optimisation à l'échelle mondiale.

On peut parler de défaillance lorsque des pays d'Europe du Nord, tels que l'Allemagne et le Royaume-Uni, déboursent des milliards pour financer l'installation sur place de panneaux solaires qui pourraient produire 40% d'énergie en plus dans un pays tropical comme la Côte d'Ivoire ou le Ghana. Investir des milliards dans de nouveaux parcs éoliens en Californie, qui produisent moins d'énergie par dollar qu'un investissement comparable au Kenya, relève de la même erreur. Si l'immense potentiel d'énergie renouvelable des régions proches de l'équateur peut être intégré dans les chaînes de valeur mondiales par le biais du commerce — ce

qui se traduira par des gains sur le plan climatique, ainsi que par des bénéfices qui reviendront aux sources allemandes, britanniques ou californiennes des investissements —, il s'agira peut-être de la victoire politique du siècle.

Une solution gagnant-gagnant

L'accélération de la transition vers les énergies renouvelables dans les pays africains s'impose pour le bien de la planète. Si elle est menée correctement, tout le monde peut y trouver son compte. Les économies locales y gagneront, car l'investissement stimulera le développement local. L'économie mondiale sera aussi bénéficiaire grâce à des profits durables et aux pertes climatiques évitées. Si ce scénario gagnant-gagnant est freiné sur le plan politique, c'est parce que l'accord mondial sur l'action climatique n'a pas assez de mordant et que les rétributions des acteurs privés qui investissent dans l'action climatique sont limitées par les frontières nationales.

Le schéma actuel des investissements énergétiques en Afrique met en évidence à la fois la possibilité de faire mieux et l'échec d'un système dépourvu d'incitations coordonnées (Olabisi, Richardson et Adelaja, 2022). Le financement public et privé de l'énergie par les pays du Groupe des Vingt et les banques multilatérales de développement en faveur des pays africains s'est élevé en moyenne à environ 35 milliards de dollars par an entre 2012 et 2021. Le secteur privé a fourni un peu plus de 40% de ce financement. La majeure partie des fonds (83,5 milliards de dollars) a été consacrée à des projets de gaz et de gaz naturel liquéfié (Moses, 2023). Les dépenses affectées à d'autres sources d'énergie, y compris les options renouvelables, telles que le solaire, l'hydroélectricité et l'éolien, sont nettement moins élevées. Les entreprises sont disposées à investir pour répondre à la demande d'énergie en Afrique, ce qui signifie que le fardeau de l'investissement ne sera pas uniquement porté par le secteur public, mais leurs initiatives sont motivées par les gains à court terme, tels que ceux obtenus grâce aux combustibles fossiles. Imaginez l'impact d'un fonds mondial pour le climat qui financerait les incitations marginales

permettant au secteur privé d'obtenir des rendements pour l'énergie solaire et éolienne en Afrique qui seraient supérieurs à ceux des projets gaziers.

Il faudra bien qu'un jour, les responsables politiques et le secteur privé s'accordent sur le fait que la meilleure façon de tirer profit de l'entreprise privée doit être écologiquement durable, ou mieux encore, que l'approche à adopter devrait être d'assainir la planète afin d'améliorer la qualité de vie des générations futures. Moyennant un encadrement politique approprié, le secteur privé et les marchés d'actions associés peuvent orienter leurs ressources vers le financement d'une transition verte, et ce, plus rapidement que les États ne peuvent emprunter dans le cadre d'une approche purement publique visant à préserver les biens communs de la planète.

Il existe aujourd'hui des entreprises privées d'envergure internationale dans le secteur des énergies renouvelables, ce qui n'était pas ou guère le cas il y a 30 ans. De plus en plus d'entreprises pesant des milliards de dollars dans ce secteur ont la possibilité de se développer davantage si les pouvoirs publics prennent les bonnes dispositions. La rapidité nécessaire pour mener une action climatique efficace, en particulier dans de nombreux pays africains, exige des initiatives du secteur privé, ainsi qu'une gouvernance mondiale avisée. Pouvons-nous imaginer un avenir où la majorité des entreprises poursuivront un objectif de durabilité écologique à l'échelle mondiale parce que leur durabilité économique en dépend ? **F&D**

MICHAEL OLABISI est professeur assistant à l'Université d'État du Michigan.

BIBLIOGRAPHIE :

Moses, Oyintarelado. 2023. "Who Finances Energy Projects in Africa?" Carnegie Endowment for International Peace paper, Washington, DC.

Olabisi, Michael, Robert Richardson, and Adesoji Adelaja. 2022. "The Next Global Crisis: Africa's Renewable Energy Financing Gap." *Climate and Development* 15 (6): 501-08.

Olabisi, Michael, and Howard Stein. 2015. "Sovereign Bond Issues: Do African Countries Pay More to Borrow?" *Journal of African Trade* 2 (1). <https://jat.afreximbank.com/journal/vol2/iss1/4>.

Limiter les paniques bancaires

Signe Krogstrup, Thomas Sangill
et Mette von Sicard

L'IA, LES RÉSEAUX SOCIAUX ET LA BANQUE MOBILE POURRAIENT PROVOQUER DE NOUVELLES RUÉES SUR LES GUICHETS BANCAIRES ; LES MÉCANISMES DE SAUVEGARDE D'HIER NE SUFFIRONT PEUT-ÊTRE PLUS DEMAIN

Au printemps 2023, un retrait soudain de dépôts bancaires, accéléré par les technologies numériques, a contribué à la faillite de trois banques aux États-Unis (Silicon Valley Bank, Signature Bank et First Republic Bank) ainsi que du Credit Suisse en Suisse. Même si la perte de confiance des clients dans la santé financière de ces établissements procédait d'une série de facteurs complexes, la propagation de rumeurs dans les médias sociaux et la possibilité de retirer ses dépôts d'un simple clic grâce aux applications mobiles ont contribué à la rapidité inédite avec laquelle les clients ont récupéré leur argent. Lors de précédents épisodes de retraits massifs, comme pendant la crise financière mondiale, personne n'avait encore entendu parler des réseaux sociaux et des applications bancaires mobiles, ou ils existaient à peine.

Toutes les banques sont différentes, et les raisons pour lesquelles les clients peuvent tout à coup douter de leur viabilité varient. Comme le montrent toutefois les événements de 2023, le risque de voir les guichets pris soudainement d'assaut est sans doute souvent lié aussi au déplacement des frontières numériques dans le domaine bancaire.

On parle de ruée sur les guichets quand de nombreux clients retirent simultanément leurs dépôts parce qu'ils s'interrogent sur la santé financière de leur établissement. Bien que certains dépôts soient souvent couverts par des programmes de garantie nationaux, il arrive que les dépôts non assurés soient retirés quand la santé de la banque

La Silicon Valley Bank à Santa Clara, en Californie, le 13 mars 2023.



liées aux technologies



concernée pose question. Même quand la banque est fondamentalement saine, des problèmes simplement suspectés peuvent s'autoréaliser si l'établissement n'a pas suffisamment de liquidités pour faire face aux retraits de ses clients.

Dans le pire des cas, une banque qui aurait survécu dans d'autres circonstances peut s'effondrer si les craintes déclenchent une panique. Les effets d'un tel phénomène vont parfois au-delà de son coût pour les actionnaires et autres créanciers, et peuvent devenir une menace pour la stabilité financière. Les mouvements de panique peuvent être contagieux et avoir des conséquences néfastes sur la croissance économique réelle. C'est pour cette raison que les autorités financières et de réglementation ont créé un cadre de gouvernance visant à maîtriser ce risque.

Ruée sur les dépôts

En général, une banque se finance principalement avec les dépôts de sa clientèle (entreprises et ménages). Elle en conserve une partie pour faire face aux éventuels retraits. Le reste est utilisé pour produire le revenu bancaire. La banque propose ainsi des prêts aux particuliers ou aux entreprises à la recherche de financements.

Ce modèle d'affaires fonctionne à condition que les déposants ne retirent pas tous leurs fonds en même temps. Le cas échéant, la banque est dans l'impossibilité de tous les rembourser, puisque les dépôts servent au même moment à des prêts de longue durée pour d'autres clients.

En temps normal, le financement des activités de prêt bancaire par les dépôts est plutôt stable. Les déposants conservent habituellement un certain solde sur leur compte pour régler par exemple leurs dépenses de logement et leurs courses. À terme, en général, les fluctuations des comptes détenus par les nombreux clients d'un établissement se compensent mutuellement.

Mais s'il naît des rumeurs de risque de faillite, un retrait massif des dépôts n'est pas exclu. Quand le phénomène est lent, la banque a le temps de se financer ailleurs ou de vendre des actifs pour obtenir des fonds. Des retraits rapides, au contraire, peuvent mettre une banque à terre avant qu'elle n'ait réussi à trouver une solution.

Le rythme potentiel des retraits est donc crucial. Plus les frontières numériques sont repoussées, plus la vitesse de retrait des dépôts de clients risque d'augmenter. Si les banques ne revoient pas en conséquence leur gestion de ce type de risque, c'est la stabilité financière qui pourrait être menacée.

Transferts interbancaires rapides

L'un des facteurs qui peuvent accélérer les retraits est la facilité et la rapidité accrues des transferts

interbancaires. Historiquement, les transferts de dépôts entre banques étaient assez limités, notamment parce que la plupart des clients ne détiennent le plus souvent des comptes que dans un seul établissement. En effet, se renseigner sur les modalités et les conditions proposées ailleurs et ouvrir un compte dans une nouvelle banque prend du temps. Et changer de banque peut aussi coûter cher.

Les nouvelles technologies sont susceptibles de supprimer certains obstacles. Avec les services de banque en ligne et de banque mobile, par exemple, il est plus facile d'effectuer des transferts interbancaires à n'importe quelle heure du jour et de la nuit, sept jours sur sept. Améliorer l'accès à des systèmes de paiement instantané peu coûteux réduit le temps qu'il faut à un client pour transférer de l'argent entre deux banques. Il est probable aussi que les relations personnelles nouées avec les personnels bancaires et la fidélité commerciale qui va avec jouent un moindre rôle quand les échanges sont de plus en plus virtuels.

L'intelligence artificielle (IA) pourrait aussi accélérer les retraits et les transferts. Aujourd'hui, les outils à base d'IA peuvent analyser en un rien de temps une quantité quasi illimitée de données, y compris les conditions générales des banques et les flux de nouvelles diffusés par les médias sociaux ou plus traditionnels comme les journaux. À partir de cette analyse, les outils à base d'IA peuvent aider les clients à réaffecter automatiquement et instantanément leurs dépôts dans des banques différentes selon des critères définis par ces mêmes clients (rémunération des dépôts, sécurité que la banque semble offrir, diversification des établissements, etc.).

Les obligations réglementaires, comme celle de vérifier l'identité des clients (obligation de connaissance de la clientèle), n'empêchent pas forcément les outils reposant sur l'IA d'ouvrir des comptes au titre d'un client. Quand un client a téléchargé les documents nécessaires et donné mandat à un outil à base d'IA, ce dernier est en mesure de dialoguer avec plusieurs banques et de confirmer l'identité du client.

Bien que l'avenir de l'IA et les futures innovations technologiques dans le domaine bancaire soient incertains, on peut imaginer que la fréquence des paniques bancaires pourrait considérablement augmenter.

Combattre les technologies par les technologies

Même si les nouvelles technologies peuvent accroître le risque de ruée sur les guichets, les banques peuvent aussi s'en servir pour l'atténuer : on peut par exemple concevoir des outils s'appuyant sur l'IA pour mieux gérer la liquidité et surveiller les tendances en matière de retraits, ce qui contribuerait sans doute à réduire le risque de paniques bancaires.

Les autres instruments utilisables à cet effet consistent notamment en des financements adaptés — avec par exemple une pondération accrue d'actions ou d'actifs plus liquides dans les bilans bancaires — permettant de lever rapidement des fonds pour rembourser les déposants. Les banques peuvent elles-mêmes vouloir recourir davantage aux prises de participation ou détenir des actifs plus liquides, ou peuvent aussi se le voir demander par des autorités inquiètes d'un risque financier systémique. Les pouvoirs publics peuvent également étendre la couverture des dépôts et l'accès aux facilités de banque centrale en cas de crise. En outre, des régimes de redressement et de résolution appropriés peuvent aider à restaurer la confiance dans le système financier après une faillite pour éviter un vent de panique bancaire.

Cependant, disposer d'une panoplie d'outils n'est pas la panacée. Chaque outil peut avoir des effets indésirables, qui devraient être mis en regard de leur capacité à réduire les risques. Prenons l'obligation qui pourrait être faite aux banques de placer plus de dépôts dans des actifs immédiatement liquides sans frais, par exemple des obligations d'État de premier ordre. En cas de panique, la banque peut vendre les obligations rapidement et rembourser ses déposants. À l'extrême, tous les dépôts pourraient être placés dans des actifs fortement liquides, ce qui supprimerait effectivement les mouvements de panique. Mais cela signifierait aussi que les prêts bancaires aux ménages et aux entreprises devraient être financés autrement, notamment sur fonds propres ou par des emprunts bancaires à long terme, ce qui risquerait de réduire l'offre de crédit à l'économie réelle, de manière temporaire ou permanente. Il y aurait sans doute aussi des incidences sur les bilans des banques centrales et des États, ainsi que sur les cours des actifs, du fait d'une demande accrue d'actifs liquides sûrs.

Développer les programmes d'assurance des dépôts réduirait aussi les risques. Cependant, en fonction du mode de financement de ces programmes, un degré de couverture élevé serait synonyme de coûts inacceptables pour le contribuable en cas de faillites bancaires : dans bien des cas, il serait difficile de mettre en place des fonds d'assurance prépayés suffisamment importants. De plus, une telle couverture brouillerait les dispositifs incitant les banques à la prudence (créant un aléa moral). Des effets similaires sont à attendre si l'accès des banques aux prêts d'urgence des banques centrales est élargi. Il y aurait alors un risque de pertes financières pour les banques centrales, de comportement risqué de la part des banques ou de perturbations du marché des prêts interbancaires.

Avant de recourir à de tels instruments, il faudrait toujours mettre en balance leurs effets négatifs

potentiels et l'intérêt sociétal d'une réduction des risques, sachant que le risque zéro n'existe pas. De notre point de vue, compte tenu des derniers progrès technologiques, le point d'équilibre pourrait bien se déplacer.

Monnaie numérique de banque centrale

La substitution accrue des paiements électroniques aux espèces a conduit de plus en plus de banques centrales à envisager l'introduction d'une monnaie numérique de banque centrale (MNBC). Une MNBC permettrait aux ménages et aux entreprises de convertir leurs dépôts auprès de banques commerciales en dépôts sur un compte MNBC, c'est-à-dire auprès de la banque centrale.

La plupart du temps, les dépôts auprès de la banque centrale seraient considérés comme très sûrs. Selon la manière dont on les concevra, les MNBC pourraient modifier la dynamique des paniques bancaires, en transformant les ruées entre les différentes banques commerciales en report massif vers le bilan de la banque centrale. En l'absence de toute restriction, les clients d'une banque commerciale perçue comme risquée pourraient décider de transférer tout leur argent à la banque centrale. L'ennui est que ce scénario pourrait lui-même accroître le risque, voire aggraver les paniques bancaires. C'est notamment pour cette raison que certaines banques centrales qui étudient l'option des MNBC envisagent de limiter les sommes qu'un ménage ou une entreprise pourrait déposer sur son compte MNBC.

Néanmoins, si les futures technologies bancaires accélèrent substantiellement la vitesse des éventuels retraits de dépôts, le rythme de propagation des paniques bancaires pourrait être le même, y compris avec des comptes MNBC non plafonnés.

Nous disposons effectivement d'outils pour gérer le risque de ruée sur les guichets, mais il est essentiel de comprendre qu'il n'y a pas de solution miracle.

Chaque outil présente ses propres avantages et inconvénients. Cependant, comme les percées technologiques et leur adoption par les marchés financiers sont imprévisibles, il faut suivre de près les évolutions et réfléchir aux meilleurs moyens de perfectionner nos outils. Ce qui garantirait la sécurité du système financier hier pourrait ne pas être suffisant demain. **F&D**

SIGNE KROGSTRUP siège au Conseil des gouverneurs de la Banque centrale du Danemark, où **THOMAS SANGILL** et **METTE VON SICARD** sont respectivement directeur du service relations et économie internationales, et conseiller principal chargé de la supervision des questions concernant l'Union européenne et la Banque des règlements internationaux.

Une image incomplète

Suresh Naidu

LE MODÈLE ÉCONOMIQUE CONVENTIONNEL DE FIXATION DES SALAIRES NE CORRESPOND PAS À LA RÉALITÉ

Dans le modèle standard du marché du travail, tel qu'il est enseigné dans le monde entier dans un cours d'introduction à l'économie, la relation entre employeurs et employés n'a rien de particulier. Le modèle se contente de modifier le diagramme canonique de l'offre et de la demande, et convertit, comme par magie, les prix planchers en salaires minimums et les syndicats en monopoles. Selon ce modèle, le marché du travail, à l'instar de celui des réfrigérateurs ou des carottes, est régi par les mêmes forces de l'offre et de la demande. Dans la mesure où les institutions et les normes du marché du travail entravent ces forces, le modèle les considère tout simplement comme des obstacles à l'efficacité.

Cette vision d'un marché du travail parfaitement concurrentiel n'est pas entièrement erronée. Elle n'est cependant que partielle et concentre la réflexion économique sur la demande et l'offre, comme si elles étaient les seuls éléments qui comptaient pour la performance du marché de l'emploi. Elle suppose que la loi du prix unique, selon laquelle des biens identiques ont le même prix partout, s'applique aux travailleurs et à leurs salaires. Par conséquent, le modèle considère que l'offre de capital humain et la demande induite par la technologie sont les seuls leviers agissant sur les marchés du travail ; les entreprises, les normes et les institutions interventionnistes, telles que les syndicats et les gouvernements, ne jouent qu'un rôle limité. Dans le modèle de la concurrence parfaite, les initiatives visant à définir les termes des contrats volontaires entre les salariés et les entreprises (comme les négociations syndicales ou les salaires minimums) sont généralement considérées comme étant, au mieux, d'une importance secondaire

et, au pire, contreproductives. Comme le disait feu Milton Friedman : « Un employé est protégé contre la coercition de son patron parce qu'il y a d'autres employeurs pour lesquels il peut travailler. »

Cependant, les implications empiriques de cette théorie ne correspondent pas vraiment à la réalité. Par exemple, si l'on prend le cas hypothétique d'une entreprise qui réduit les salaires de 10 %, le modèle de concurrence parfaite prédit que tous les salariés finiront par démissionner et iront travailler chez des concurrents. Les entreprises n'ont donc aucune marge de manœuvre pour fixer les salaires, et le marché détermine la valeur d'un employé dans chaque entreprise.

Une dose de réalité

Or, toutes les estimations expérimentales et quasi expérimentales reposant sur des scénarios relativement peu réglementés semblent indiquer que ce n'est pas le cas. La proportion d'employés qui démissionnent en réaction à une baisse de salaire est beaucoup plus faible, de l'ordre de 20 à 30 %, voire moins dans les pays en développement, ce qui laisse penser que les employeurs disposent d'une grande marge de manœuvre pour fixer les salaires. Offrir des salaires plus élevés facilite le recrutement et la rétention des employés, mais le marché n'impose aucune obligation réelle aux entreprises en matière de salaires, et chaque employeur peut faire son propre choix. En d'autres termes, les entreprises exercent un pouvoir de monopsonne, l'équivalent sur le marché du travail du pouvoir de monopole du côté de la demande, qui confère aux vendeurs un certain contrôle sur les prix.

L'insatisfaction à l'égard de la représentation conventionnelle du marché du travail ne date pas

En 2014, devant le parlement allemand, on lit sur une pancarte d'un manifestant : « Pas de salaire en dessous de 8,50€/heure ».

THOMAS TRUTSCHHEL/PHOTOTHEK VIA GETTY IMAGES



d'hier. Les critiques les plus anciennes de ce modèle (qu'il ne permette pas de prévoir le chômage involontaire, par exemple) restent valables. De nouvelles critiques ont été émises concernant l'importance des entreprises, du pouvoir de marché et des normes culturelles.

Pour autant, le cadre conventionnel reste le modèle par défaut en matière de pédagogie et d'élaboration des politiques économiques, et ce, malgré les nombreuses théories et observations des années 80 qui l'ont remis en question. Avant CORE Econ (*Curriculum Open-access Resources in Economics*), un projet de manuel d'économie en libre accès auquel je participe, le modèle du marché du travail présenté dans les cours d'introduction à l'économie était une variante de la loi de l'offre et de la demande. Bien que d'autres forces économiques soient reconnues comme pouvant s'écarter du modèle de base, ce dernier n'a pas changé. Ainsi, un préjugé tenace dans le droit du travail américain veut que les entreprises comme les salariés puissent facilement et à peu de frais rompre un contrat de travail.

Des fissures dans l'édifice

Les critiques actuelles du modèle conventionnel du marché du travail découlent en grande partie des fissures empiriques de plus en plus marquées dans le paradigme économique :

- Même si le modèle de base postule que les employeurs n'ont pas une grande influence, dans la mesure où tous les employés effectuant le même type de travail sont censés percevoir le même salaire sur le marché, il est évident que le comportement des entreprises détermine en grande partie les salaires. Les économistes du travail du début du XX^e siècle avaient déjà réuni quelques éléments à ce sujet. Désormais, grâce à des données de haute qualité et appariées sur les employeurs et les employés, combinées à des quasi-expériences transparentes, la recherche a considérablement progressé.
- Il est largement établi que certains salaires propres à chaque entreprise reflètent en partie la productivité et la rentabilité des employeurs, ce qui va à l'encontre de la loi du prix unique.

- Il est difficile de voir quelle peut être l'incidence négative du salaire minimum sur l'emploi, alors que le modèle de concurrence parfaite prédit qu'une augmentation du salaire minimum rendrait superflus les travailleurs les moins productifs, sans aucun effet compensatoire sur la rotation des effectifs ou l'effort de travail.
- Des analyses rigoureuses tendent à montrer que la concentration du marché du travail est en corrélation négative avec les salaires et que les fusions de grands employeurs entraînent une baisse des salaires. Il a été démontré plus récemment que les syndicats et les salaires minimums atténuent l'effet négatif de la concentration sur les salaires.
- Plus précisément, les variations quasi expérimentales des salaires entre les employés, toutes choses égales par ailleurs, n'entraînent que des changements modérés en matière de démissions et d'embauches.

Tous ces éléments indiquent qu'un monopsonne généralisé règne sur le marché du travail, où les entreprises fixent les salaires pour plusieurs groupes de travailleurs, perdent ceux qui trouvent de meilleures options ailleurs, mais font des profits avec les autres.

Ce monopsonne n'est qu'un des maillons de la chaîne qui rend le marché du travail plus confus par rapport au modèle de l'offre et de la demande, mais il est fréquemment utilisé pour expliquer les aberrations du marché du travail. En effet, il est à la fois quantifiable de manière empirique, à partir de données facilement disponibles, et relativement proche, d'un point de vue conceptuel, de la zone de confort de l'enseignement élémentaire de l'économie. Le simple fait de relâcher l'hypothèse selon laquelle les entreprises prennent les salaires du marché pour acquis permet déjà d'avoir une image plus plausible du marché du travail.

Une recherche d'emploi difficile

Les grandes entreprises fixent les salaires pour une série d'emplois sans avoir à se faire concurrence, ce qui crée une bulle de comportement non concurrentiel sur le lieu de travail. La recherche d'emploi

est coûteuse, et bon nombre d'offres et d'emplois potentiellement appropriés ne sont diffusés que de manière informelle par le biais des réseaux sociaux. Il est avéré que les salariés disposent de relativement peu d'informations crédibles sur les emplois en dehors de leur entreprise (Jäger *et al.*, 2022).

Le monopsonne sur le marché du travail s'explique en grande partie par le fait qu'un emploi n'est pas uniquement une source de revenus et que la rémunération n'est pas le seul critère pris en compte. L'emploi permet notamment de vivre des expériences sociales, d'acquérir un statut et, parfois, de se forger une identité. Plusieurs aspects entrent en jeu : les relations avec collègues et supérieurs, les temps de trajet, la préférence et les aptitudes pour des tâches particulières, les horaires et la durée du travail. Les individus accordent de la valeur à un emploi qu'ils estiment valorisé par les autres. Les expériences subjectives au travail, telles que la quête de sens et l'objectif, le respect de la hiérarchie et le sentiment de dignité, sont importantes pour les employés.

L'appétence pour un même emploi et les connaissances sur les postes à pourvoir ailleurs varient d'un salarié à l'autre. Les employeurs disposent ainsi d'une certaine marge de manœuvre pour réduire les salaires, perdant certains employés qui préféreraient travailler ailleurs, mais conservant ceux pour qui leur emploi actuel est le meilleur qu'ils puissent espérer.

La politique antitrust s'est notamment intéressée au monopsonne sur les marchés du travail. Même si l'analyse antitrust habituelle porte principalement sur le bien-être des consommateurs, des études juridiques et économiques récentes soulignent le rôle du pouvoir de marché des employeurs. Des enquêtes sont menées actuellement par les autorités américaines en matière de concurrence, et les récentes directives sur les fusions horizontales (combinaisons d'entreprises dans le même secteur) proposent de vérifier si les fusions sont préjudiciables aux salariés. En outre, les autorités antitrust cherchent à restreindre les clauses de non-concurrence (qui limitent la capacité d'un employé à travailler pour un concurrent) et les accords de



À New York, en avril 2015, des pancartes sont disposées dans la rue en attente d'une manifestation en faveur de l'instauration d'un salaire minimum.

non-débauchage (qui prévoient qu'une entreprise s'engage à ne pas solliciter les employés d'une autre entreprise). Il s'agit dans les deux cas de restrictions horizontales (dans le même secteur d'activité) qui sont censées atténuer la concurrence sur le marché du travail.

Le pouvoir de fixation des salaires

Naidu et Posner (2022) affirment toutefois que la législation antitrust ne constitue qu'une partie de la solution au monopsonne. En effet, le pouvoir de monopsonne d'une entreprise est en grande partie intrinsèque au travail en tant que marchandise et ne découle pas de contraintes artificielles ou d'une concentration injustifiée.

L'offre de main-d'œuvre ne supprime en aucun cas les contraintes qui pèsent sur les décisions des entreprises en matière de fixation des salaires, et le monopsonne n'est qu'un élément de ce calcul. Ainsi, même si les employeurs disposent d'un pouvoir de marché, cela ne signifie pas qu'ils l'utilisent entièrement. Plusieurs contraintes s'y opposent : des contraintes internes, telles que la nécessité de mobiliser et de motiver les salariés, l'intérêt de la

direction à bâtir un empire plutôt qu'à simplement réduire au maximum les coûts, les normes d'équité et de réciprocité, ainsi que des contraintes externes, telles que la fixation des salaires selon un modèle (alignement sur les salaires des autres entreprises), les salaires minimums et les syndicats.

Si le monopsonne privilégie le seul fait d'amener les personnes sur le lieu de travail, des études plus anciennes sur les salaires d'efficience (fixés à un niveau supérieur au minimum pour retenir une main-d'œuvre attrayante) soulignent le comportement des individus une fois qu'ils sont au travail. Un monopsoniste qui souhaite également un effort de la part des salariés doit restreindre son pouvoir de fixation des salaires. Un grand nombre d'études en économie du personnel ont examiné la conception des emplois, des équipes et des mesures d'incitation au sein d'une entreprise, mais peu d'entre elles se sont penchées sur l'interaction entre ces aspects et la diversité des options extérieures qui s'offrent aux individus ayant une productivité identique — un scénario mis en évidence par l'analyse du monopsonne. Dube, Giuliano et Leonard (2019) constatent par exemple que la hausse des taux de démission observée en réponse à la discontinuité

de la politique salariale est motivée par une aversion aux variations injustes et arbitraires des salaires.

Il n'est même pas certain que les entreprises optimisent parfaitement leurs profits. Le modèle théorique porte à croire que les entreprises fixent les salaires de manière à maximiser les profits, mais si les dirigeants ne parviennent pas à l'optimisation, le monopsonne laisse une marge d'erreur aux entreprises. Dube, Manning et Naidu (2018) font état d'un regroupement généralisé de valeurs arrondies dans les données administratives, où le salaire horaire nominal le plus fréquent est de 10,00 dollars, et ce, sur une longue période. Ils montrent également que ce regroupement n'est pas dû au fait que les employés sont assez dupes pour penser que les valeurs arrondies sont artificiellement élevées, mais plutôt au fait que les employeurs ne fixent pas les salaires en vue d'une maximisation précise des profits. Cette conclusion rejoint les études récentes qui indiquent une uniformisation généralisée des salaires : des entreprises nationales fixent des salaires minimums à l'échelle du pays, indépendamment des conditions du marché du travail local, ou des multinationales appliquent les salaires minimums de leur pays d'origine dans leurs établissements du monde entier. Lorsque les employeurs disposent d'un pouvoir de marché, ils peuvent se dispenser d'efforts coûteux pour déterminer des salaires qui maximisent parfaitement leurs profits et se permettre de surpayer ou de sous-payer leurs employés, sans trop de pertes. Mais lorsque les dirigeants d'entreprise, par exemple ceux qui sont titulaires d'un MBA, se focalisent sur la maximisation du profit, les salaires sont plus bas et les taux de rotation, plus élevés (Acemoglu, He et Le Maire, 2022).

Lorsque les employeurs fixent les salaires, il ne fait aucun doute qu'un pouvoir s'exerce sur le marché du travail, soit par le monopsonne sur les salaires, soit par la menace du chômage. Un marché du travail fondé sur le principe du laisser-faire attribue implicitement aux employeurs le pouvoir de fixer les salaires. La réglementation publique du marché du travail a toujours été marquée par l'idée que, dans l'intérêt des salariés,

ce pouvoir devait être contrebalancé par d'autres éléments. Mais parfois, les tentatives de régulation des marchés du travail ont pour effet d'attribuer plus de pouvoir à un régulateur irresponsable ou à un syndicat potentiellement peu démocratique qu'aux salariés eux-mêmes. Même des réformes bien intentionnées mais mal ciblées risquent de créer une situation dans laquelle les chômeurs ont du mal à décrocher un emploi et courent le risque d'être exclus du marché du travail.

Un instrument peu efficace

Ainsi, si le salaire minimum est une mesure prise pour contrer le pouvoir de monopsonne, il est peu efficace et ne peut concerner que les salaires situés au bas de l'échelle. Lorsque les salaires minimums sont imposés ou relevés, le nombre d'emplois à faible productivité peut diminuer, mais le monopsonne sur le marché du travail suppose que les emplois à forte productivité se développeront, et l'incidence globale sur l'emploi sera, en théorie, indéterminée. Cependant, lorsque les normes du marché du travail sont établies à distance par un régulateur, sans tenir compte des intérêts des salariés concernés, elles risquent davantage d'être trop poussées ou trop limitées, de ne pas intégrer les avantages non salariaux spécifiques auxquels les salariés sont attachés et de ne pas être en mesure de lutter contre le monopsonne d'entreprises à plus forte productivité sur le même marché du travail. Il a été démontré récemment qu'aux États-Unis, les salaires minimums n'ont globalement pas été fixés à un niveau trop élevé.

Le mouvement syndical connaît un regain d'intérêt. Les négociations salariales collectives et sectorielles entre employeurs et syndicats démocratiques peuvent améliorer l'efficacité, l'équité et l'équilibre des pouvoirs sur le marché du travail. Les syndicats et les représentants des salariés disposent d'informations exclusives sur les contraintes auxquelles sont confrontés leurs entreprises et sur les avantages non salariaux appréciés par le personnel. Une représentation efficace des employés, si elle bénéficie du pouvoir de négociation d'une fédération syndicale plus importante ou d'un mandat du gouvernement, peut contrebalancer le

pouvoir des employeurs, en fonction des conditions locales du marché et du lieu de travail. Selon des études récentes, il apparaît qu'une représentation accrue des salariés a peu de conséquences négatives notables, du moins en Europe. À la grande frustration de nombreux dirigeants d'entreprise peut-être, la représentation des salariés impose également des structures de gouvernance sur le lieu de travail, telles que la réglementation des services de garde d'enfants, des congés parentaux, du travail à distance, des horaires, des promotions, ainsi que des conditions de santé et de sécurité. C'est toutefois un résultat de la syndicalisation des marchés du travail, qui modifie la répartition du pouvoir entre les employeurs et les salariés. La tournure que prendront les choses dépendra du caractère inclusif et de la responsabilité de la gouvernance syndicale. Cependant, une plus grande représentation des travailleurs favorise un environnement de travail plus démocratique et plus efficace par rapport à la solution du laisser-faire, où l'employeur est le maître du jeu. **F&D**

SURESH NAIDU est titulaire de la chaire d'économie Jack Wang et Echo Ren et professeur d'affaires internationales et publiques à l'Université Columbia.

BIBLIOGRAPHIE :

- Acemoglu, Daron, Alex He, and Daniel Le Maire. 2022. "Eclipse of Rent-Sharing: The Effects of Managers' Business Education on Wages and the Labor Share in the US and Denmark." NBER Working Paper 29874, National Bureau of Economic Research, Cambridge, MA.
- Dube, Arindrajit, Laura Giuliano, and Jonathan Leonard. 2019. "Fairness and Frictions: The Impact of Unequal Raises on Quit Behavior." *American Economic Review* 109 (2): 620-63.
- Dube, Arindrajit, Alan Manning, and Suresh Naidu. 2018. "Monopsony and Employer Mis-optimization Explain Why Wages Bunch at Round Numbers." NBER Working Paper 24991, National Bureau of Economic Research, Cambridge, MA.
- Jäger, Simon, Christopher Roth, Nina Roussille, and Benjamin Schofer. 2022. "Worker Beliefs about Outside Options." NBER Working Paper 29623, National Bureau of Economic Research, Cambridge, MA.
- Naidu, Suresh, and Eric A. Posner. 2022. "Labor Monopsony and the Limits of the Law." *Journal of Human Resources* 57 (S): S284-S323.

IMF ECONOMIC REVIEW

LA REVUE OFFICIELLE D'ÉTUDES ÉCONOMIQUES DU FMI



Publiée par Palgrave Macmillan pour le compte du **FMI**

Des études de qualité, validées par les pairs,
qui inspirent les universitaires
et les décideurs du monde entier



PUBLICATIONS

L'économie mondiale à portée de main



EMILY ELCONIN

Paroles d'économistes

Betsey Stevenson, économiste championne de l'intelligibilité

Bob Simison brosse le portrait de **Betsey Stevenson**, économiste à l'Université du Michigan et figure du mouvement visant à repenser l'économie

« **LES GENS ONT LE SENTIMENT QUE L'ÉCONOMIE** est manipulée à leur détriment », affirme l'économiste Betsey Stevenson.

« Nous devons inventer une économie perçue comme plus équitable », ajoute-t-elle. « C'est le défi de notre époque, qui est au cœur de nos batailles politiques et cristallise tant de colère. »

M^{me} Stevenson est une des économistes qui recherchent une solution. Mais son approche diffère des analyses traditionnelles, car elle intègre à la fois les indicateurs économiques et les perceptions du public. C'est notamment ainsi que cette économiste du travail, âgée de 53 ans, contribue à repenser l'économie et les sciences économiques.

Après son doctorat à Harvard en 2001, M^{me} Stevenson a publié des recherches novatrices sur l'importance, pour les femmes actives, du « titre IX » interdisant la discrimination fondée sur le sexe dans les programmes éducatifs financés par le gouvernement fédéral des États-Unis. Elle a également écrit des articles qui ont fait date sur les effets de la libéralisation du droit du divorce sur l'économie de la structure familiale et sur le lien entre revenu et bonheur.

Elle a joué un rôle notable au sein du gouvernement Obama et s'est imposée en tant que conseillère économique de premier plan auprès de législateurs. Elle a ainsi fait partie de l'équipe de transition Biden-Harris et témoigne régulièrement lors d'auditions au Congrès. Elle s'emploie aujourd'hui à relancer le débat national sur l'adoption d'une politique de congé de base universel, une

question qui l'occupe depuis l'époque où elle siégeait au Conseil des conseillers économiques (CEA) du président Barack Obama.

M^{me} Stevenson et son compagnon Justin Wolfers, lui aussi économiste formé à Harvard et collaborateur de l'Université du Michigan, ont publié un manuel d'économie novateur, influent et de plus en plus largement utilisé dans les universités. Ce manuel utilise des exemples concrets afin de rendre l'économie intelligible pour un éventail plus large d'étudiants. En 2020-21, ils ont produit le podcast « Think Like an Economist », qui aborde en plus de 50 épisodes des concepts économiques en des termes simples.

Une approche différente

« Betsey pense d'une manière différente de celle des autres économistes », déclare M. Wolfers. « Son don, c'est d'être économiste tout en restant authentique. Alors que notre profession n'est pas douée en communication, elle entre en contact avec les gens, entend, comprend et exprime leurs préoccupations. »

Il y a quelques mois, la Fondation Obama a chargé M^{me} Stevenson de diriger un groupe de conseillers externes à formuler des recommandations économiques pour une allocution de M. Obama au Forum de la démocratie, organisé à Chicago par la fondation.

« C'est la personne-ressource à laquelle nous avons pensé en premier, pour ce qui est de rendre les politiques

économiques plus équitables », note Valerie Jarrett, dirigeante de la fondation et ex-conseillère principale du président Obama.

« Le sentiment très partagé selon lequel l'économie mondiale est manipulée » est une « cause majeure de perte de confiance dans la démocratie », a déclaré l'ex-Président dans son allocution. En vue de « bâtir un ordre économique plus inclusif, plus durable, plus juste », il a préconisé un renforcement du droit du travail, un élargissement de la protection sociale, une taxation mondiale juste des riches et des entreprises, et une coopération internationale accrue en matière de commerce équitable.

« Le travail de Betsey et de ses collègues a aidé le président Obama à formuler les recommandations présentées dans ce discours », indique M^{me} Jarrett. « Elle a cette capacité à décortiquer des concepts et des politiques économiques complexes pour en expliquer les retombées sur les gens, par exemple combien d'argent l'égalité salariale, les congés payés et les jours de maladie payés représenteraient pour les gens. »

M^{me} Jarrett fait également l'éloge de la créativité et de l'imperturbabilité de M^{me} Stevenson.

« Chaque fois que j'entrais dans une pièce de la Maison Blanche et y voyais Betsey », confie-t-elle, « je me sentais mieux. Elle avait toujours de nouvelles idées et je savais qu'elle persévérerait jusqu'à ce que nous trouvions des mesures économiques justes et équitables. »

M^{me} Stevenson déclare qu'elle a toujours appréhendé le monde à travers le prisme de l'économie, évaluant les choix en termes de coûts et d'avantages, et qu'elle a toujours porté un vif intérêt aux individus et aux motivations de leur comportement.

« L'économie est une approche ordonnée et systématique qui permet de comprendre pourquoi le monde est tel qu'il est et pourquoi les gens font les choix qui sont les leurs », explique-t-elle.

Fille d'un pilote de l'armée de l'air et d'une administratrice des beaux-arts, elle a grandi dans une demi-douzaine d'États. Après des études secondaires en Virginie, elle a obtenu un diplôme de premier cycle universitaire en économie et en

mathématiques au Wellesley College, dans le Massachusetts, l'État où est née sa mère.

À Harvard, son comité de doctorat comprenait, Claudia Goldin, qui obtiendrait un prix Nobel en 2023, et le mari de cette dernière, Lawrence F. Katz, influent rédacteur en chef du *Quarterly Journal of Economics*. Le prix Nobel a récompensé M^{me} Goldin pour ses travaux qui ont permis de mieux comprendre le rôle des femmes dans l'économie américaine.

Le titre IX

M^{me} Goldin cite une série de travaux de M^{me} Stevenson sur l'impact du titre IX, à commencer par sa thèse. Volet de la législation fédérale sur les droits civils adoptée en 1972, le titre IX interdit la discrimination fondée sur le sexe dans les programmes et activités éducatifs. M^{me} Stevenson avait observé que la possibilité pour les filles de pratiquer du sport au lycée avait accru sensiblement le taux d'inscription des femmes à l'université, leur intégration sur le marché du travail et leur accès à des postes d'encadrement.

« Betsey a été la première à mettre en évidence l'impact considérable du titre IX », note M^{me} Goldin. « Elle a démontré des retombées qui dépassaient largement le cadre de la salle de classe. »

M^{me} Stevenson explique que ses recherches sont parties d'une énigme économique.

« À l'échelle internationale, les Américains affichaient les meilleurs retours sur investissement en matière d'éducation, malgré les notes d'examen les plus basses », dit-elle. « Alors, qu'est-ce que les enfants apprenaient qui s'avérait payant ? Le sport inculque des aptitudes capitales : le courage, le travail acharné et le respect des règles. Ces facteurs ont été déterminants pour changer la vie des femmes. » (M^{me} Stevenson admet qu'elle-même n'a pas fait de sport au lycée.)

Dès le deuxième cycle universitaire, M^{me} Stevenson raisonnait comme une économiste en identifiant des gains d'efficacité dans l'économie naissante du commerce en ligne, selon M^{me} Goldin. Elle pouvait commander plusieurs paires de chaussures chez Zappos et se les faire livrer sur son lieu de travail au National

Bureau of Economic Research, près du campus de Harvard.

« Elle demandait alors au livreur d'UPS, avec qui elle s'entendait bien, de patienter le temps qu'elle les essaye », poursuit M^{me} Goldin. M^{me} Stevenson pouvait ne garder que deux paires et renvoyer les autres.

M^{me} Stevenson a rencontré M. Wolfers, alors boursier Fulbright venu d'Australie, à Harvard. Ils ont commencé à se fréquenter après une soirée d'Halloween. Il avait apporté un pack de six bières Newcastle Brown Ale, en comptant tout boire seul, selon les habitudes festives australiennes. Elle a pris une bouteille... et ils sont restés en couple depuis, produisant ensemble des dizaines d'articles, le manuel et le podcast, ainsi que deux enfants, Matilda (14 ans) et Oliver (11 ans).

Argent et bonheur

Au début de sa carrière, M^{me} Stevenson s'est penchée sur une grande question en économie : l'argent peut-il acheter le bonheur ? Dans les années 70, l'économiste Richard Easterlin a observé que les riches sont plus heureux que les pauvres, mais que les habitants des pays riches ne sont pas plus heureux que ceux des pays pauvres, et qu'au fil du temps, l'augmentation du revenu au-dessus d'un certain seuil n'entraîne pas celle du bonheur. On a appelé cela le paradoxe d'Easterlin.

M^{me} Stevenson et M. Wolfers ont réexaminé la question en se basant sur des données de sondage internationales plus récentes et plus complètes. Dans un article de 2008, ils ont observé « un lien positif évident entre les niveaux moyens de bien-être subjectif (bonheur) et le PIB par habitant quel que soit le pays ». Ils n'ont trouvé aucune preuve de l'existence d'un « seuil au-delà duquel les pays riches n'enregistrent plus d'accroissement du bien-être subjectif ». Selon les économistes, ces conclusions sont importantes car le paradoxe d'Easterlin indiquait qu'à partir d'un certain niveau, la croissance économique perdrait son potentiel d'amélioration de la vie et du bonheur des individus.

« Le bonheur est une question importante en tant que critère pour les politiques publiques », déclare M^{me} Stevenson. « L'économie peut améliorer la vie des gens. À mesure qu'une société s'enrichit, les

« Notre philosophie est que les sciences économiques doivent être utiles dans la vie quotidienne. »

gens ont une meilleure alimentation, une vie plus facile, une plus grande maîtrise de leur situation et davantage d'opportunités. Bref, les gens s'en sortent mieux. »

Selon M. Katz, de Harvard, une troisième contribution majeure du tandem a consisté en une série d'articles consacrés à l'économie de la structure familiale aux États-Unis et à l'impact de la libéralisation de la législation relative au divorce sur l'autonomisation des femmes. En 2003, M^{me} Stevenson et M. Wolfers ont fait état d'un lien entre l'accès élargi au divorce et une baisse spectaculaire des violences conjugales à l'encontre des femmes, des suicides de femmes et des féminicides.

Dans son cours à Harvard sur le travail et la famille, M^{me} Goldin s'appuie sur les travaux de M^{me} Stevenson et M. Wolfers relatifs aux taux de mariage et de divorce. Dans un article publié en 2007, à partir de l'examen de registres de divorces et de mariages sur une période de 150 ans, ils ont constaté une baisse des taux de divorce au cours des 25 années précédentes, après des décennies de hausse. Ils ont établi que les personnes qui s'étaient mariées dans les années 80 avaient une probabilité plus élevée de rester ensemble pendant 20 ans que celles qui s'étaient mariées dans les années 70.

En outre, M^{me} Stevenson a joué un rôle précurseur dans l'étude du bonheur des femmes, montrant qu'il pâtissait des pressions liées à l'entrée sur le marché du travail alors même que les femmes restaient les principales personnes à s'occuper du foyer.

« Notre profession a ignoré le bien-être des femmes pendant bien trop longtemps », commente Prakash Loungani, économiste à l'Université Johns Hopkins. « Betsey Stevenson a contribué à y porter l'attention due. »

Un manuel novateur

Le manuel de M^{me} Stevenson et M. Wolfers, *Principles of Economics*, a

tout le potentiel pour façonner la pensée économique de générations d'étudiants. La maison d'édition Macmillan a publié une première édition en 2020 et la deuxième en 2023. Les auteurs préparent actuellement une troisième édition. M^{me} Stevenson fait observer qu'aujourd'hui, les étudiants ne font pas qu'acheter un livre ; ils s'abonnent au texte et à toute une série d'éléments connexes en ligne, y compris des podcasts et des outils interactifs.

« Notre philosophie est que les sciences économiques doivent être utiles dans la vie quotidienne », dit-elle. Dans l'avant-propos, les auteurs écrivent que « peu d'étudiants feront de l'économie leur métier, mais chacun d'entre eux est un décideur économique ». Ils définissent l'économie comme « l'étude des affaires ordinaires de la vie quotidienne ».

« Les étudiants l'adorent », témoigne Alicia Modestino, économiste à l'Université Northeastern, qui utilise le manuel dans le cadre d'un cours de niveau master. « Avant la parution de cet ouvrage, il n'en existait aucun autre axé sur les politiques qui fût à jour et rédigé dans un langage accessible. Les exemples qu'il présente sont tirés du monde réel : acheter une voiture ou utiliser le covoiturage ? Entre une école semi-privée et une école publique, que choisir ? Selon une analyse coûts-avantages, est-ce utile de poursuivre les études au-delà du premier cycle universitaire ? »

Pourquoi ont-ils écrit ce manuel ?

« Justin et moi nous sommes rencontrés en parlant d'économie, et nous étions enthousiasmés par les possibilités qu'elle offre pour améliorer la vie des gens », confie M^{me} Stevenson. « Nous voulions partager cette passion avec d'autres. »

Réparer l'économie

Selon ceux qui ont travaillé avec elle auprès du gouvernement, l'action de M^{me} Stevenson en tant que consultante

de politique économique pourrait encore avoir un impact considérable à Washington.

« Betsey est l'une des économistes les plus efficaces que j'ai vus dans l'administration publique », déclare Jason Furman, qui a présidé le Conseil des conseillers économiques du président Obama et est actuellement professeur de politique économique à la Kennedy School of Government de Harvard. « Elle sait convaincre les décideurs de leçons fondamentales de l'économie, d'une façon humaine et bienveillante. Le président lui a accordé beaucoup de confiance et de temps d'échange. »

Elle a été économiste en chef du ministère du Travail sous le gouvernement Obama avant de rejoindre le Conseil des conseillers économiques. M^{me} Modestino, de l'Université Northeastern, montre une photo de M^{me} Stevenson dans le bureau de M. Obama, pendant que les jeunes enfants du président font des grimaces. Si ses travaux sur les congés familiaux et de maladie rémunérés n'ont pas abouti à une loi, ils se sont en revanche traduits par un ordre exécutif visant le personnel temporaire de l'administration fédérale, selon M. Furman.

« À l'époque, on craignait beaucoup que le président Trump ne revienne sur ce texte », dit M^{me} Stevenson. « C'est l'un des rares ordres exécutifs auxquels il n'a pas touché. » Elle estime que les travailleurs doivent obtenir le droit, au fil du temps, de bénéficier de congés de maladie rémunérés. Cela n'accroîtra les coûts que de 2 % pour les employeurs, mais augmentera la productivité car les gens ne travailleront pas en étant malades et ne propageront ainsi pas de maladies sur leur lieu de travail.

Pendant son congé sabbatique en Australie cette année, M^{me} Stevenson prévoit de se concentrer sur une grande question : comment créer une économie plus équitable ? Elle a déjà commencé à l'explorer dans des chroniques qu'elle écrit pour Bloomberg, et il est possible qu'elle y consacre un ouvrage. **F&D**

BOB SIMISON est journaliste indépendant ; il a travaillé au quotidien *The Wall Street Journal* et aux agences *Detroit News* et *Bloomberg News*.

Transformer l'enseignement de l'économie



Wendy Carlin : repenser l'enseignement de l'économie aiderait à résoudre des problèmes sociétaux urgents

Au début des années 2010, le sentiment que les étudiants en économie étaient déçus par l'enseignement de cette discipline a incité un groupe d'enseignants du monde entier à réorganiser le cursus des études de premier cycle. Le double objectif était de rendre compte des avancées de la recherche en économie et de faire en sorte que les cours soient plus en phase avec les problèmes du monde réel. En 2013, Wendy Carlin et Samuel Bowles, du Santa Fe Institute, et d'autres économistes comme Oscar Landerretche, de l'Université du Chili, ont fondé Curriculum Open-access Resources in Economics (CORE Econ), qui propose des cours de qualité en accès libre. En y incluant des problématiques comme le changement climatique, les inégalités, l'innovation et l'avenir du travail, CORE Econ cherche à enrichir le cursus habituel, à élargir l'accès aux cours d'économie et à attirer, et conserver, un public étudiant plus divers.

Carlin, qui enseigne l'économie au University College et vient d'être élue vice-présidente de l'International Economic Association, explique à *F&D* pourquoi il est vital de repenser la démarche pédagogique traditionnelle.

F&D : Comment le grand public perçoit-il l'économie ?

WC : Si vous demandez à quelqu'un de représenter l'économie par des gestes, il mimera des courbes de l'offre et de la demande qui se croisent. Si vous lui demandez ce que le mot « économie » lui évoque, il répondra « l'argent », et l'image qui va avec est celle d'un homme blanc en costume montrant un tableau de calculs ou un écran où s'affichent les cours boursiers. La perception par le grand public des modèles économiques traditionnels peut se résumer en ces termes : « l'économie concerne surtout le bon fonctionnement des marchés », ce qui correspond à la façon dont les bases de l'économie sont enseignées traditionnellement. Il s'agit d'une vision étroite du travail des économistes et, si c'est la vôtre, vous devez penser que l'économie ne peut guère contribuer à surmonter une pandémie ou une crise climatique.

Pourtant, l'évolution de la théorie économique, les outils empiriques et les données disponibles durant les dernières décennies ont emmené les économistes loin des débats stériles sur l'opportunité pour les États d'intervenir pour corriger les dysfonctionnements des marchés. Les

nouveaux outils ont ouvert de nouveaux horizons en économie.

F&D : Comment l'économie peut-elle davantage contribuer à résoudre les problèmes réels ?

WC : Prenez l'approche traditionnelle représentée par une droite, avec l'État à une extrémité et le marché à l'autre. Les différences entre économistes pourraient être représentées par leur position sur le spectre, entre « l'État », où les actions précèdent de la nécessité de se conformer à la réglementation et où les biens et les services sont affectés par décret ou par le jeu électoral, et « le marché », où les comportements dépendent d'incitations matérielles et la répartition, de la concurrence.

En ajoutant un troisième pôle, la « société civile », on obtient une vision moins étroite des motivations humaines, qui comprend par exemple l'altruisme, la réciprocité, la dignité et la durabilité, ainsi que l'opposition élus/exclus. Ici, les normes sociales et le pouvoir privé sont décisifs pour la distribution des biens et des services, et déterminent qui reçoit quoi.

F&D : Vous estimez que l'urgence climatique et la pandémie soulignent les faiblesses des modèles économiques traditionnels.

WC : La pandémie a conduit à de nouvelles remises en cause d'une vision de l'économie se limitant aux transactions de marché. La peur d'une propagation de la maladie par les interactions en personne n'a pas été sans conséquence sur les relations économiques interpersonnelles. Des problèmes sont apparus dans les entreprises entre la direction et les ouvriers. La première était en mesure de contraindre les seconds à travailler dans des conditions jugées dangereuses. Bien que l'économiste Ronald Coase ait considéré que la question de qui exerce le pouvoir dans l'entreprise était « écono-

mique », ce n'est pas le cas des modèles classiques enseignés en économie.

Dans une optique plus large, l'économie sert à résoudre des problèmes réels importants, sous-tendus par des interactions non marchandes et allant bien au-delà de la question de l'efficacité, qui préoccupe habituellement les économistes.

En matière de climat, par exemple, le débat économique traditionnel porte sur l'opportunité de se concentrer davantage sur des mesures publiques (interdiction de la vente de véhicules à combustion interne ou subventions à la recherche-développement verte, etc.) ou de rechercher plutôt des solutions inspirées des lois du marché, telles qu'une taxe carbone (tarification des émissions par les pouvoirs publics) ou un système de plafonnement et d'échange (limitation des émissions par les autorités, mais prix déterminé par le marché). Les deux approches sont intéressantes, mais aucune n'actionne à elle seule tous les mécanismes disponibles, et l'une comme l'autre ne saurait probablement suffire pour venir à bout de la tâche qui nous attend. La nouvelle science économique montre comment l'évolution des préférences vis-à-vis des initiatives plus écologiques peut compléter à la fois les mesures publiques et les mesures axées sur le marché.

F&D : L'économie comportementale et d'autres approches font des adeptes. En quoi ces nouvelles perspectives remettent-elles en cause les théories traditionnelles ?

WC : Dès lors que l'économie inclut un comportement plus complexe que celui de l'*homo economicus* et couvre l'étude des institutions, définies comme les règles du jeu précisant qui fait quoi et qui obtient quoi, les contributions de la psychologie, de la biologie évolutionniste, de la sociologie, des sciences politiques et de l'histoire ne peuvent être ignorées. S'inspirant des psychologues sociaux et des biologistes évolutionnistes, les économistes comportementaux ont élaboré des méthodes expérimentales en laboratoire et sur le terrain.

Dans cette conception moins stricte de la discipline, les économistes peuvent déployer leur talent traditionnel de vérification minutieuse des hypothèses en se

servant de techniques toujours plus avancées et de données de meilleure qualité. Et ils peuvent proposer des modèles permettant de vérifier et d'affiner nos intuitions tout en étudiant les effets d'équilibre général (souvent indésirables) d'interventions gouvernementales bien intentionnées.

F&D : Comment intégrer des valeurs éthiques et morales dans l'enseignement de l'économie, et en quoi cela pourrait-il en augmenter l'efficacité ?

WC : Avec une extraordinaire régularité depuis dix ans, « les inégalités » est la réponse donnée le plus souvent à cette question : « quel est le problème le plus urgent sur lequel les économistes devraient se pencher ? ». Le climat et la durabilité arrivent après. Les deux problèmes soulèvent des interrogations éthiques, par exemple « les inégalités sont-elles justes ? », « les futurs citoyens du monde devraient-ils peser du même poids que les citoyens actuels dans le calcul des coûts et avantages des mesures d'atténuation du changement climatique ? ».

Il ne nous appartient pas de dire ce qui est juste, mais nous pouvons donner à nos étudiants des outils d'analyse pour relier leur réflexion sur le fonctionnement du monde à des critères normatifs. De nombreux étudiants attendent de l'économie qu'elle leur offre ce savoir-faire. Ils s'entendent pourtant souvent dire que les questions normatives sortent du cadre de leur discipline ; l'accent est donc mis sur l'évaluation des résultats et des politiques économiques au seul regard de leur efficacité, voire du critère très étroit de l'optimum de Pareto. Le champ d'étude est biaisé en faveur du *statu quo* si la seule question normative qui peut être posée est « y aurait-il des bénéfices mutuels avec une autre répartition ? ».

Pour aider les étudiants à poser une deuxième question normative (« existe-t-il une autre répartition qui serait plus juste, et les règles du jeu qui ont mené à une certaine répartition sont-elles justes ? »), nous utilisons le voile d'ignorance de John Rawls. Inviter les étudiants à évaluer les résultats d'une politique quand ils ne savent pas s'il y aurait un gagnant ou un perdant, par exemple, les aide à formuler les arbitrages.

F&D : Quelles modifications devraient être apportées au cursus d'économie pour que les étudiants puissent répondre aux questions complexes du monde moderne ?

WC : Le cursus devrait être COhérent et REprésentatif du monde actuel : ces majuscules renvoient à la mise en œuvre de changements radicaux dans l'initiation à l'économie, comme le prévoit le projet mondial CORE Econ que je dirige (www.core-econ.org). Il faut un nouveau programme d'études qui reflète les problèmes actuels et démontre que l'enseignement de l'économie peut fournir les outils nécessaires à leur traitement. Nous sommes très loin de l'image de l'économie que je décrivais au début.

Mais l'ancrage dans la réalité ne suffit pas. Le cursus doit s'appuyer sur un nouveau modèle de référence incorporant ce que nous avons appris ces 30 ou 40 dernières années au sujet de ce que sont les individus, de la manière dont ils interagissent à partir d'informations incomplètes et de ce que cela signifie pour la politique économique.

Dans le dernier manuel en ligne de CORE, *The Economy 2.0*, nous avons réussi à élaborer une nouvelle pédagogie concernant le mode de fonctionnement effectif des marchés du travail, à la lumière des dernières décennies de recherche sur les monopsones. Ce modèle aide les étudiants à comprendre les effets du salaire minimum et à modéliser le fonctionnement du marché du travail global dans le cadre d'un traitement intégré du chômage, des salaires réels et de l'inflation.

En outre, certains problèmes économiques comme le logement et les crises des marchés financiers, les points de bascule environnementaux et la dynamique d'adoption des nouvelles technologies (véhicules électriques, par exemple) exigent que les étudiants réfléchissent à partir de modèles d'équilibres instables et multiples. Cette diversité leur montre plus largement comment utiliser les modèles économiques pour éclairer différents types de problèmes complexes. **F&D**

Cet entretien a été révisé dans un souci de concision et de clarté.

Notes de lecture

Réchauffement climatique, ralentissement de la croissance

Simon Black

LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES constituent l'une des plus graves menaces qui pèsent sur l'économie mondiale. Selon l'Organisation météorologique mondiale, les températures risquent d'augmenter de plus de 1,5 °C par rapport aux niveaux de l'ère préindustrielle au cours des cinq prochaines années. Même en renforçant modérément les mesures d'atténuation prises à l'échelle mondiale, les températures devraient croître de plus de 3 °C d'ici à 2100, ce qui pourrait avoir des conséquences désastreuses.

La planète se réchauffe, et les effets de ce phénomène sont de plus en plus anxiogènes. Selon une enquête menée par les Nations Unies, les deux tiers de la population mondiale considèrent les changements climatiques comme une urgence mondiale. La crainte d'un franchissement des points de basculement dans le système climatique, tels que la fonte des glaciers ou la libération de méthane souterrain, est généralisée. Mais outre le risque de catastrophe climatique qui se profile à l'horizon, les effets de la « combustion lente » provoquée par les changements climatiques se font déjà sentir dans le monde entier. Dans *Slow Burn: The Hidden Costs of a Warming World*, R. Jisung Park, économiste de l'environnement et du travail, décrit ces effets, notamment ceux qui sont prévisibles, comme l'aggravation des inégalités, et ceux qui sont inattendus, par exemple la baisse de la productivité et le ralentissement économique.

Le lien existant entre températures et croissance économique est bien établi dans les études consacrées à l'économie du développement. L'observation selon laquelle les pays riches se trouvent généralement à des latitudes plus élevées et les pays pauvres, plus près de l'équateur a fait l'objet de nombreuses études visant à déterminer s'il s'agit d'un lien de causalité ou d'une coïncidence. L'auteur en a fait la synthèse pour conclure que la chaleur peut fortement entraver les activités humaines dans des domaines allant des examens normalisés au tennis professionnel en passant par l'industrie manufacturière. Il soutient que l'augmentation des températures pourrait déjà avoir une incidence sur les résultats des entreprises



SLOW BURN
The Hidden
Costs of a
Warming World

R. Jisung Park

Princeton University Press,
Princeton, NJ,
2024, 336 pages,
29,95 dollars

et que les changements climatiques risquent de modifier considérablement les règles du jeu économique en faisant des gagnants (ceux qui peuvent s'adapter) et des perdants (ceux qui n'y arrivent pas).

En ce qui concerne les inégalités, on a constaté il y a longtemps que les changements climatiques peuvent les accroître au niveau mondial et que, paradoxalement, les pays les plus pauvres, qui ont le moins contribué au problème, sont les plus vulnérables face à leurs effets. En outre, il semble en être ainsi dans tous les pays, les régions plus chaudes comptant une plus forte proportion de pauvres, lesquels sont plus vulnérables que les riches face aux chocs climatiques tels que le stress thermique. Ces effets sont incertains et peuvent varier fortement, même dans un quartier, une entreprise et une famille.

M. Park explique que la « combustion lente » induite par les changements climatiques affecte déjà le bien-être des personnes de plusieurs façons. La hausse des températures accroît les risques d'accidents du travail, la mortalité et la criminalité, par exemple. Les répercussions sont incertaines, mais en l'absence d'adaptations importantes, elles risquent de s'aggraver à mesure que la planète se réchauffe.

M. Park conclut cependant son ouvrage sur une note optimiste. À son avis, il n'est pas trop tard pour freiner le réchauffement de la planète tout en augmentant considérablement la résistance aux effets décrits ci-dessus grâce à l'adaptation. De plus, l'auteur soutient qu'en se concentrant sur le réchauffement, on peut éviter le fatalisme qui ressort du discours apocalyptique sur le climat et plutôt envisager les changements climatiques avec une détermination réfléchie, en se laissant guider par la compassion pour les plus vulnérables et un espoir actif. **F&D**

SIMON BLACK est économiste au département des finances publiques du FMI.

Questions fiscales

Paolo Mauro

L'OUVRAGE *A TAXING JOURNEY*

jette un nouvel éclairage sur un sujet important, pointu s'il en est, mais qui, à mon avis, devrait intéresser tout un chacun. Le lecteur apprend comment des acteurs de la société civile ont réussi à infléchir des réformes fiscales. L'analyse s'appuie sur des études de cas portant sur des initiatives réalisées dans des pays se trouvant à des stades différents de développement économique et institutionnel.

Nombre d'organisations non gouvernementales et d'organisations de la société civile, se consacrent, à l'échelle mondiale ou locale, à de nobles causes telles que la réduction de la pauvreté et le développement économique. Certaines de ces organisations se concentrent sur les politiques fiscales. Certaines encore s'intéressent à la fiscalité, internationale dans la plupart des cas. Rares sont celles qui se penchent sur la mobilisation des recettes intérieures, c'est-à-dire la perception équitable des impôts qui financent les services publics de base tels que l'éducation et les services de santé. J'aimerais qu'elles soient plus nombreuses. Il en va de même pour Paolo Mauro et les auteurs de ce précieux ouvrage, qui font un constat équilibré, mais qui prêchent parfois en faveur des protagonistes de leur analyse.

Les études de cas sont disparates : un groupe d'anciens fonctionnaires de haute technicité qui demande des comptes à une administration fiscale opaque et inefficace au Guatemala ; une organisation de la société civile qui obtient la suppression des amnisties fiscales au Mexique ; une campagne en faveur d'une majoration des taxes sur l'alcool et le tabac aux Philippines ; une organisation panafricaine de recherche et de défense des droits qui tente un recours judiciaire pour retarder la conclusion d'un accord entre le Kenya et Maurice visant à éviter la double imposition (qui, selon certains, aurait accru plutôt que diminué l'évasion fiscale) ; une



A TAXING JOURNEY
How Civic Actors
Influence Tax
Policy

Paolo de Renzio
(directeur de
publication)

Bloomsbury
Academic, New York,
NY, 2024,
240 pages,
103,50 dollars

campagne contre l'imposition d'une taxe sur les transferts de fonds par téléphone portable et sur l'utilisation des médias sociaux en Ouganda ; et des campagnes visant à taxer davantage les riches dans les États du Massachusetts, du Maine et du Minnesota. Le mouvement des gilets jaunes en France constitue un cas à part en raison de son caractère protestataire et des actes de violence qui y ont été liés. En revanche, il a été déclenché par une augmentation des taxes sur les carburants, intervenue peu après l'abrogation d'un impôt sur la fortune et, en ce sens, il offre une comparaison intéressante.

Les acteurs de la société civile n'ont remporté un succès total dans aucun des cas évoqués, que ce soit en matière de qualité ou de durabilité des résultats. De même, ils n'ont pas toujours pris des mesures qui seraient jugées efficaces par un économiste. Dans certains cas, on peut même douter que les mesures proposées permettent d'accroître l'égalité ou l'équité. Cela n'enlève toutefois rien à la valeur de l'ouvrage. Le monde est compliqué, la perfection est l'ennemi du bien, et les épisodes sont instructifs. Les passages expliquant comment les différents acteurs de la société civile ont tissé une trame narrative et forgé des alliances, parfois avec l'appui d'institutions nationales (telles que les tribunaux), sont particulièrement intéressants. J'ai également appris, non sans satisfaction

je l'avoue, que le savoir-faire technique est un ingrédient du succès. Pour débattre d'une réforme fiscale, il faut posséder des compétences techniques, et les organisations de la société civile qui se sont illustrées à cet égard pouvaient compter sur d'anciens responsables de la gestion des finances publiques ou collaboraient avec d'autres organisations, des parlementaires ayant des spécialistes à leur disposition ou des responsables gouvernementaux. Les acteurs doivent savoir communiquer, connaître les règles du jeu politique et posséder un savoir-faire technique. Or, il faut du temps pour acquérir ces connaissances et habiletés.

Cet ouvrage s'inscrit dans le cadre d'une vaste réévaluation de la politique fiscale, qui ne s'articule plus à outrance autour de l'efficacité économique et reconnaît que l'équité est au cœur des préoccupations des électeurs. Il montre que les acteurs de la société civile peuvent impulser une fiscalité plus équitable ou s'opposer à une fiscalité inéquitable.

Les lecteurs qui espèrent une analyse méthodologique rigoureuse et des conclusions solides seront déçus. Ceux qui recherchent une description nuancée d'épisodes instructifs choisis avec soin dans lesquels les acteurs de la société civile ont joué un rôle important tireront leurs propres conclusions. Comme le reconnaissent Paolo de Renzio et Jason Lakin dans le chapitre liminaire, seuls les cas où les acteurs ont eu gain de cause, à tout le moins en partie, ont été retenus. Il ne s'agissait pas d'établir un lien de causalité ni de tirer des enseignements des échecs, qui ont d'ailleurs été délibérément omis. Le projet visait plutôt à insuffler aux activistes, aux praticiens et aux chercheurs le désir de proposer des réformes fiscales équitables et de mener des analyses complémentaires sur les actions que les acteurs de la société civile peuvent mener pour influencer la politique fiscale et la rendre plus équitable, ainsi que sur le moment propice pour de telles démarches. Chapeau ! **F&D**

PAOLO MAURO est directeur du département des études économiques et des études de marché de la Société financière internationale.

Partenaires commerciaux

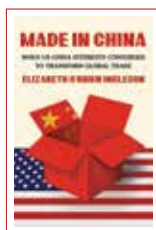
Elizabeth Van Heuvelen

AXÉ SUR LA PÉRIODE CHARNIÈRE DES ANNÉES 70, l'ouvrage *Made in China* d'Elizabeth O'Brien Ingleson retrace l'origine des complexités persistantes des relations entre la Chine et les États-Unis et du commerce mondial en général. L'autrice soutient que la transformation du marché chinois et des relations entre les deux puissances a été rendue possible par trois facteurs interdépendants : la culture, la diplomatie et l'économie. S'appuyant sur des recherches minutieuses, elle décrit l'incidence de ces facteurs dans chaque pays ainsi que leur interdépendance pour répondre à des questions plus générales et plus fondamentales, à savoir pourquoi la Chine s'est rapprochée du capitalisme américain, mais aussi pourquoi les capitalistes américains ont intégré la Chine dans leur vision de l'avenir.

Truffé d'anecdotes récentes et intéressantes, cet ouvrage relate les débuts d'une relation commerciale instable qui cherchait son assise. Des observations générales sur les rouages politiques et diplomatiques de cette période viennent ponctuer les récits portant sur des importateurs américains tels que Veronica Yhap, fondatrice de Dragon Lady Traders, et leur rôle dans la promotion de la « diplomatie de la mode », qui, selon l'autrice, a largement contribué au dégel des relations diplomatiques et commerciales entre les deux pays. L'ouvrage décrit également les premières foires commerciales de Canton, et témoigne ainsi des luttes intestines que suscitait le rôle du commerce extérieur en Chine, tout en expliquant comment celle-ci était perçue par les milieux d'affaires américains à cette époque.

L'autrice livre par ailleurs des observations pertinentes sur les approches différentes suivies par les deux pays pour encourager le commerce pendant la normalisation. Pour Henry Kissinger et le président Nixon, le commerce facilitait les relations diplomatiques, tandis que pour Mao Zedong, le règlement des problèmes diplomatiques épineux était un préalable aux échanges. Cette thèse explique pourquoi le commerce entre les deux pays a connu un lent démarrage, progressant par à-coups, et n'a pris son envol qu'avec la convergence parfaite de leurs intérêts respectifs. Elle met également en exergue le rôle capital que la diplomatie peut jouer dans l'orientation de la trajectoire de l'économie mondiale.

Nombre des sujets abordés dans *Made in China* semblent familiers aux observateurs des relations sino-américaines. Mentionnons le concept maoïste de l'autosuffisance (*zili gengsheng*), dont l'évolution est un thème récurrent dans cet ouvrage. Dans le contexte des chocs géopolitiques des dernières années et des tensions commerciales accrues, les documents d'orientation de la Chine font de nouveau une large place à ce concept, ce qui nous ramène aux premiers temps du rapprochement évoqué



MADE IN CHINA
When US-China
Interests
Converged to
Transform Global
Trade

Elizabeth
O'Brien Ingleson
Harvard University
Press, Cambridge,
MA, 2024, 352 pages,
37,95 dollars

dans le livre. L'autrice décrit l'affrontement entre les tenants de la ligne dure et les soi-disant pragmatiques sur le rôle de la Chine dans un paysage commercial et géopolitique qui évolue sans cesse.

M^{me} Ingleson relate les premiers efforts déployés par la Chine pour importer du savoir-faire technologique, décrivant dans le détail l'achat par le pays d'usines de production d'engrais auprès de Kellogg en 1973. Lin Hujia, alors vice-directeur de la commission nationale de planification, avait commenté en ces termes la décision de procéder à cette transaction, qui allait être un élément clé de la stratégie de développement chinoise : « Devrions-nous importer 2 millions de tonnes de blé ou acheter 10 usines de production d'engrais chimiques ? Je crois que l'achat d'usines fait l'unanimité. »

L'autrice décrit la méfiance affichée par le monde syndical américain à l'égard des premières importations chinoises, de l'adoption de la loi de 1974 sur le commerce à la demande de contingentement présentée par l'association des fabricants de gants de travail, une réaction qui constitue une autre importante analogie avec la situation actuelle.

M^{me} Ingleson arrive à la conclusion que les relations entre la Chine et les États-Unis ont convergé à un moment où les deux pays avaient besoin l'un de l'autre pour atteindre leurs objectifs nationaux et stratégiques respectifs. À l'heure où les tensions sino-américaines sont particulièrement fortes, son ouvrage nous rappelle que nombre des difficultés actuelles ne sont pas nécessairement nouvelles. Voilà qui pourrait permettre aux optimistes de caresser l'espoir que chaque pays intègre l'autre dans sa vision de l'avenir. À cet égard, il serait enrichissant d'analyser en profondeur l'évolution des trois forces interdépendantes — culturelles, diplomatiques et économiques — au cours des dernières années. **F&D**

ELIZABETH VAN HEUVELEN est économiste principale au département de la stratégie, des politiques et de l'évaluation du FMI.

FMI LECTURE DU WEEK-END

Retrouvez directement dans votre boîte de réception une analyse pointue des tendances économiques et financières et des enjeux de développement et de politique publique qui façonnent le monde actuel.

ABONNEZ-VOUS DÈS AUJOURD'HUI !



À la poursuite de la liberté

Melinda Weir

De nouvelles pièces commémoratives célèbrent la vie et le legs de l'abolitionniste Harriet Tubman



De nouvelles pièces commémoratives mettent Harriet Tubman à l'honneur.

UN HOMMAGE EST RENDU À L'UNE DES personnalités les plus remarquables de l'histoire des États-Unis au moyen de pièces commémoratives à son effigie. Harriet Tubman, abolitionniste avant-gardiste du XIX^e siècle qui a échappé à l'esclavage et risqué sa vie à plusieurs reprises pour conduire d'autres esclaves vers la liberté, figurera sur trois pièces de monnaie mises en circulation cette année.

En janvier, l'institut de la Monnaie des États-Unis a annoncé la mise en vente de pièces de 5 dollars en or, de 1 dollar en argent et d'un demi-dollar en plaqué représentant Harriet Tubman à différentes étapes de sa vie et de son œuvre. La loi portant création de ces pièces a été adoptée en 2022, année du bicentenaire de sa naissance.

Née esclave en 1822 dans le comté de Dorchester, dans le Maryland, Harriet Tubman est célèbre pour les audacieux sauvetages qu'elle a effectués en conduisant le Chemin de fer clandestin, réseau de refuges pour ceux qui fuyaient l'esclavage. Ayant accompli plus d'une dizaine de missions à haut risque vers le Sud, elle est considérée comme ayant permis à environ 70 personnes de retrouver la liberté. Elle est ensuite devenue infirmière et éclairceuse pour l'armée de l'Union pendant la guerre de Sécession et a été la première femme à diriger pendant cette guerre une expédition armée permettant de libérer des centaines de personnes réduites à l'esclavage en Caroline du Sud. À la fin de sa vie, Harriet Tubman a prononcé des discours en faveur de l'accès des femmes au droit de vote, aux droits civiques et aux soins de santé. Elle est décédée en 1913 à Auburn, dans l'État de New York.

« Chaque pièce produite par l'institut de la Monnaie des États-Unis contribue à raconter un récit qui nous fait découvrir

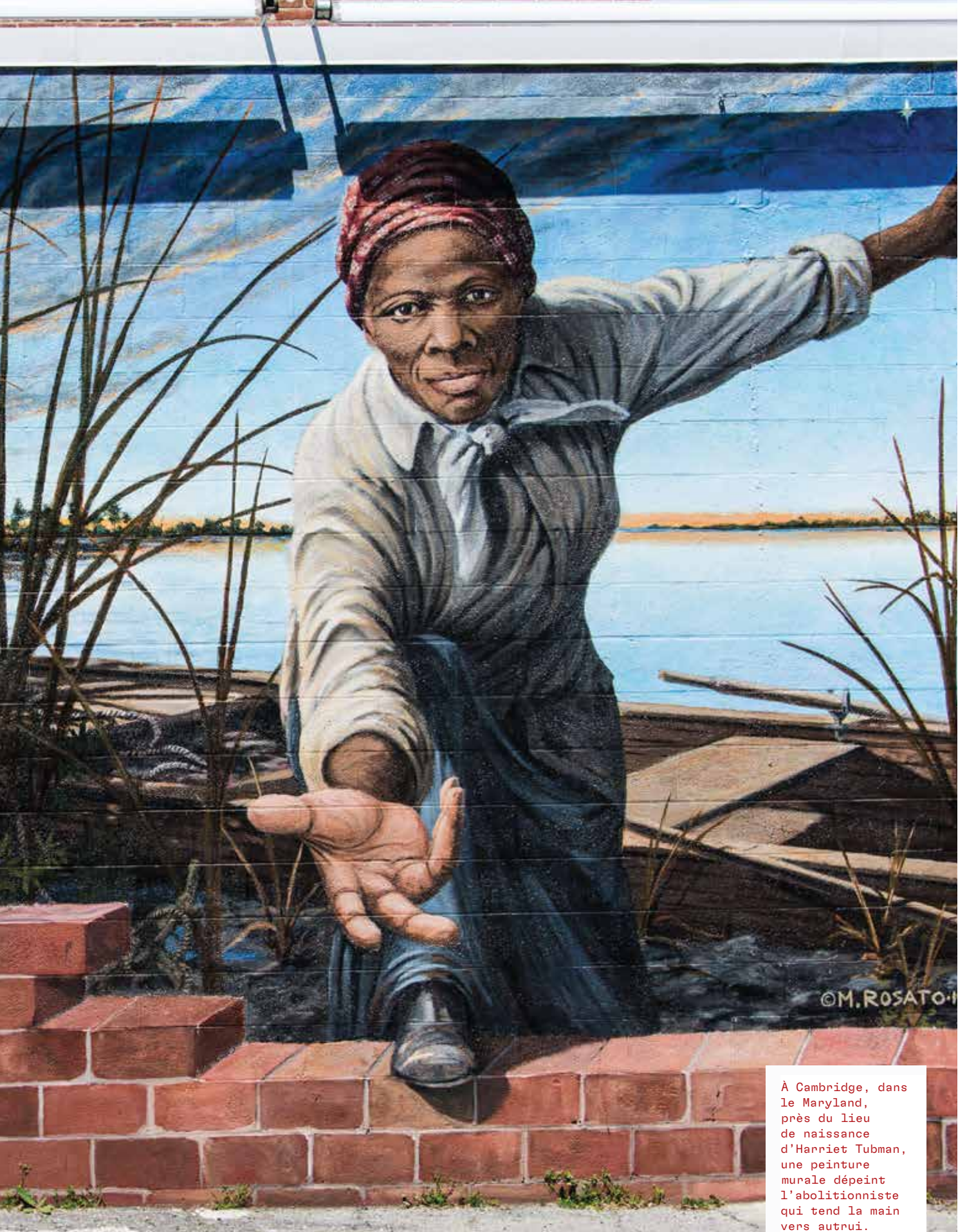
l'histoire des États-Unis ou nous lie à un souvenir particulier », déclare Ventris C. Gibson, directrice de l'institut de la Monnaie, dans un communiqué de presse. « Nous espérons que ce programme rendra hommage à la vie et le legs de Harriet Tubman. »

L'une des faces de la pièce de 1 dollar en argent représente l'expérience de Harriet Tubman conduisant le Chemin de fer clandestin, « tendant la main au spectateur avec une expression qui l'incite à saisir cette occasion de fuir vers la liberté », selon le site Web de l'institut de la Monnaie des États-Unis. Le revers de la pièce représente des silhouettes traversant un pont formé par deux mains jointes. Dans le ciel, la Grande Ourse pointe vers l'étoile Polaire, qui forme le « o » des *United States of America*. La pièce de 5 dollars en or s'inspire également du thème des mains charitables, en hommage à l'engagement continu de Harriet Tubman en faveur des autres, même après la guerre de Sécession.

Même si ces pièces ont cours légal, elles sont avant tout destinées aux collectionneurs et ne seront pas en circulation courante. Le produit de leur vente sera reversé au Centre national du Chemin de fer clandestin pour la liberté (*National Underground Railroad Freedom Center*) de Cincinnati (Ohio) et à la Maison Harriet Tubman (*Harriet Tubman Home Inc.*), organisation à but non lucratif située à Auburn (New York).

Le projet de faire figurer Harriet Tubman sur le billet de 20 dollars a été reporté ces dernières années. **F&D**

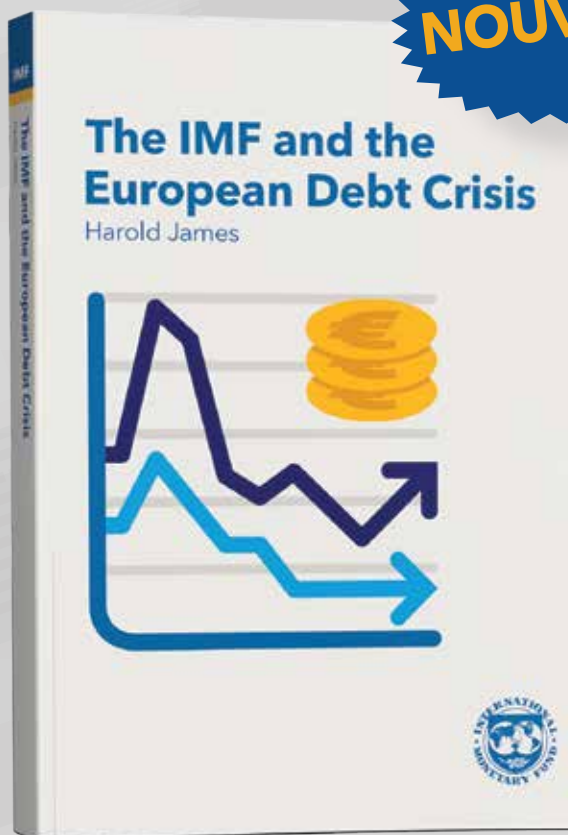
MELINDA WEIR fait partie de l'équipe de Finances & Développement.



À Cambridge, dans le Maryland, près du lieu de naissance d'Harriet Tubman, une peinture murale dépeint l'abolitionniste qui tend la main vers autrui.

À LIRE CE PRINTEMPS

NOUVEAU



ISBN : 979-8-40023-190-2

Ce livre revient sur le travail du FMI en Europe dans le sillage de la crise financière mondiale de 2008

L'auteur explique comment, pourquoi et avec quelles conséquences le FMI, aux côtés de la Banque centrale européenne et de la Commission européenne (la célèbre « troïka »), a soutenu des programmes d'ajustement en Grèce, en Irlande, au Portugal et à Chypre.

Il se penche aussi sur l'évolution survenue dans la réflexion et l'action des intervenants, et observe en guise de conclusion que tous les programmes ont aussi donné lieu à de véritables réformes stratégiques et ouvert la voie au retour de la croissance et de la prospérité. Ouvrage disponible uniquement en anglais.



PUBLICATIONS

L'économie mondiale à portée de main
IMF.org/pubs

French: F&D, March 2024



MFIFA2024001